

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail - Patrie

REGION DE L'OUEST

DEPARTEMENT DE LA MIFI

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM 3ème



PLANIFICATION LOCALE SUR FINANCEMENT PNDP

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE BAFOUSSAM 3ème



Réalisé avec l'appui technique de l'Organisme d'Appui Local ACAFIA/Ouest (Association Camerounaise des Femmes Ingénieures en Agriculture antenne de l'Ouest BP : 1460 Email : acafia_ouest@yahoo.fr)

Novembre 2010 à Avril 2011

SOMMAIRE

RESUME DU PCD	6
LISTE DES ABREVIATIONS	13
LISTE DES TABLEAUX	15
LISTE DES PHOTOS	15
LISTE DES CARTES	16
LISTE DES ANNEXES	16
1. INTRODUCTION	17
1.1.Contexte et justification	18
1.2.Objectifs du PCD	18
1.3.Structure du document	19
2.METHODOLOGIE	20
2.1Préparation de l'ensemble du processus	21
2.1.1. Prise de contact avec l'exécutif municipal	21
2.1.2. Information et sensibilisation des autorités administratives locales	21
2.1.3. Information et sensibilisation des autres parties prenantes	21
2.1.4. Mise en place et opérationnalisation du dispositif institutionnel	21
2.1.5. Atelier de lancement	22
2.1.6. Collecte des données de base y compris cartographiques	22
2.2. Collecte des informations et traitement	22
2.2.1. Au niveau des villages.....	22
2.2.1.1. Préparation dans la communauté.....	22
2.2.1.2. Identification des problèmes et potentialités par secteur.....	23
2.2.2.Au niveau de l'espace urbain communal	24
2.2.2.1. Identification des problèmes, contraintes et potentialités et planification des solution endogènes	24
2.2.2.2. Analyse des problèmes	24
2.2.3. Au niveau de l'Institution Communale (DIC).....	25
2.2.3.1. Collecte des données	25
2.2.3.2. Analyse des données collectées.....	25
2.2.3.3. Restitution et validation des données collectées	25
2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie.....	25
2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	26
2.4.1. Préparation de l'atelier de planification	26
2.4.2. Restitution des données consolidées du diagnostic	26
2.4.3. Planification.....	26
2.4.4. Mobilisation des ressources	27
2.4.5. Programmation	27
2.4.6.Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	27
2.5. Capitalisation.....	27
3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	28
3.1. Localisation de la commune.....	29
3.2.Milieu biophysique.....	30
3.2.1. Climat.....	30
3.2.2. Sols.....	30
3.2.3. Relief.....	30
3.2.4. Hydrographie	30
3.2.5 . Flore et Végétation.....	30
3.2.6. Faune	31
3.2.7. Aires protégées.....	31
3.2.8 . Ressources minières.....	31

3.2.9. Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique	32
3.3. Milieu humain.....	32
3.3.1 . Histoire de la Commune.....	32
3.3.2. Démographie	33
3.3.2.1 Taille et structure de la population	33
3.3.2.2. Groupes ethniques et relations interethniques.....	33
3.3.2.3. Religion.....	34
3.3.2.4. Mobilité de la population.....	34
3.3.2.5. Caractérisation des populations vulnérables	34
3.3.2.6. Organisation sociale.....	34
3.3.2.7. Habitat.....	35
3.3.2.8. Zonage de l'espace communal.....	37
3.3.2.9. Système foncier.....	37
3.3.2.10. Acteurs du développement local.....	37
3.3.3. Activités économiques.....	38
3.3.3.1. Agriculture	38
3.3.3.2. Sylviculture	38
3.3.3.3. Élevage et pêche	38
3.3.3.4. Chasse	39
3.3.3.5. Exploitation forestière	39
3.3.36. Collecte des produits forestiers non ligneux	39
3.3.37. Artisanat.....	39
3.3.3.8. Commerce	40
3.3.3.9. Industrie	40
3.3.3.10. Services /Secteur privé.....	42
3.4. Principales infrastructures par secteur.....	42
3.4.1-secteur : Santé.....	42
3.4.2-secteur : Enseignement secondaire	42
3.4.3-secteur : Tourisme	45
3.4.4-secteur : Culture	45
3.4.5-secteur : Travaux publics	45
3.4.6-Secteur : Eau et Énergie.....	46
3.4.7-secteur : Transport.....	47
3.4.8-secteur : Éducation physique et sportive	47
3.4.9-secteur : Enseignement supérieur.....	47
3.4.10-secteur : Mines développement industriel.....	48
3.4.11-secteur : Affaires sociales.....	48
3.4.12-secteur : Emploi et formation professionnelle.....	48
3.4.13-secteur : Potes télécommunications.....	48
3.4.14-secteur : Développement urbain et habitat.....	49
3.4.15-secteur : Recherche scientifique et innovation.....	49
3.4.16-secteur : Jeunesse	49
3.4.17-secteur : Travail et sécurité sociale.....	49
3.4.18-secteur : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	50
3.4.19-secteur : Agriculture.....	50
3.4.20-secteur : élevage, pêche et industries animales.....	50
3.4.21-secteur : Commerce	51
3.4.22-secteur : Petites et Moyennes entreprises, économie et artisanat.....	51
3.4.23-secteur : Éducation de base	51
3.4.24-secteur : promotion de la femme et de la famille	62
3.4.25-secteur : Forêt et Faune.....	62
3.4.26-secteur : Domaines et affaires fondères.....	62
3.4.27- secteur : Environnement et protection de la nature	62
3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune	63

3.5.1 Secteur primaire :.....	63
3.5.2 Secteur secondaire :.....	63
3.5.3 Secteur tertiaire :.....	63
4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC	64
4.1. Synthèse du DIC.....	65
4.2. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	67
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE	95
5.1 Vision et objectifs du PCD	96
5.1.1 Vision du PCD :.....	96
5.1.2 Objectifs du PCD.....	96
5.2. Cadre logique par secteur	97
5.2.1- Secteur domaines et affaires foncières	97
5.2.2 -Secteur administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	99
5.2.3 - Secteur Jeunesse	100
5.2.4 - Secteur santé publique	104
5.2.5 - Secteur Travaux publics	106
5.2.6 - Secteur agriculture	108
5.2.7 - Secteur sport et éducation physique.....	110
5.2.8 - Secteur postes et télécommunications	111
5.2.9 - Secteur transport	113
5.2.10 - Secteur Enseignement Supérieur.....	115
5.2.11- Secteur Forêt Et Faune.....	116
5.2.12- Secteur Mines et Développement Industriel.....	117
5.2.13 - Secteur Travail et Sécurité Sociale	119
5.2.14 - Secteur Éducation De Base.....	120
5.2.15 - Secteur Enseignement Secondaire.....	124
5.2.17 – Secteur Emploi Et Formation Professionnelle.....	128
5.2.18 - Secteur Tourisme.....	130
5.2.19 - Secteur Commerce	132
5.2.20 - Secteur Environnement et Protection De La Nature	133
5.2.21- Secteur Élevage, Pêche Et Industries Animales	136
5.2.22 - Secteur Eau, Énergie Et Assainissement	138
5.2.23 - Secteur Affaires Sociales.....	143
5.2.24 - Secteur Petites Et Moyennes Entreprises Économie Sociale Et Artisanat	145
5.2.25 - Secteur Culture.....	152
5.2.26 - Secteur Recherche Scientifique Et Innovation.....	154
5.2.27 - Secteur Promotion De La Femme Et De La Famille.....	156
5.2.28 - Cadre Logique De L'institution Communale	158
5.3 Économie locale	161
5.3.1 Situation de référence	161
5.3.1.1 Situation de référence des secteurs du primaire	161
5.3.1.2 Situation de référence du secteur secondaire	161
5.3.1.3 Situation de référence du secteur tertiaire	161
5.3.2 Possibilités de création d'emplois et des richesses dans la commune	163
5.4. Coût estimatif du PCD.....	166
5.5. Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	167
6. PROGRAMMATION.....	169
6.1. Planification stratégique des actions prioritaires	170
6.1.1 Vision du maire	170
6.2- Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT 2011 - 2013.....	186

6.2.1- Impacts environnementaux potentiels et mesures envisageables dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement triennal.....	186
6.2.2- Impacts sociaux potentiels et mesures envisageables dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement triennal	191
6.3 -Plan sommaire de gestion de l'environnement	196
6.4. Plan d'investissement annuel (PIA).....	197
6.4.1 . Ressources mobilisables et échéances	197
6.4.2. Programmation annuelle des projets prioritaires.....	198
6.4.3. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	201
6.4.4. plan de passation des marchés du PIA.....	203
7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	204
7.1. Composition et attributions du Comité de suivi du PCD	205
7.1.1. Plate Forme de Concertation Pluri Acteurs.....	205
7.1.2. Le Comité Communal de Suivi Evaluation.....	206
7.2. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	207
7.2.1. Le suivi du PCD.....	207
7.2.2. L'évaluation du PIA.....	207
7.3. Dispositif, outils et fréquence du reporting	207
7.3.1. Dispositif.....	207
7.3.2- Les Outils.....	208
7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	210
8. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	212
8.1. Plan d'information.....	212
8.2. Plan Marketing.....	213
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	214
BIBLIOGRAPHIE.....	217
ANNEXES	218
Annexe 1 : Fiches projets.....	219
Annexe2: Album photo des différents ateliers de diagnostic participatif et de planification.....	226
Annexe 3 : Arrêté municipal portant nomination des membres du comité de suivi du PCD.....	228

RESUME DU PCD

1-Contexte et justification

Dans le contexte actuel de la décentralisation et de la lutte contre la pauvreté avec la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi, l'institution communale devient l'acteur au centre du processus de développement socio- économique dans son espace géographique.

Face à ce nouveau défi et du fait que la plupart des institutions communales soient fragiles et peu outillées, le Gouvernement de la République a mis en place avec les partenaires au développement un ensemble de programmes parmi lesquels le Programme National de Développement Participatif (PNDP) pour accompagner la mise en œuvre du processus de décentralisation et surtout pour capaciter les institutions communales afin que chacune d'elles se dote des moyens d'une participation effective à la mise en œuvre du processus de développement local durable sur son territoire.

La principale mission du PNDP auprès des institutions communales est de faire de ces dernières des véritables acteurs au centre de la dynamique du développement de leur territoire. Pour y parvenir l'institution communale doit commencer par une étape primordiale qui est celle de l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD); plan qui servira désormais pour tous les acteurs de développement dans l'espace géographique de la commune, de socle ou base de référence par secteur autour duquel, ces derniers s'appuieront pour enclencher toute initiative de développement local durable sur le territoire de la commune.

Pour accompagner la mise en œuvre du processus de planification communale dans la commune de Bafoussam 3^{ème} l'OAL ACAFIA/Ouest a été retenu. Le processus en lui-même se fait en deux étapes à savoir : l'élaboration du PCD et l'accompagnement des acteurs à la mise en œuvre des actions envisagées dans le PCD.

Le processus d'élaboration du PCD qui fait l'objet du présent rapport s'est déroulé du 04 Novembre 2010 au 18 mars 2011 dans la commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème} et ce en plusieurs étapes successives. Chaque étape elle-même comportait plusieurs séquences d'activités à réaliser pour obtenir les résultats escomptés.

2-Méthodologie

La mise en œuvre sur le terrain s'est faite en trois grandes étapes à savoir :

- La préparation
- La réalisation, et
- La capitalisation.
-

2.1- Préparation

Elle permet de prendre toutes les dispositions nécessaires pour garantir le succès de la mission. Dans le cadre de l'élaboration du Plan de Développement Communal de Bafoussam 3^{ème}, nous avons eu deux étapes de préparation à savoir une préparation générale pour la mise en œuvre du processus et une préparation spécifique pour chaque activité ou séquence d'activités à entreprendre.

2.1.1-Préparation générale pour la mise en œuvre du processus

Elle s'est faite à trois niveaux à savoir :

- Avec la Cellule Régionale Ouest du PNDP

- Au sein de la structure ACAFIA/Ouest
- Au sein de l'institution communale

2.1.2- Préparation spécifique

Elle s'est faite chaque fois en fonction du type d'activité à entreprendre. Comme activités mises en œuvre pendant le processus d'élaboration du PCD de la commune de Bafoussam 3^{ème}. Dans ce cadre, nous avons eu à préparer :

- L'atelier de lancement officiel de la mise en œuvre du processus dans la commune,
- La collecte des données de base,
- Le diagnostic de l'institution communale,
- Le diagnostic de l'espace urbain,
- Le diagnostic participatif dans les villages,
- Le pointage par GPS des infrastructures dans la commune,
- La consolidation des données des diagnostics
- La restitution des synthèses des diagnostics
- L'atelier de planification niveau communal

2.2- Réalisation

La mise en œuvre du processus de planification locale dans la commune en vue de l'élaboration du Plan Communal de Développement (PCD), s'est faite à travers la réalisation d'un ensemble d'activités regroupé autour de 8 séquences à savoir :

- L'atelier de lancement officiel de la mise en œuvre du processus dans la commune,
- La collecte, le dépouillement, la synthèse et la restitution des données de base de la commune,
- Le diagnostic de l'espace urbain et la restitution aux acteurs locaux,
- Le diagnostic de l'institution communale et la restitution aux acteurs de l'institution,
- Le diagnostic participatif dans les villages
- Le pointage par GPS des infrastructures dans la commune,
- La synthèse des données des diagnostics,
- La restitution des synthèses des diagnostics
- L'atelier de planification au niveau communal.

Tout ce travail a permis de réaliser trois diagnostics à savoir :

- Le diagnostic de l'institution communale
- Le diagnostic de l'espace urbain, et
- Le diagnostic participatif dans les villages (dans la commune de Bafoussam 3^{ème}, 56 villages ont été concernés)

2.3- Capitalisation

A l'issu de l'atelier de planification, une équipe de 3 consultants a travaillé pour la capitalisation en s'appuyant sur le canevas indicatif de document PCD remis par le CR du PNDP. Cette capitalisation a porté essentiellement sur la présentation de :

- La démarche méthodologique utilisée
- La monographie de la commune,
- Les principaux résultats des diagnostics,
- La planification stratégique par secteur,
- La programmation triennale des actions à entreprendre par secteur,
- Plan annuel d'investissement pour 2011

- Plan de passation de marché et du Plan simplifié de gestion de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre des projets programmés dans le PIA,
- La stratégie de mise en œuvre du PCD et le mécanisme de suivi évaluation.

Ce travail de capitalisation a permis de produire un Draft de document PCD qui a été envoyé pour lecture à la CR PNDP, avant finalisation, duplication et transmission au COMES pour approbation et au préfet pour validation.

3- Principaux résultats obtenus

3.1- Résultats du DIC

La réalisation du DIC a permis de faire un état des lieux du fonctionnement de l'institution communale sur 4 aspects à savoir :

- La gestion des ressources humaines,
- La gestion des ressources financières,
- La gestion du patrimoine communal,
- La gestion des relations au sein et dans l'environnement de l'institution communale.

L'analyse de cet état des lieux a permis de mettre en évidence les capacités de la commune en termes de forces, faiblesses, opportunités et craintes tel que présenté ci-dessous.

Par rapport aux problèmes identifiés, des actions concrètes ont été envisagées à mettre en œuvre à court et moyen terme au sein de l'institution pour la rendre plus opérationnelle.

Analyse des capacités de la commune

Forces

- La disponibilité et la volonté de l'exécutif à faire de la commune un véritable acteur de promotion du développement local sur le territoire,
- La volonté plus ou moins de l'ensemble des membres de l'exécutif à mieux faire malgré la vision divergente et la défense des intérêts égoïstes
- la vision claire et précise de ce que peut apporter un PCD
- le conseil municipal constitué de quelques personnes suffisamment averties et disponibles en cas de besoin malgré l'existence des clivages
- une population dynamique sur le territoire et qui met tout en œuvre et apporte des contributions financières pour la réalisation des DP dans leur village
- une élite extérieure à l'écoute, disponible et prête à intervenir dans des actions au profit de la commune
- la capacité du maire à mobiliser les élites autour des problèmes de la commune

Faiblesses

- le fait de ne pas toujours tailler le budget sur mesure
- l'absence d'une stratégie véritable de mobilisation des recettes
- l'absence d'un organigramme fonctionnel et des règles de procédures internes formelles et partagées par tous
- la faible collaboration interne entre les services
- L'absence d'un plan d'action
- l'absence d'une définition claire et précise des objectifs à atteindre pour chaque service au cours d'une année

- la mauvaise circulation des informations au sein du service
- l'insuffisance du personnel qualifié
- la faible collaboration entre les membres de l'exécutif
- la faible collaboration entre l'institution communale et les SDE sur le territoire
- la mauvaise gestion du personnel au sein de l'institution communale
- la mauvaise motivation du personnel
- l'absence de transparence dans la gestion
- l'absence d'un local approprié et le sous équipement des services en matériel, mobilier de bureau
- le faible développement des relations avec les opérateurs économiques sur le territoire

Opportunités

- la présence des élites variées, dynamiques et à l'écoute de l'exécutif
- la présence sur le territoire des SDE qui peuvent être pris à contribution pour la réalisation des actions inscrites dans le PCD
- l'existence des multiples sources ou alternatives des revenus qui peuvent être mobilisés (ressources naturelles à exploiter, sites touristiques à mettre en valeur, etc.)
- la disponibilité de la tutelle
- la présence des programmes d'appui et d'accompagnement au processus de décentralisation
- l'existence des bailleurs de fonds au niveau national et régional auprès de qui des financements de projets peuvent être sollicités
- le foisonnement des opérateurs économiques divers, fils du territoire bien qu'opérant à l'extérieur de la commune
- la vision claire du développement qui sera mise en œuvre à travers les DP qu'on va réaliser dans les villages

Craintes

- la persistance de la suspicion et du climat de méfiance entre tous ceux qui travaillent au sein de l'institution communale
- le refus de prendre les responsabilités chez certains membres de l'exécutif malgré la délégation de pouvoir faite par le Maire
- La faible implication active et effective de certains conseillers municipaux dans la mise en œuvre
- L'indisponibilité de certains SDE à s'impliquer véritablement pendant l'élaboration et lors de la mise en œuvre du PDC
- Non prise en compte des actions planifiées dans les PDC pendant l'élaboration du budget
- L'absence des fonds pour le financement des activités qu'on va planifier dans le PIA à l'issue du PDC
- Faible implication des populations dans la mise en œuvre des actions, dans le suivi évaluation et dans la pérennisation des investissements
- Les Recettes communales faibles
- L'attentisme de certains conseillers municipaux et des populations dans les villages (attendre tout de l'institution communale)
- la mise en place d'un PDC ambitieux pour faire plaisir aux acteurs alors que l'institution communale n'aura pas les moyens (humains matériels et financiers) pour la mise en œuvre.

3.2-Résultats du diagnostic de l'espace urbain

Le diagnostic de l'espace urbain a permis de mettre en évidence et d'analyser les problèmes de développement dans l'espace urbain de même que ceux connus par les corps de métier qui interviennent dans la zone urbaine.

Tableau : Analyse des problèmes issus de l'enquête des corps de Métier

Corps de Métier	Problème	Causes	Solutions Proposées
Coiffure, couture, menuisier, secrétariat bureautique	Difficulté pour les corps de métiers de se formaliser à la légalisation en vigueur dans la commune	Non maîtrise de l'assiette fiscale	-sensibiliser et informer tous les acteurs des corps de métiers sur leur assiette fiscale -organiser les activités
Transporteurs clandestins	Difficulté d'accès aux infrastructures adéquates pour le transport inter village	Absence de gare routière	Créer une gare routière réglementée dans l'espace urbain de la commune.
Transporteurs de mototaxis	Difficulté à pratiquer l'activité	-Inorganisation de l'activité -occupation anarchique des carrefours	-attribuer les numéros aux motos-taxis au lieu de la peinture jaune -organiser les activités -créer des espaces propres pour le stationnement des motos-taxis
Vendeurs de sable et pierres	Difficulté pour les vendeurs à accéder aux infrastructures adéquates (routes, points de vente.....)	Absence d'une réglementation propre au transport de sable et pierre -absence de site propre à l'activité dans la commune	-créer un seul point de vente de ticket -créer un point de dépôt et de vente des pierres et de sable -ouvrir un fichier des transporteurs et des vendeurs de sable et pierres
Call-box, vendeurs de fruits, restauration, vente de vin blanc, vente de bois de chauffe, fabricants de parpaings, menuisiers métalliques et bois, vente bois d'œuvre, réparateurs motos et véhicules	Difficulté pour les différents corps de métier d'accéder à un espace pour mener leurs activités (call-box, vendeurs de fruits, restauration, vente de vin blanc.....)	Absence d'espace réservé aux différents corps de métiers présents dans la commune	-Créer des espaces pour les différents corps de métier dans commune -rendre formel en baissant les taxes et les impôts aux différents corps de métier dans la commune -organiser l'espace professionnel pour chaque corps de métier par secteur

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés dans l'espace géographique en vue de l'élaboration du PCD

3.3- Les résultats du diagnostic participatif dans les villages

Le diagnostic participatif dans les villages a permis de faire un état des lieux du développement de chaque village et dans 27 secteurs. Pour chaque secteur, il a été mis en évidence :

- la situation de référence
- les potentialités, contraintes et les possibilités de création des richesses et des emplois dans le secteur
- le problème récurrent dont l'analyse a permis d'identifier les causes pertinentes et les conséquences
- les possibilités de solutions pour pallier au problème tant par les communautés locales (solutions endogènes) que par l'institution communale avec d'autres partenaires.

La synthèse des résultats des trois diagnostics a permis d'organiser au niveau communal un atelier de validation des résultats des diagnostics et de planification avec l'ensemble des sectoriels concernés, le conseil municipal et d'autres acteurs de développement intervenant dans la commune. L'atelier de planification a permis de :

- faire valider les résultats du diagnostic et de consolider les situations de références,
- élaborer une planification stratégique de développement pour la commune,
- élaborer une programmation triennale des investissements prioritaires,
- élaborer une planification des investissements prioritaires à réaliser dans la commune
- élaborer un plan d'action en faveur des personnes vulnérables,
- monter un budget pour la mise en œuvre du PCD
- élaborer un plan d'investissement annuel pour l'année 2011
- identifier les ressources mobilisables pour financer le PIA 2011
- mettre en place un plan sommaire de gestion de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique et du PIA,
- mettre en place un mécanisme de suivi évaluation et de révision du PCD,
- mettre en place un plan de communication et de recherche des financements pour la concrétisation des actions inscrites dans le PCD.

LISTE DES ABREVIATIONS

ACAFIA : Association Camerounaise des Femmes Ingénieurs en Agriculture
AES/SONEL : Société Nationale d'électricité du Cameroun
APS : Aire pour la pratique des activités sportives
ASDEG : Action Stratégique pour le Développement Global
CC : Comité de Concertation
CCO : Complexe Cosmétique de l'Ouest
CDE : Camerounaise des eaux
CMA : Centre Médical d'Arrondissement
CODEM : Comité de Développement de Bamougoum
CS : centre de santé
CSI : Centre de santé intégré
CZCSV : Centre zootechnique et de contrôle sanitaire et vétérinaire
DAADER : Délégation d'arrondissement d'agriculture et du développement rural
DDADER : Délégation départemental d'agriculture et du développement rural
DIC : Diagnostic de l'Institution Communale
DP : Diagnostic participatif
DSCE : Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EIES : Étude d'Impact Environnemental et Social
EPI : Équipement de protection individuel
FEICOM : Fonds Spécial d'Équipement et d'intervention intercommunale du Cameroun
MAGZI : Mission d'Aménagement et de la Gestion des Zones Industrielles
MINADER : Ministère de l'Agriculture du Développement Rural
MINAS : Ministère des Affaires Sociales
MINATD : Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOM : Ministère de la Communication
MINCOMMERCE : Ministère du Commerce
MINCULT : Ministère de la Culture
MINDAF : Ministère des Domaines et des Affaires Foncières
MINDUH : Ministère du Développement Urbain et de l'Habitat
MINEDUB : Ministère de l'Éducation de Base
MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MINEFOP : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEP : Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature
MINEPAT : Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

MINEPIA : Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESEC : Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP : Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFOF : Ministère des Forêts et de la Faune
MINIMIDT : Ministère de l'Industrie, des Mines et du Développement Technologique
MINJEUN : Ministère de la Jeunesse
MINPMEESA : Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat
MINPOSTEL : Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI : Ministère de la Recherche Scientifique et Technique
MINSANTE : Ministère de la Santé
MINSEP : Ministère des Sports et de l'Éducation Physique
MINT : Ministère des Transports
MINTOUR : Ministère du Tourisme
MINTP : Ministère des Travaux Publics
MINTSS : Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
OCALUCH : Organisation d'Appui aux processus de développement local et à la communication
OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
OSC : Organisation de la Société Civile
PA : Poste agricole
PNDP : Programme Nationale de Développement Participatif
SCS : Société Camerounaise de Savonnerie
SDE : Services déconcentrés de l'État
UCCAO : Union Camerounaise des Coopératives Agricoles de l'Ouest

• LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : situation de référence de l'enseignement secondaire	43
Tableau 2 : Situation de référence pour l'éducation de base et besoins exprimés	52
Tableau 3: Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	67
Tableau 4: Cadres logiques par secteur.....	97
Tableau 5 : et possibilités de création d'emploi.....	163
Tableau 6 : Budget prévisionnel du PCD.....	166
Tableau 7 : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	167
Tableau 8 : Planification triennale des projets et des actions prioritaires	170
Tableau 9 : Impacts environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation envisageables	186
Tableau 10 : Impacts sociaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation envisageables	191
Tableau 11 : - Plan de gestion sommaire de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement triennal	196
Tableau 12 : Ressources mobilisables par la commune	197
Tableau 13 : Budget opérationnel du PIA.....	198
Tableau 14 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables	201
Tableau 15 : programmation des marchés	202
Tableau 16: Plan de passation des marchés	203
Tableau 17 : grille de suivi des activités	208
Tableau 18: grille de mise en œuvre (Comment va –t- on faire ?)	208
Tableau 19 : Contenu d'un rapport de suivi.....	209
Tableau 20 : Contenu d'un rapport d'évaluation	209

• LISTE DES PHOTOS

Photos 1 : Attitude de la population pendant un atelier de DP	24
Photo 2: Maison détruite après l'explosion d'une chaudière de SCS en octobre 2010	41

Photo 3 : Débris de la clôture de la SCS dans un domicile après l'explosion d'une chaudière en octobre 2010	41
Photo 4 : Etat du pont Reliant King place à Djukou	46
Photo 5: Etat d'un bâtiment de l'école publique de Djukang	51

LISTE DES CARTES Carte 1 : Carte de localisation du l'arrondissement de Bafoussam III

- **LISTE DES ANNEXES**

Annexe 1 : fiches projets.....	Erreur ! Signet non défini.
Annexe2: album photo des différents ateliers diagnostic participatif dans les villages	Erreur ! Signet non défini.

- **LISTE DES ENCADRES**

Encadré N° 1: Les objectifs du millénaire pour le développement.....	36
Encadré N° 2 : Objectifs 143 et 144 du DSCE	63

1. Introduction

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Dans le contexte actuel de la décentralisation et de la lutte contre la pauvreté avec la mise en œuvre de la stratégie pour la croissance et l'emploi, l'institution communale devient l'acteur au centre du processus de développement socio-économique dans son espace géographique.

Face à ce nouveau défi et du fait que la plupart des institutions communales soient fragiles et peu outillées, le Gouvernement de la République a mis en place avec les partenaires au développement un ensemble de programmes parmi lesquels le Programme National de Développement Participatif (PNDP) pour accompagner la mise en œuvre du processus de décentralisation et surtout pour capaciter les institutions communales afin que chacune d'elles se dote des moyens d'une participation effective à la mise en œuvre du processus de développement local durable sur son territoire.

Le PNDP est l'un des supports d'intervention du MINEPAT, dans l'accompagnement des collectivités territoriales à la mise en œuvre du processus de décentralisation. La principale mission du PNDP auprès des institutions communales est de faire de ces dernières des véritables acteurs au centre de la dynamique du développement de leur territoire. Pour y parvenir, l'institution communale doit commencer par une étape primordiale qui est celle de l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD); plan qui servira pour tous les acteurs de développement dans l'espace géographique de la commune, de socle ou base de référence par secteur autour duquel, ces derniers s'appuieront désormais pour enclencher toute initiative de développement local durable sur le territoire de la commune.

La volonté du PNDP d'impliquer d'autres acteurs locaux porteurs des compétences pour accompagner les institutions communales dans l'élaboration de leur PCD a abouti en partenariat avec chacune des institutions communales engagées, à la sélection des OAL qui devront intervenir directement dans l'espace géographique de la commune. C'est ainsi que pour la commune d'arrondissement de Bafoussam 3^{ème} l'Organisme d'Appui Local (OAL) ACAFIA/Ouest a été retenu.

Sous contrat et conformément à un cahier de charges signé par le PNDP, la commune et ACAFIA/Ouest, ce dernier a accompagné la commune dans la mise en œuvre du processus de planification locale dans son espace géographique communal en vue de l'élaboration du PCD.

L'élaboration du PCD qui fait l'objet du présent rapport s'est déroulée du 04 Novembre 2010 au 18 mars 2011. L'approbation par le COMES du document PCD aura lieu avant la validation par Monsieur le Préfet du Département de la Mifi.

1.2. Objectifs du PCD

Objectif global :

Doter la commune d'arrondissement de Bafoussam 3^{ème} d'un document de référence qui pose clairement la vision de développement dans tous les secteurs tel que envisagée par toutes les catégories d'acteurs dans l'espace géographique de la commune.

Objectifs spécifiques :

- Permettre à l'institution communale de faire un état des lieux de la situation de développement dans 27 secteurs sur l'espace géographique de la commune et d'arrêter les actions à entreprendre
- Permettre aux acteurs de développement sur le territoire de la commune d'élaborer et de valider un plan d'action stratégique de développement de l'espace géographique de la commune
- Permettre à l'institution communale d'élaborer et de valider un Plan d'Investissement annuel (PIA) pour la première année de mise en œuvre du PCD dans la commune
- Mettre en place un cadre de concertation entre tous les acteurs de développement sur le territoire de la commune pour assurer une mise en œuvre concertée des actions envisagées dans le document de PCD
- Mettre en place au sein de l'institution communale, un plan marketing du document de PCD et une stratégie pour la recherche des financements à la réalisation des actions envisagées
- Renforcer les capacités des acteurs locaux en vue de les rendre plus aptes à suivre, à évaluer et à pérenniser la mise en œuvre le processus de planification locale dans l'espace géographique de la commune au terme de la mission d'accompagnement technique faite par l'OAL ACAFIA/Ouest.

1.3. Structure du document

Le présent document qui tient lieu du rapport final du PCD est structuré comme suit :

- Le résumé
- L'introduction
- La démarche méthodologique utilisée pour élaborer le PCD dans la commune,
- La présentation de la monographie de la commune
- Les synthèses des résultats des diagnostics
- La planification stratégique
- La programmation
- Le mécanisme de suivi évaluation,
- Le plan d'information et de communication
- La conclusion et les recommandations

2.METHODOLOGIE

2. METHODOLOGIE

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

2.1.1. Prise de contact avec l'exécutif municipal

Elle a porté essentiellement sur :

- Une prise de contact faite le 19 Octobre 2010 pour connaissance mutuelle avec l'exécutif communal et la mise en place des bases pour la réalisation de la mission dans la commune,
- Une descente de reconnaissance et de préparation de l'installation de l'OAL dans la commune faite les 04 et 05 novembre 2010, descente au cours de laquelle un projet de programme prévisionnel a été remis à l'exécutif communal pour appréciation
- Une introduction officielle de l'équipe des consultants de l'OAL dans la commune qui a eu lieu le 08 Novembre 2010 avec présentation des membres de l'équipe aux membres de l'exécutif communal, visite des services de l'institution communale, introduction auprès de l'autorité administrative
- La vérification de l'effectivité et de la conformité des consultants de l'OAL impliqués dans la mission tel que envisagé dans le dossier de proposition technique soumis,
- L'organisation et l'animation de l'atelier de lancement officiel de la mise en œuvre du processus de planification locale dans la commune le 19 Novembre 2010 présidé par le Préfet du département de la Mifi.

La préparation générale de la mise en œuvre du processus a permis à l'équipe des consultants de l'OAL ACAFIA/Ouest de mesurer l'ampleur du travail à faire et de prendre toutes les dispositions techniques, matérielles, pédagogiques, organisationnelles et financières ainsi que de mobiliser tous les acteurs clés pour garantir le succès de la mission dans la commune de Bafoussam 3^{ème}.

2.1.2. Information et sensibilisation des autorités administratives locales

Elle s'est faite chaque fois en fonction du type d'activité à entreprendre. Nous avons utilisé les approches suivantes :

- La tenue des séances de travail avec l'exécutif communal, l'autorité administrative, et les autorités locales
- Les lettres d'invitation
- Les affiches dans les différentes chefferies des villages

2.1.3. Information et sensibilisation des autres parties prenantes

Elle s'est faite à travers :

- Production et duplication des invitations signées par le maire de la commune et le préfet
- Communiqué à travers les médias
- Affiches dans les lieux publics et autres lieux d'affichage

2.1.4. Mise en place et opérationnalisation du dispositif institutionnel

Elle a essentiellement porté sur :

- La tenue de plusieurs séances de travail avec l'exécutif communal,
- La signature d'une note de service par le maire pour informer le personnel au sein de l'institution de la réalisation du DIC et inviter ce dernier à contribuer effectivement
- La conception des guides d'entretien et des grilles de dépouillement

- Le renforcement des capacités des consultants impliqués sur la démarche méthodologique de réalisation du DIC
- L'organisation des consultants par axe de regard pour le DIC
- La mobilisation des moyens matériels et financiers pour déployer les consultants dans les services au sein de l'institution communale.

2.1.5. Atelier de lancement

Elle a porté essentiellement sur :

- La tenue des séances de travail avec l'exécutif communal et l'autorité administrative,
- L'organisation d'une campagne de médiatisation autour de l'objet de l'atelier avec conception et pose des affiches, information de bouche à oreille
- Préparation pédagogique (discours du maire et du préfet, programme de l'atelier)
- Production et duplication des invitations signées par le maire de la commune et le préfet
- Identification des invités et ventilation des invitations

La campagne d'information et de sensibilisation entretenue a permis de mobiliser le maximum d'acteurs de développement sur le territoire de la commune avant le jour de l'atelier.

2.1.6. Collecte des données de base y compris cartographiques

Pour ce qui est de la collecte des données de base, elle a porté essentiellement sur :

- La constitution d'une équipe de 07 enquêteurs, chaque enquêteur ayant un groupe de villages à parcourir
- La préparation et la signature d'une lettre d'introduction sur le territoire par le maire
- La conception et la duplication des fiches de collecte des données de base
- Le renforcement des capacités des agents d'enquête sur la démarche méthodologique de collecte des données
- La conception des grilles de synthèse des données
- La réalisation par tous les enquêteurs d'une collecte test dans un village suivi d'une correction de la fiche de collecte et de la grille de dépouillement
- La mobilisation des moyens matériels et financiers pour déployer les enquêteurs sur le terrain.

Pour ce qui est du pointage des données par GPS, la préparation a porté sur :

- L'inventaire des infrastructures à référencer
- La conception du fichier Excel pour le remplissage des données
- La contractualisation avec un expert pour la réalisation de l'activité
- La mobilisation des moyens financiers et logistiques pour le pointage dans les villages

2.2 Collecte des informations et traitement

2.2.1. Au niveau des villages

2.2.1.1. Préparation dans la communauté

Elle a porté essentiellement sur :

- L'organisation et l'animation le 1^{er} Décembre 2010 d'un atelier de validation du programme de descente sur le terrain, date à laquelle ont pris part les chefs de villages, les conseillers municipaux, les membres de l'exécutif communal, les membres du comité de pilotage, les membres d'OSC et les consultants de l'OAL ACAFIA/Ouest dans la commune.
- L'organisation et l'animation le 05 décembre 2010 d'un atelier de renforcement des capacités des consultants et des membres du comité de pilotage sur la démarche méthodologique de réalisation du Diagnostic Participatif niveau village et la production d'un rapport

- La conception de la démarche de mise en œuvre du DP niveau village et des outils à utiliser
- La constitution de 05 équipes de 04 consultants chacune
- La finalisation du programme de passage dans les villages
- La visite de reconnaissance du terrain dans les 56 villages
- La mobilisation des moyens matériels et financiers pour déployer les équipes dans les villages
- La réalisation du DP test du 08 au 10 décembre 2010 dans les villages Djunang Mete, Djunang Latsit et Tchouwoung 1.

2.2.1.2. Identification des problèmes et potentialités par secteur et planification des solutions endogènes

Le diagnostic participatif pour l'identification des problèmes et potentialités par secteur au niveau des villages s'est déroulé du 13 décembre 2010 au 20 Janvier 2011. 56 villages ont chacun reçu la visite d'une équipe de 04 facilitateurs et Co-facilitateurs qui a accompagné la réflexion dans le village pendant trois jours en faisant usage des outils tels que : les interviews semi structurés, la carte participative, la matrice des potentialités et contraintes par secteur, la matrice d'identification des problèmes, la matrice d'identification et d'analyse des unités de paysage, la matrice d'analyse des problèmes, la matrice de l'analyse de la faisabilité des solutions envisagées, la matrice de planification des solutions endogènes et la matrice de capitalisation des solutions à reporter au niveau communal.

La mise en œuvre s'est appuyée sur une démarche d'animation participative qui consiste à accompagner et à faciliter les réflexions des populations à travers les questionnements, les travaux en groupes socio professionnels, les restitutions en plénières, les synthèses et validation.

Durant l'assemblée de diagnostic participatif dans chaque village, les activités suivantes ont été déroulées :

- Une introduction de l'atelier avec le mot de bienvenue du chef du village, la présentation de chaque membre de l'équipe des facilitateurs, la présentation du PNDP, la présentation des enjeux, objectifs et programme de l'assemblée, la définition et la validation des modalités pratiques (horaire des travaux et des pauses, hébergement des facilitateurs, nutrition des participants),
- L'élaboration participative de la carte du village par groupe socio professionnel (Hommes, Femmes et Jeunes), suivi en plénière d'une restitution, de la synthèse et de la consolidation d'une carte de référence à utiliser durant l'atelier,
- L'identification en plénière des potentialités et contraintes dans 27 secteurs de développement,
- L'identification des problèmes par secteur dans les groupes socio professionnels suivi d'une restitution, synthèse et reformulation des problèmes en plénière,
- Le choix de deux axes sur la carte et la réalisation du transect dans le village par deux équipes suivi d'une restitution et validation en plénière
- L'analyse des problèmes en groupes mixtes sur la base d'une matrice d'analyse suivi d'une restitution et validation en plénière
- L'analyse de la faisabilité des solutions envisagées en plénière
- La planification des solutions endogènes en plénière
- Les explications en plénière sur la mise en place d'une structure de coordination pour accompagner la mise en œuvre des solutions planifiées (ce qu'est le comité de concertation, ses missions, sa composition, ses attributions, la qualité et le niveau intellectuel de ses membres)

- Le choix par les populations en l'absence des facilitateurs des membres du comité de concertation,
- La présentation des membres du comité de concertation aux facilitateurs et leur installation officielle par le chef du village
- La remise au bureau du comité de concertation des documents produits durant l'atelier de planification.

Photos 1 : Attitude de la population pendant un atelier de DP



Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés vue de l'élaboration du PCD

2.2.2. Au niveau de l'espace urbain communal

2.2.2.1. Identification des problèmes, contraintes et potentialités par secteur

La préparation a porté essentiellement sur :

- La tenue d'une séance de travail avec l'exécutif communal et le comité de pilotage pour la délimitation de l'espace urbain,
- L'identification des corps de métier dans l'espace urbain,
- La conception des guides d'entretien et de dépouillement
- L'organisation d'une équipe de 08 enquêteurs et la répartition d'un nombre de corps de métiers par groupe,
- La mobilisation des moyens matériels et financiers pour déployer les groupes d'enquêteurs sur le terrain.

2.2.2.2. Analyse des problèmes

Le diagnostic de l'espace urbain communaux s'est déroulé du 11 au 15 novembre 2010, six groupes de deux consultants chacun ont parcouru l'espace urbain pour observer, collecter les informations et faire des entretiens auprès de 45 corps de métier préalablement identifiés. Les données collectées ont été dépouillées et analysées et les résultats ont fait l'objet d'une restitution. Les problèmes

identifiés ont été analysés et des solutions ont été envisagées pour une bonne gestion de l'espace urbain.

2.2.3. Au niveau de l'Institution Communale (DIC)

2.2.3.1. Collecte des données

La préparation a essentiellement porté sur :

- La tenue de plusieurs séances de travail avec l'exécutif communal,
- La signature d'une note de service par le maire pour informer le personnel au sein de l'institution de la réalisation du DIC et inviter ce dernier à contribuer effectivement
- La conception des guides d'entretien et des grilles de dépouillement
- Le renforcement des capacités des consultants impliqués sur la démarche méthodologique de réalisation du DIC
- L'organisation des consultants par axe de regard pour le DIC
- La mobilisation des moyens matériels et financiers pour déployer les consultants dans les services au sein de l'institution communale.

2.2.3.2. Analyse des données collectées

Du 15 au 18 Novembre 2010, 04 consultants ont procédé à la réalisation du diagnostic de l'institution communale. 04 axes de regard ont été envisagés à savoir la gestion des ressources humaines, la gestion des ressources financières, la gestion du patrimoine communal et la gestion des relations au sein de l'institution. Sur la base d'un guide d'entretien pour chaque axe, les informations ont été collectées dans les services, auprès des membres de l'exécutif, du personnel, des usagers, de la tutelle et des responsables des services déconcentrés.

2.2.3.3. Restitution et validation des données collectées

Au terme du DIC, les informations et données collectées ont été dépouillées, synthétisées et analysées par l'équipe des consultants et une restitution à l'ensemble des acteurs internes à l'institution communale et aux membres du comité de pilotage a été organisée le 06 Décembre 2010. Au cours de cette restitution, la démarche méthodologique de réalisation du DIC a été présentée ainsi que les résultats obtenus. Autour des résultats dans chaque axe, des échanges pour enrichissement ont été faites par les participants. Au terme de l'atelier un rapport du DIC a été produit et mis à la disposition du maire pour approbation avant intégration dans le document final du PCD.

2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Au terme de tous les diagnostics réalisés dans la commune (diagnostic de l'espace urbain, diagnostic de l'institution communal et diagnostic participatif dans les villages), une équipe de 4 consultants a procédé au bureau à la synthèse des données de chaque diagnostic en vue d'une consolidation. Ce travail de synthèse a permis de mettre au point :

- La situation de référence par secteur dans la commune,
- Les potentialités et contraintes par secteur dans la commune,
- Les unités de paysages et un plan d'utilisation et de gestion durable des terres dans la commune,
- Les problèmes identifiés, les causes pertinentes et les solutions envisagées par secteur dans la commune,

Ces synthèses par secteur ont été envoyées aux sectoriels concernés dans la commune pour lecture et observation en vue de la préparation de l'atelier de restitution des synthèses.

Pour ce qui est du pointage des données GPS, il s'est fait par le soin d'un expert accompagné sur le terrain par un consultant de l'équipe ACAFIA/Ouest dans la commune. Sur la base des données collectées dans chaque village, l'expert muni de son GPS a pris les coordonnées géographiques de chaque infrastructure et un travail de synthèse au bureau a permis de produire une base de données GPS par type d'infrastructures dans la commune et des cartes thématiques.

2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

2.4.1. Préparation de l'atelier de planification

Elle a porté essentiellement sur :

- La mise à disposition des sectoriels d'un document de présentation du cadre logique par secteur pour réflexion par rapport à l'élaboration du plan stratégique et la programmation triennale,
- L'invitation des sectoriels à l'atelier de planification
- La préparation matérielle, pédagogique et logistique de l'atelier de planification
- La préparation des discours du maire et du préfet
- La séance de travail avec le Maire sur la capitalisation des ressources mobilisables pour financer les projets en 2011.

2.4.2. Restitution des données consolidées du diagnostic

Elle a eu lieu le 23 février 2011 en présence des sectoriels, des membres de l'exécutif communal, de quelques conseillers municipaux, des membres du comité de pilotage. Au cours de l'atelier de restitution, la démarche méthodologique de mise en œuvre pour arriver aux résultats a été présentée ainsi que la synthèse des résultats pour chaque diagnostic.

Chaque présentation a fait l'objet de questions de précision, de clarification et nous en sommes arrivés à une consolidation et la validation des données collectées et synthétisées. Cette consolidation des données nous a permis de monter des cadres logiques par secteur en vue de l'élaboration du plan stratégique. Les cadres logiques par secteur ont été envoyés aux sectoriels en vue de la préparation de l'atelier de planification.

2.4.3. Planification

L'atelier de planification du PCD s'est déroulé du 16 au 17 Mars 2011, présidé par Mr le Préfet du département de la Mifi. Ont pris part à cet atelier, les responsables des services déconcentrés de l'Etat dans la commune, les conseillers municipaux, le personnel communal, les membres du comité de pilotage, l'exécutif communal, quelques membres d'organisation de la société civile et quelques présidents de CC.

Au cours de l'atelier, nous sommes revenus sur la méthodologie de mise en œuvre du processus pour situer l'atelier de planification et préciser les objectifs et résultats attendus. Les participants ont été organisés en 10 groupes (9 groupes sectoriels et 01 groupe Institution communale) pour travailler sur la base des termes de référence donnés et expliqués par l'équipe des facilitateurs en s'appuyant sur le cadre logique mis à sa disposition.

Au terme des travaux en groupe, une restitution pour chaque secteur s'est faite en plénière suivie de débats, consolidation et validation des objectifs, résultats attendus et activités à mettre en œuvre dans chaque secteur. Cette validation a permis de consolider un plan stratégique de développement par secteur dans la commune.

A l'issu de tout ce travail, une substance était suffisamment constituée pour la capitalisation du document PCD.

2.4.4. Mobilisation des ressources

La validation du plan stratégique a conduit le maire à la présentation des ressources mobilisables pour le financement des investissements pour 2011. Son intervention a permis de capitaliser comme source de financement pour 2011 :

- Le budget de la commune pour une prévision de 50 000 000 FCFA
- Le BIP pour une dotation de 33 800 000 FCFA
- Les projets parlementaires d'un montant de 8 000 000 FCFA
- Le FEICOM pour une convention de financement d'un montant de 281 112 861 FCFA
- Les partenaires de coopération internationale dont le montant ne peut être connu.
- L'allocation de financement du PNDP pour un montant de 98 906 700 FCFA.

Cette présentation des ressources mobilisables pour 2011 par le maire nous a permis d'identifier et d'élaborer le plan annuel d'investissement dans la commune de Bafoussam 3^{ème} pour 2011 et pour chaque investissement à réaliser, de proposer avec l'appui du sectoriel de l'environnement des actions à prendre en compte pour protéger l'environnement pendant et après la réalisation de chaque projet.

2.4.5. Programmation

Partir des ressources mobilisables, une programmation des activités a été faite selon les axes de financement disponibles.

2.4.6. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le mécanisme de suivi évaluation participatif mis en place prend en compte :

- Les stratégies de mise en œuvre du PCD
- Les indicateurs de suivi évaluation par rapport au PIA et au PSGE
- La grille de suivi-évaluation et les fréquences de suivi
- Un plan de communication autour du PCD
- Un plan de révision du PCD

2.5- Capitalisation

A l'issu de l'atelier de planification, une équipe de 03 consultants a travaillé pour la capitalisation en s'appuyant sur le canevas indicatif du document PCD remis par le Coordination Régionale du PNDP. Cette capitalisation nous a permis de structurer le document PCD comme suit :

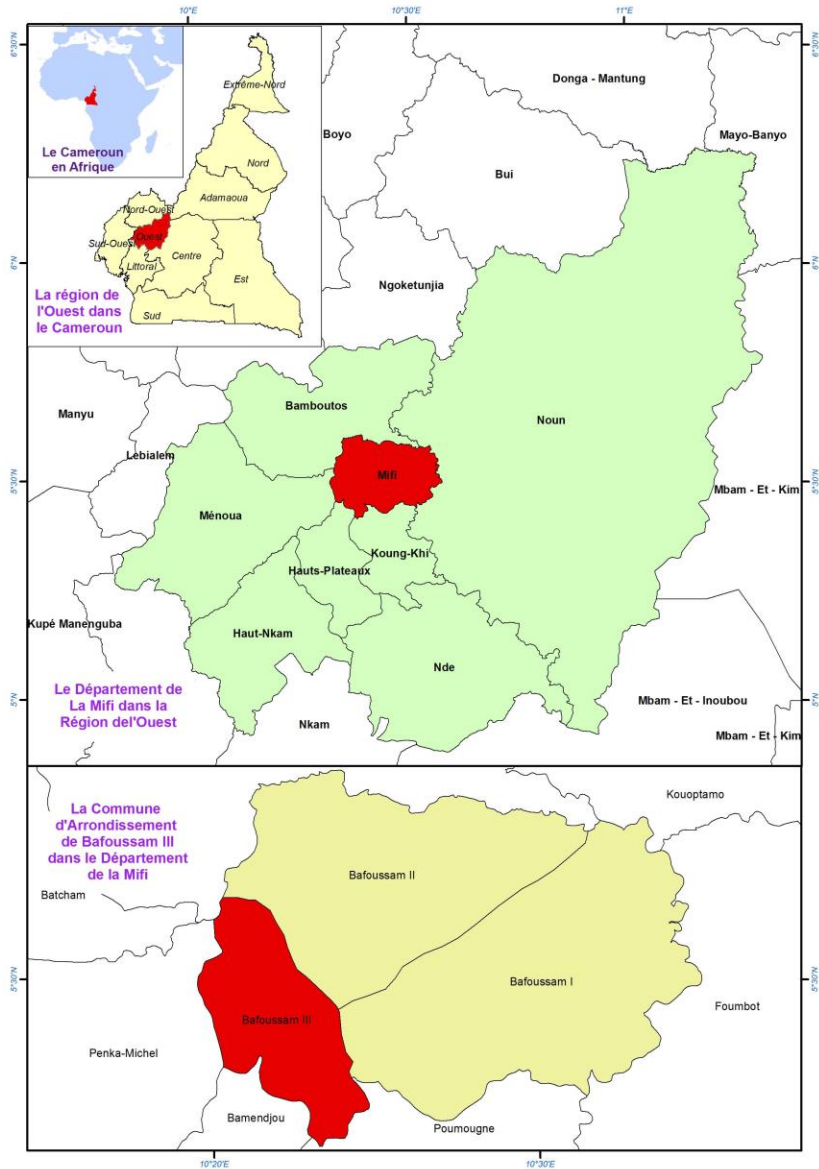
- Le résumé
- L'introduction
- La méthodologie utilisée
- La présentation de la commune
- Les synthèses des résultats des diagnostics
- La planification stratégique
- La programmation
- Le mécanisme de suivi évaluation,
- Le plan d'information et de communication
- La conclusion et les recommandations

Ce travail de capitalisation a permis de produire le document PCD qui a été envoyé pour lecture à la CR PNDP, au COMES pour approbation et au préfet pour validation.

3.PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3.1- Localisation de la commune



Carte 1 : Carte de localisation du l'arrondissement de Bafoussam III

- Située entre les longitudes 10°20' et 10°26' Est, les latitudes 5°24' et 5°34 Nord, la commune de Bafoussam 3^{ème} couvre une superficie de 93,2 kilomètres carrés, avec une population estimé à 81000 âmes selon les chiffres du recensement de 2005. Elle compte 57 chefferies de 3^{ème} degré et une chefferie de 1^{er} degré. Géométriquement, elle a la forme d'une ellipse oblique légèrement aplatie à sa partie équatoriale. Son relief est constitué d'une chaîne de montagnes faisant limite au sud avec la commune de Bamendjou dans les hauts – plateaux et la commune de Pete Bandjoun dans le Koung-Khi, sur toute la limite ouest avec la commune de Penka – Michel dans le département de la Ménoua, sur la limite Nord avec la commune d'Arrondissement de Bafoussam 2^{ème} et la commune de Mbouda dans le Département des Bamoutos et sur la limite Est par la commune d'arrondissement de Bafoussam 1^{er} dans le département de la Mifi

3.2. Milieu biophysique

3.2.1. Climat

Dans la commune, la température est variable d'un mois à l'autre. Les mois les plus chauds sont décembre, janvier, février, mars et avril. La température moyenne comme partout dans la région oscille entre 18°C et 25°C avec une amplitude moyenne annuelle de 2,5°C. Les pluies sont inégalement réparties. Les mois les plus pluvieux sont juillet et août. Le régime des pluies est uni modal, caractéristique de la région de l'ouest. On y retrouve deux saisons : une longue saison de pluie qui va de mi-avril à mi-novembre et une courte saison sèche de mi-novembre à mi-mars.

3.2.2. Sols

Le sol dans la commune de Bafoussam 3^{ème} est essentiellement ferralitique. Du côté de Houong et Metoh, on observe des latérites et des roches sédimentaires résiduelles constituées des résidus de l'altération restés sur place. Dans la zone de Mbi et Famkouo et Kouabang, on a plutôt un sol noir propice à la pratique de l'activité agricole. Dans les bas fonds et les bordures des cours d'eaux, on rencontre des sols hydromorphes. Dans l'ensemble bien que peu fertile par endroit, le sol dans Bafoussam 3^{er} est favorable à la pratique des activités agricoles et une mécanisation des techniques culturales y est possible.

3.2.3. Relief

Le relief dans la Commune d'arrondissement de Bafoussam 3^{ème} est fait d'une succession de hauts plateaux et de plaines. Dans l'ensemble, il est très peu accidenté et constitue par endroit une véritable zone de pâturage pour l'élevage des bovins et des caprins. Dans la zone des plateaux on retrouve cependant des flancs de collines légèrement abruptes qui favorisent l'érosion des sols par les eaux de ruissellement et créent par endroit des éboulements de terrain (Banga Pongo à Kamkop 6 par exemple).

3.2.4. Hydrographie

L'itinéraire des cours d'eaux à Bafoussam 3^{ème} se conforme au relief. Le réseau hydrographique est important bien qu'il n'existe pas de véritable cours d'eau. On note la présence de quelques ruisseaux qui sillonnent les villages et dont les débits varient en fonction des saisons (étiage en saison sèche et crue en saison de pluie). L'importance de ces ruisseaux réside au niveau de l'utilisation comme source d'eau de boisson et de la pratique des cultures maraîchères et de la pisciculture. Une des contraintes à l'exploitation de ces ruisseaux et cours d'eau reste la pollution par les eaux usées des industries de raffinerie présentes sur le territoire de la commune et le déversement des ordures ménagères dans ces cours d'eau.

Le plus important des cours d'eau de la commune est la *Métché* sur lequel est construit un barrage et qui prend plusieurs noms en fonction des villages. On a comme autre important cours d'eau *Tché métchu*, *Tche Takoup*, *Koutché*, *Tché Koukou* et *Mewou* qui se jettent dans la *Métché*.

3.2.5 Flore et Végétation

La végétation est presque inexistante dans la zone urbaine du fait de la pression démographique qui entraîne la destruction du couvert végétal au profit des habitations. Il existe tout de même quelques arbres fruitiers et autres plants d'ornement autour des maisons. On a donc des arbres fruitiers tels que l'avocatier, le manguié, le goyavier et par endroit des plants d'eucalyptus

qui sont exploités comme bois de charpente ou de chauffe. On a aussi quelques fois des petites parcelles de terre pour la pratique de l'agriculture périurbaine.

Dans la zone rurale c'est une savane herbacée et arbustive avec la présence des espèces telles que le Pénicétum Purpurum, le Panicum Maximum, l'Impérata Cylindrica, les arbres fruitiers d'espèces variées. Cette végétation disparaît progressivement pour laisser place aux champs de production agricole et de chantier de construction des maisons d'habitation.

Au bord des ruisseaux et dans certains bas fonds, on remarque la présence des plants de raphia abusivement exploité pour la coupe des bambous et a cueillette du vin sans aucun souci de régénération.

3.2.6 Faune

La disparition de la forêt a entraîné la disparition du gibier jadis présent dans la zone. On rencontre quelque fois des oiseaux et des rongeurs (rats, hérissons, Porc-épic, etc.) surtout en période de culture et en saison de pluies. On rencontre aussi une importante colonie de singes rouges dans la zone de Lafié, à la frontière entre Bamougoum et Baméka. Ces animaux sont nuisibles parce qu'ils dévastent les plantations, et sont par ce fait des cibles prioritaires pour les chasseurs de cette région. Ces animaux sont donc menacés de disparitions puisqu'ils sont chassés en toute saison. On pourrait envisager dans l'arrondissement de Bafoussam 3^{ème}, une domestication des rongeurs à travers un renforcement des capacités des populations pour l'élevage des Aulacodes et des lapins par exemple.

Dans la forêt sacrée de la chefferie qui est une zone protégée, on retrouve un écosystème animal composé entre autre des biches et des gazelles.

3.2.7 Aires protégées

On retrouve dans la commune une réserve forestière dans le village de Kouabang 1, cette réserve forestière est créée par décret N° 93/390/PM du 27 avril 1993 portant déclassement de la réserve forestière de Bamougoum et classement compensatoire de la réserve forestière de Kouabang. Sa superficie est estimée à 144 ha 21a. Cette réserve est aujourd'hui menacée par l'activité humaine, notamment la coupe anarchique du bois de chauffe. Il est donc urgent d'entamer des actions pour sécuriser cette réserve et la reboiser.

3.2.8 Ressources minières

La commune est dotée d'un important potentiel minier qui reste cependant sous exploité. On retrouve en effet 13 carrières de sable, 22 carrières de pierres, 02 carrières de pouzzolane, 04 carrières de latérite et une carrière d'argile. Ces carrières sont pour la plupart anarchiquement exploitées car des individus en ont fait des propriétés personnelles. En plus de cela, ceux qui y travaillent n'ont pas le matériel approprié et s'exposent de ce fait à des maladies respiratoires. L'exploitation de ces ressources peut constituer une source de revenu pour la commune et les communautés riveraines. Il est donc question d'envisager :

- Un inventaire de tous les sites des ressources minières existants,
- Une étude de faisabilité pour l'aménagement et l'exploitation des ressources pour financer les actions de développement initiées par la commune.
- Une réglementation de l'exploitation des ressources naturelles sur le territoire,
- La création et l'aménagement des produits de ces carrières.

Néanmoins, il faut noter que l'accès à certaines de ces carrières reste très difficile à cause du mauvais état des routes existantes et au manque de voie d'accès pour d'autres.

3.2.9- Atouts, potentialités et contraintes du milieu biophysique

La commune a plusieurs potentialités sur le plan biophysique :

- Climat favorable à la pratique des activités agricoles et pastorales et à la création des forêts
- Existence des sites des ressources naturelles exploitables (Carrière de sable, de pierres, d'argile, de latérite)
- Présence d'une aire protégée à Kouabang¹
- Présence des espaces pour le reboisement
- Présence d'une grande forêt sacrée dans le domaine de la chefferie supérieure Bamougoum
- Présence de plusieurs sites touristiques qui ne demandent qu'à les aménager pour les rendre attrayant et créer des richesses à la commune.

Les contraintes identifiées sont entre autres :

- Pauvreté des sols par endroit,
- Relief accidenté qui favorise le décapage du sol par les eaux de ruissellement
- Air très poussiéreux en saison sèche
- Accès difficile à certaines carrières
- La pratique des feux de brousse en saison sèche
- La coupe du bois dans l'aire protégée par les populations
La disparition de la forêt qui favorise l'extinction des dernières espèces fauniques sauvages

3.3 Milieu humain

3.3.1 Histoire de la Commune

Le Cameroun est engagé depuis plusieurs années dans un processus de décentralisation qui consiste, pour le pouvoir central, à transférer vers les collectivités territoriales la mission générale de développement local.

L'histoire de la décentralisation au Cameroun remonte en réalité bien avant l'indépendance du pays. Dès 1922, alors que le Cameroun était une colonie Britannique, l'autorité coloniale crée "les Native Court" qui avaient le droit de légiférer et d'établir des impôts sous le contrôle des « Districts Officers ». C'était la Politique de « l'indirect rule ».

Dix neuf ans plus tard (1941), le même mouvement est déclenché dans le Cameroun français avec l'introduction des Communes Mixtes dans lesquelles le Maire est nommé et le Conseil Municipal élu

En 1955 une nouvelle étape est franchie avec la distinction juridique de deux types de communes : la commune de plein exercice (CPE) avec un maire et un conseil municipal élu et la commune de moyen exercice (CME) dont le maire et les adjoints sont nommés. Cette organisation prévaudra jusqu'en 1974, soit quatorze ans après l'indépendance.

La réforme du 08 décembre 1974 est la conséquence directe de la réforme constitutionnelle ayant abouti à l'unification du Cameroun. Elle procède à l'uniformisation de la législation des anciens Cameroun Oriental et Occidental et définit la commune comme une collectivité publique décentralisée dotée de la personnalité morale et juridique (autonomie financière). Si le principe de l'élection du conseil municipal reste un acquis, le système institué fait coexister deux modes de désignation de l'exécutif : les communes rurales sont dirigées par des administrateurs municipaux

nommés alors que les communes urbaines sont gérées par un conseil municipal et un maire élu, à l'exception de certaines grandes villes où des délégués du gouvernement sont nommés.

La loi du 15 juillet 1987 a transformé ces grandes agglomérations en communautés urbaines composées de communes urbaines d'arrondissement dirigées par des maires élus.

La constitution de du 07 mai 1996 consacre le caractère décentralisé de l'Etat, définit le régime juridique et énonce les principes généraux de la décentralisation au Cameroun. Elle institue notamment une deuxième catégorie de collectivité territoriale décentralisée, la Région. L'enjeu majeur de la décentralisation est de promouvoir le développement durable en impliquant les populations à la base. Ainsi, de grandes responsabilités sont transférées aux populations incitées à prendre des initiatives au plan local et à s'investir dans la recherche de solutions adaptées aux problèmes locaux.

C'est avec la constitution du 07/0/1996 que la commune de Bamougoum a été créée, permettant ainsi de diviser la commune rurale de Bafoussam en trois communes à savoir : La commune de Bamougoum, la commune de Lafié Baleng et la commune de Bafoussam.

La loi du 22 juillet 2004, dite d'orientation de la décentralisation, fixe les règles générales applicables en matière de décentralisation territoriale. Cette loi définit la décentralisation comme un transfert par l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées des compétences particulières et des moyens appropriés.

Le décret N° 2007/112 du 20 Avril 2007 portant création des communes à régime spécial, vient ériger les communes de Bafoussam, de Bamougoum et de Lafié Baleng en communes d'arrondissement. C'est ainsi qu'on aura La commune d'arrondissement de Bafoussam 1^{er}, la commune d'arrondissement de Bafoussam 2^{ème} qui était commune de Lafié Baleng et la commune de Bafoussam 3^{ème} qui était la commune de Bamougoum. Nous pouvons dire que la Commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème} a été Créée le 20 Avril 2007.

Plusieurs maires ont occupé le poste de titulaire dans cette institution :

- SONAGOU Charles (du 16-02-1996 au 04-12-1996) ;
- DEFO Elie (du 05-12-1996 au 12-08-1997) ;
- KENGNE Gabriel (du 18-08-1997 au 09-07-2002) ;
- FONGANG Joseph Confiance (du 09-07-2002 au 31-07-2007) ;
- TCHANOU Bernard (depuis le 31-07-2007).

3.3.2 Démographie

3.3.2.1 Taille et structure de la population

La taille de la population de Bafoussam 3^{ème} est estimée à 81 835 habitants, dont 38 644 hommes et 43 191 femmes selon les résultats du 3^{ème} Recensement Général de la population et de l'habitat organisé en novembre 2005. Si on y applique le taux d'accroissement annuel de 2,6% tel que prévu par la MINEPATD, on se retrouverait aujourd'hui à une population estimée à 94 601 âmes.

3.3.2.2 Groupes ethniques et relations interethniques

Bafoussam 3^{ème} étant une zone cosmopolite, on y retrouve plusieurs groupes ethniques. La plus importante est cependant l'ethnie Bamiléké avec des personnes venant de plusieurs villages de la région de l'ouest. Pour ce qui est des autres ethnies, on les retrouve dans la zone urbaine de la commune. On en retrouve de toutes les origines du Cameroun : Sawa, Foulbé, Bassa, Eton, Bulu etc.

Pour ce qui est des relations inter ethniques, elles sont de toute part pacifique et on ne dénombre aucun conflit. On note plutôt une cohésion et une implication de tous pour les activités de développement dans le village, ceci à travers les travaux d'investissement humain et les contributions pour les projets de développement. Cela constitue un atout à exploiter pour la mise en œuvre de la décentralisation.

3.3.2.3 Religion

On retrouve plusieurs tendances religieuses dans la commune. Nous avons des chrétiens catholiques et protestants, des musulmans et des animistes. Ils sont regroupés autour des assemblées, paroisses et mosquées réparties tout au long du territoire.

3.3.2.4 Mobilité de la population

La commune de Bafoussam 3^{ème} connaît un problème d'exode rural. Plusieurs personnes pour des raisons diverses (la recherche d'emploi en ville, les conditions de vie difficiles au village, le besoin d'accéder aux infrastructures de santé, scolaire et autres) sont obligées de quitter la zone rurale pour la zone urbaine de la commune ou pour d'autres villes.

On rencontre des personnes qui y résident pour travailler en ville, des jeunes scolaires qui partent de Bafoussam 3^{ème} par manque d'infrastructures au village et les habitants qui doivent se déplacer régulièrement pour atteindre le marché de Bafoussam 2^{ème} ou elles doivent s'approvisionner en produits manufacturés.

Par ordre d'importance, on peut remarquer une mobilité de la population de :

- Bafoussam 3^{ème} vers Bafoussam 1^{er},
- Bafoussam 3^{ème} vers Bafoussam 2^{ème},
- Bafoussam 3^{ème} vers Douala et Yaoundé,
- Bafoussam 3^{ème} vers les autres régions du Cameroun,
- Bafoussam 3^{ème} vers l'extérieur du Pays

La mobilité vers les communes voisines se justifie par la recherche des solutions aux besoins essentiels (santé, marché, école) et la recherche de certains produits manufacturés.

Ailleurs, la mobilité se justifie par le déplacement pour la recherche d'emplois ou pour l'exercice des activités économiques.

La mise en place d'un certain nombre d'infrastructures et surtout le développement des activités économiques à Bafoussam 3^{ème}, stabiliserait la population jeune et améliorerait les conditions de vie des femmes et des personnes âgées. On remarque aussi un déplacement massif en retour dans la communauté à l'occasion des événements culturels (funérailles, cérémonies traditionnelles, succession, etc.).

3.3.2.5 Caractérisation des populations vulnérables

On retrouve dans la commune plusieurs types de population vulnérables : les vieillards, les handicapés, les orphelins. On ne retrouve cependant pas les enfants de la rue, parce que nous sommes dans une zone où la cohésion sociale et le communautarisme sont encore présents. C'est cette cohésion qui permet encore la prise en charge des vieillards et des orphelins au niveau familial.

On note cependant une baisse du pouvoir d'achat des ménages qui rend difficile la prise en charge de ces couches vulnérables. Les vieillards sont malades et ont besoin des soins de santé de qualité que leurs proches ont du mal à leur fournir. C'est ainsi que beaucoup ont proposé la création des centres de prise en charge des populations vulnérables.

3.3.2.6 Organisation sociale

L'histoire du peuplement de la commune de Bafoussam 3^{ème} se confond avec celle de Bamougoum.

La légende enseigne que le royaume Bamougoum doit sa création à un chasseur intrépide et surtout très intelligent. Il était une fois, quatre frères chasseurs qui menaient leurs activités d'une région à l'autre. Tous étaient appelés « Djouonveu », c'est-à-dire « chasseurs », et s'établirent d'abord à l'endroit qui est devenu plus tard Bamougoum. Ayant remarqué la fertilité des lieux, le plus intelligent d'entre eux usa de divers subterfuges pour amener ses frères à émigrer vers les zones environnantes. Ils étaient tous d'une famille faisant partie de la dernière des 5 vagues d'immigration des populations Bamilékés chassés par les Bamouns eux-mêmes poussés par les Tikars vers le XVII^e siècle, en provenance des plateaux de l'Adamaoua. Face à l'insuffisance des terres cultivables et de terrains de chasse dans leur région d'origine, les quatre frères quittèrent leurs parents et vinrent s'installer sur l'emplacement actuel de Baméka où ils vécurent ensemble pendant quelques années avant de se séparer à cause des conflits qui les opposaient régulièrement. Le premier alla s'installer au Sud-Ouest et fonda le village *Bamendjou*. Le second resta sur place et fonda le village *Baméka*. Le troisième alla fonder au Nord le village *Bamougoum*. Le quatrième se retira au Nord-Ouest pour fonder le village *Bansoa*. Le frère futé reçut le surnom de « Mungougoum », littéralement « petit sage ». La terre où il s'implanta après avoir très adroitement éloigné ses frères fut appelée « Mungoum », et ses habitants « Peh Mungoum ». C'est par déformation que le colon français a retenu le nom actuel, Bamougoum. Pour des raisons diverses (guerres, catastrophes naturelles, contraintes rituelles, etc.), le site du palais a migré à cinq endroits du royaume, avant de s'établir définitivement à Hélah depuis plus d'un siècle.

L'arrondissement de Bafoussam 3^{ème} est constitué d'un groupement (village Bamougoum) administré par un chef traditionnel de 1^{er} degré et de 56 communautés (quartiers) administrés par des chefs de quartiers (chef traditionnel de 3^{ème} degré).

La vie associative est en plein essor dans les communautés rurales avec l'existence de quelques groupes d'initiatives communes et d'associations culturelles pour les entraides sociales et économiques.

Sur le plan des activités de production (agriculture, élevage et pisciculture), l'esprit de groupe d'initiative commune tarde encore à être intégré et on assiste à un individualisme poussé qui ne permet pas aux agriculteurs et aux éleveurs de bénéficier des opportunités qu'offrent les services techniques déconcentrés de l'Etat en terme d'encadrement du monde rural et d'appui techniques et financiers aux activités de production. On observe aussi des confessions religieuses, des partis politiques et des assemblées villageoises autour desquels se développent les activités sociales des populations.

Pour ce qui est de la prise de décision, le pouvoir appartient aux hommes qui peuvent s'ils le veulent consulter et associer les jeunes et les femmes. Dans tous les cas les femmes et les jeunes sont informés des décisions qui sont prises et régulièrement impliqués dans la mise en œuvre des décisions. Cependant, l'implication des femmes reste mineure dans la commune tout comme dans le pays en général et dans plusieurs autres pays africains.

On noterait comme observation le fait que la culture Bamougoum devrait faire sa propre révolution et ne retenir que des points positifs, des points qui favorisent le développement et par là l'accroissement du statut social des femmes, véritables moteur de développement économique et social. Cela va en effet, en étroite relation avec les OMD.

3.3.2.7 Habitat

L'habitat dans la commune est disposé différemment selon qu'on se trouve en zone rurale ou en zone urbaine. En zone urbaine notamment il est concentré tandis qu'en zone rurale on l'a de

manière dispersée. On rencontre donc par endroit les zones de fortes concentrations de maisons d'habitation et sur d'autres des zones complètement inhabitées.

Les maisons de type mixte, traditionnelle et moderne. En zone rurale, les maisons sont pour la plupart construites en briques de terre et la toiture est en tôle. Le matériel de construction est local à savoir la terre et le bois de charpente. On rencontre dans les villages plusieurs maisons crépies en ciment ce qui exprime le niveau de pauvreté au sein de la population. En zone urbaine cependant, on trouve par endroit de véritables villas.

La qualité et la caractéristique de chaque maison présente le signe du statut social et du niveau de revenu du propriétaire. Un ménage en fonction de la taille de la famille peut disposer de plus d'une maison. La tendance générale étant que chaque personne adulte puisse disposer de son propre logement. L'architecture et notamment les formes de toiture permettent de distinguer les cases de notables et des chefs de quartiers aux toits coniques.

On pourrait cependant dire que l'accès à un logement décent reste une difficulté pour les populations de la commune de Bafoussam 3^{ème} à cause de tout le confort qui fait défaut : électricité, eau, latrines modernes, système d'assainissement etc. Si rien n'est fait, on atteindra difficilement les OMD.

Encadre N° 1: Les objectifs du millénaire pour le développement

1. Eliminer l'extrême pauvreté et la faim en réduisant de moitié le nombre de Camerounais vivant au-dessous du seuil de pauvreté et qui souffrent de la faim ;
2. Assurer une éducation primaire pour tous en donnant à tous les enfants les moyens d'achever le cycle d'études primaires ;
3. Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes, en éliminant les disparités entre les sexes dans les enseignements primaires et secondaires, et si possible à tous les niveaux d'enseignement ;
4. Réduire de deux tiers, la mortalité à la naissance et celle des enfants de moins de cinq ans;
5. Améliorer la santé maternelle, en réduisant de trois quarts la mortalité maternelle ;
6. Combattre et stopper la propagation du VIH/SIDA, maîtriser le paludisme et d'autres grandes endémies en inversant leur tendance;
7. Assurer un environnement durable en réduisant de moitié la proportion de la population qui n'a pas accès à l'eau potable, améliorer sensiblement l'habitat en intégrant les principes de développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle de la déperdition des ressources environnementales ;
8. Mettre en place un partenariat pour le développement des technologies de l'information et de la communication et pour l'application des politiques et des stratégies qui permettent aux jeunes de trouver un travail décent et utile.

3.3.2.8 Zonage de l'espace communal

L'espace communal a été classé en 56 villages qui se regroupent en zone urbaine et zone rurale. Dans la zone urbaine nous avons 20 villages caractérisés par un fort mixage entre allogènes et autochtones. Il s'agit de Kouogouo village I, Kouogouo village II, Kouogouo ville A, Kouogouo ville B1, Kouogouo Ville B2, Kouogouo Sud, Tchouotsit, Ngouache I, Ngouache II, Ngouache III, Ngouache IV, Kamkop I, Kamkop II, Kamkop III, Kamkop VI, Kamkop V, Kamkop VI, Kamkop VII, Bandze I, Bandze II.

La zone rurale quant à elle regroupe 36 villages : Basse, Djunang Latsit, Djunang Mete, Doumdi, Famkouo 1, Famkouo 2, Houong 4, Houong 1, Houong 2, Houong 3, Keleu, Kena 1, Kena 2, Kessah Tosseu, Kongso 1, Kongso 2, Kouabang 2, Kouabang 3, Kouabang1, King Place, Lafie 1, Lafie 2, Latsit 1, Latsit 2, Latsit Djutcha, Latsit Loumgouo, Mbi 1, Mbi 2, Metoh 2, Metoh1, Tchipou, Tchouo, Tchouwong 1, Tchouwong 2, Tchu, Toloum Ndeudeuh

Autour de cette classification on peut noter un zonage selon des unités de paysage. On a entre autres les zones d'habitations, les bas fonds marécageux, les zones de forêts. Les zones d'habitations se réduisent progressivement en milieu urbain contrairement à la zone rurale. On note cependant la non-maîtrise par les populations du plan sommaire d'urbanisation existant, ce qui entraîne des constructions anarchiques.

3.3.2.9 Système foncier

Dans la commune, la terre a jadis appartenu à l'autorité traditionnelle qui y a installé sa famille, ses descendants et sa population, lesquels en sont devenus propriétaires. Aujourd'hui, on acquiert la terre par héritage, par don ou par achat. Les terres appartiennent aux familles et leurs descendants. Chacun est propriétaire dès que les droits d'acquisition lui sont reconnus. Les terres sont utilisées pour les constructions et pour les travaux champêtres. L'accroissement de la population et l'insuffisance de terre créent une pression foncière qui occasionne des destructions d'arbres au profit de la pratique des activités d'agriculture ou de construction. Les populations pratiquent autour des maisons d'habitation, la petite agriculture et le petit élevage.

De manière générale, le foncier est anarchiquement exploité dans la commune de Bafoussam 3^{ème} et pourtant il est une des sources de recettes pour la commune. Il est question de mettre à jour le fichier des propriétaires fonciers pour envisager une collecte harmonieuse de la taxe foncière sur l'ensemble du territoire de la commune. La réalisation du Plan d'occupation des sols permettra d'identifier et de sécuriser des espaces pour la réalisation d'infrastructures sociales envisagées dans le plan de développement de la commune.

3.3.2.10 Acteurs du développement local

Comme acteur de développement dans la commune de Bafoussam 3^{ème} on peut de prime abord noter le comité de développement de Bamougoum, le CODEM. Sa présence est palpable dans la commune, et ses actions sont appréciées par les populations. On donne à son actif la construction de plusieurs écoles, l'aménagement de plusieurs routes et la construction de plusieurs ponts. Nous avons aussi des acteurs religieux et notamment l'église catholique. Sa présence sur le territoire est perceptible, notamment à Dougmelong où elle a un très grand domaine sur lequel on retrouve le sanctuaire marial, l'école primaire et maternelle Saint Antoine et le CETIC de Dougmelong. L'église

catholique a aussi implanté l'un des plus importants établissements d'enseignement secondaire de la ville de Bafoussam et même de la région de l'ouest, le Collège Saint Thomas d'Aquin situé à Kouogou Village 1. A cela on peut ajouter plusieurs autres établissements primaires et secondaires implantés sur toute l'étendue du territoire, et aussi des structures médicales, telles que le centre de santé Saint Bernard, le centre de santé Saint Dominique et la clinique Sainte Vierge.

A ces acteurs on peut ajouter des OSC, présentes sur le territoire, notamment l'ASDEG, l'OCALUCH qui ont fait bénéficier la population de plusieurs programmes et projets sociaux.

On note enfin la population elle-même organisée autour des petits comités de développement. Elle intervient généralement dans l'ouverture et l'entretien des routes, le curage des caniveaux et l'aménagement des salles de classe.

3.3.3 Activités économiques

3.3.3.1 Agriculture

L'agriculture constitue la principale source de revenus des populations sur le territoire de la commune. Les cultures pratiquées sont principalement les vivriers (maïs, haricots, banane plantain, banane douce, manioc, pommes de terre, etc.) et du maraîchage (carottes, choux, laitue, haricot vert, ..) La culture d'exportation qu'est le café a connu un sérieux recul dans l'arrondissement du fait de la baisse de son cours sur les marchés et de la réduction de l'espace de production par la pression démographique.

Les cultures vivrières servent en partie à la consommation dans les familles et à la vente sur les marchés locaux. A cause de la forte pauvreté du sol, les rendements agricoles sont très faibles ce qui oblige l'utilisation des engrais. En raison du coût très élevé de ces engrais sur le marché local, ces derniers font usage des déchets de porcherie, du poulailler et de déchets de cuisine.

Sur le plan technique nous avons constaté dans les villages une faible maîtrise des techniques culturales par les producteurs et une faible organisation et GIC. Le secteur agricole dans la commune souffre non seulement du fait des coûts des intrants trop élevé, mais aussi du faible encadrement des producteurs et du mauvais état des voies de communication pour l'évacuation des récoltes. Sur le plan de la répartition des terres cultivables, on note en zone urbaine la disparition des zones d'agriculture au profit des zones d'habitation. C'est pour cela que beaucoup de ménages essayent d'acquérir des parcelles de terres cultivables en zone rurale.

3.3.3.2 Sylviculture

La sylviculture n'est pas une activité pratiquée avec acuité dans la commune. On note une réserve forestière à Kouabang où on retrouve plusieurs essences. A la chefferie aussi on a une importante parcelle de forêt, la forêt sacrée et la forêt d'eucalyptus. On note aussi autour des maisons d'habitations des arbres pour la plupart fruitiers.

La sylviculture n'est donc pas une activité pratiquée au sens économique. Pourtant la commune gagnerait à investir dans ce secteur puisqu'il ya d'importantes parcelles de terres inoccupées sur le territoire.

3.3.3.3 Élevage et pêche

En matière d'élevage, les populations de Bafoussam 3^{ème} pratiquent quotidiennement de l'élevage traditionnel de la volaille, du porc et des petits ruminants. Il faut cependant noter que, quelques personnes s'intéressent de plus en plus à l'élevage moderne de la volaille et à la pisciculture.

L'élevage du gros bétail n'est pas assez présent dans l'arrondissement. Ce n'est qu'à la chefferie qu'on retrouve un des plus importants cheptel, avec une zone de pâturage qui n'est cependant pas matérialisée. Comme l'agriculture, l'élevage connaît un problème de faible maîtrise des techniques d'élevage et de coûts élevés des intrants. La structure d'encadrement est également peu présente sur le terrain. Une des contraintes majeures est l'énergie électrique qui est peu étendue sur le territoire de la commune, ce qui freine la pratique d'un élevage moderne.

Pour ce qui est de la pêche, il n'existe pas dans la commune de Bafoussam 3^{ème} de cours d'eaux propices aux activités de pêche. Les rares ruisseaux où cette activité était pratiquée sont aujourd'hui pollués par les déchets chimiques des industries présentes sur le territoire de la commune.

L'activité de pisciculture permet aux pratiquants qui en font pour la plupart comme activité secondaire de se faire des revenus qui contribuent à la survie au quotidien dans les familles. On a ainsi pu dénombrer plusieurs étangs piscicoles, et des GIC de pisciculteurs notamment à Mbi. Les produits de ces étangs sont consommés principalement au sein de la famille.

3.3.3.4 Chasse

La chasse se limite sur le territoire à la capture des oiseaux (perdrix) et à la trappe des rongeurs (rats, hérisson, porc-épic). L'activité est presque inexistante du fait de la disparition de la forêt au profit des champs de production et de la construction des maisons d'habitation. On ne retrouve donc plus de chasseur au sens professionnel.

3.3.3.5 Exploitation forestière

Il n'existe presque pas de forêt à l'état naturel dans l'ensemble du territoire de la commune de Bafoussam 3^{ème}. Nous sommes ici dans une zone de savane herbacée et quelques fois arbustives. On retrouve cependant une réserve forestière à Kouabang. La recherche permanente du bois de chauffe et la coupe des eucalyptus et autres arbres fruitiers pour la construction ou pour toute autre utilisation constituent un danger pour l'environnement puisqu'il se fait sans aucun souci de régénération. C'est ainsi que la réserve forestière de Kouabang est aujourd'hui menacée par les activités humaines. Des actions doivent être entreprises pour matérialiser et sécuriser cette ressource.

3.3.36 Collecte des produits forestiers non ligneux

Comme produit forestier ligneux, les populations de la commune exploitent les raphias pour la collecte du vin blanc, liqueur prise pour la consommation familiale, pour la vente et pour les cérémonies traditionnelles. Ces plantations de raphias se trouvent pour la plupart dans les bas fonds et les zones marécageuses. Sa collecte est cependant anarchique car chacun y va selon ses besoins.

3.3.37 Artisanat

L'artisanat est en voie de disparition. Il est peu pratiqué et on ne peut voir des objets d'art qu'au niveau de la chefferie supérieure du groupement Bamougoum et chez quelques particuliers. L'artisanat est dominé par la sculpture sur bois avec la fabrication des objets usuels (mortier, pilon, manche de houes etc.), des masques et autres objets de tradition locale. Il est aussi dominé par l'art du Bambou et l'utilisation des fibres pour la fabrication des paniers, des tabourets, du plafond. On

note aussi de manière restreinte des fabricants des habits traditionnels pour les grandes cérémonies traditionnelles, des fabricants des nattes en raphia et des personnes pratiquant le tricotage.

Les artisans pratiquent encore une activité rudimentaire. Ils sont isolés et les techniques ne se transmettent pas d'une génération à l'autre. Il y a risque avec les décès qu'on arrive à une disparition complète des détenteurs de cette technique artisanale de la sculpture sur bois, sur bambou et autres. L'ouverture d'un comptoir artisanal au centre urbain de Bafoussam 3^{ème} pourrait contribuer à la promotion de l'artisanat local, ce qui pourrait favoriser le développement de l'activité touristique.

3.3.3.8 Commerce

Bafoussam 3^{ème} étant une zone à dominance agricole, les activités de commerce y sont pratiquées avec une importance particulière. Plusieurs commerces sont fonctionnels dans la zone urbaine et rurale. Il n'y a presque pas d'équipement marchand mis en place par la commune. Les populations y exposent leurs produits comme ils peuvent, en s'adaptant aux caprices du climat. La commune devra faire une étude de faisabilité pour équiper ces marchés et pouvoir y prélever les tickets de marché, ce qui est une source non négligeable de recettes communales. Elle devra aussi favoriser l'accès à ces marchés en aménagement des routes, ce qui pourra attirer un nombre important de clients venant des communes et même des régions voisines.

3.3.3.9 Industrie

Sur le territoire de la commune on retrouve plusieurs industries. Les plus importantes sont les savonneries : SOC situé à Tchouwouong 1, SCS situé à Kamkop 6 et CCO à Kamkop 4. La présence de ces industries sur le territoire n'est cependant pas appréciée par les populations à cause des impacts sociaux et environnementaux négatifs qu'elles engendrent. On note entre autre la pollution sonore, le déversement des eaux usées dans la nature, la pollution de l'atmosphère. Les populations de ce fait demandent leur délocalisation vers une zone inhabitée. La commune est pourtant dotée d'une zone MAGZI où sont installés la SOC et les SABC. Les autres industries devraient donc être délocalisées et s'installer dans la zone MAGZI. Par-dessus tout, ces industries devraient élaborer une EIES (Etude d'Impact Environnemental et Social) de leur activité, le faire adopter par l'autorité et la population et le mettre en œuvre.

A ces savonneries, on peut ajouter l'usine de traitement des poteaux bois de Kena, EROMAT, la SABC. On peut aussi noter la présence de la Boulangerie Prestige à Kamkop 5 et l'usine de torréfaction de l'UCCAO à Tchouwouong I.

La présence de ces industries a comme avantage la création d'emplois pour les populations de la commune.

Photo 2: Maison détruite après l'explosion d'une chaudière de SCS en octobre 2010



Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD

Photo 3 : Débris de la clôture de la SCS dans un domicile après l'explosion d'une chaudière en octobre 2010



Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD de la commune

Après l'explosion d'une chaudière de la SCS qui a eu lieu le 9 octobre 2010, la société a construit la barrière détruite sans dégager les déchets solides dans les maisons situées au voisinage de l'industrie.

3.3.3.10 Services /Secteur privé

Pour ce qui est des activités économiques dans le secteur privé de la commune, on note la présence de 03 industries chimiques (SCS, CCO, SOC) qui apportent de l'emploi aux habitants. En matière de service, on note plusieurs secrétariats bureautiques localisés en zone urbaine à cause de la disponibilité relativement constante de l'énergie électrique. On a aussi des restaurateurs, des sociétés de distribution d'images, des salons de coiffure, des menuiseries, deux stations d'essence (CAMOCO à Kena et Total à Kamkop5), etc.

3.4. Principales infrastructures par secteur

Dans l'espace géographique de la commune, se trouvent de nombreux services de base et infrastructures. Nous les présentons par secteur comme suit :

3.4.1-secteur : Santé

Dans l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3^e, la santé connaît un grand problème de personnel, on a un médecin pour 86500 habitants, les populations rurales ne connaissent pas les mesures d'hygiène, les méthodes de contraception, de lutte contre la pandémie et de prévention des maladies ; on assiste donc à des phénomènes tels que le taux de mortalité élevé, la présence des maladies infantiles et surtout de l'avancée du SIDA. Les infrastructures sanitaires existantes se présentent comme suit : un Centre Médical d'Arrondissement, un Hôpital à la garnison militaire à Kamkop I, un Centre médical pénitentiel à la prison centrale, un centre de santé intégré Inachevé et abandonné dans la broussaille à Keuleu, 04 structures sanitaires confessionnelles : CS St Bernard à Totchap, CS St Dominique à Djunang Meté, CS Deo Gracias à Kouogouo Ville B2, Clinique sainte vierge à Kouogouo Ville A et 22 centres de santé privés qui sont pour la plupart clandestins

3.4.2-secteur : Enseignement secondaire

L'éducation étant un facteur de développement, dans la commune on peut dire qu'elle n'est vraiment pas promue. Le secteur présente : 04 lycées : lycée bilingue de Kena 2, lycée de Kouabang, lycée bilingue de Nguouaché 2, lycée de Djunang Meté, 02 CES (CES de Toket 2 et CES de Houong2), 01 lycée technique (Toket 2), 05 établissements d'enseignements secondaires généraux laïques et confessionnels (Collège St Thomas, Collège la Maîtrise, Institut Tcheutchoua, Collège polyvalent la réussite, Collège MAAK PAULO), 04 établissements d'enseignement secondaire techniques laïques et confessionnelles (Institut So-Mbe, ITEC, CETIC Doumelong, Institut Technique Assomption).

La situation de référence est resumée comme suit : 04 lycées d'enseignement secondaire général avec un effectif de 6562 élèves dont filles 3069 et garçons 3493,

- 248 enseignants dont 167 fonctionnaires et 59 professeurs de parents dans les lycées,
- 2086 tables bancs dans les lycées.
- 02 CES avec un effectif de 263 élèves dont 104 garçons et 159 filles,
- 13 enseignants dont 02 professeurs de parents dans les CES.
- 30 tables bancs dans les CES.
- un collège d'enseignement secondaire confessionnel (Collège St Thomas) avec 1710 élèves,
- 54 enseignants et 900 bancs au Collège St Thomas.
- 08 collèges d'enseignement général privé laïque avec 1736 élèves,
- 181 enseignants et 1958 bancs dans les collèges d'enseignement général privé laïque.
- 01 lycée d'enseignement technique avec 1496 élèves, dont 1272 garçons et 224 filles
- 125 enseignants dont 115 fonctionnaires et 10 professeurs de parents au lycée d'enseignement technique
- 813 bancs au lycée d'enseignement technique.

05 collèges d'enseignement technique privé avec 623 élèves, 128 enseignants et 479 bancs

Tableau 1 : situation de référence de l'enseignement secondaire

Village	Nom de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
HOUONG 2	CES HOUONG 2	Publique	31	72	103	2	/	4	6	2	36	-Salles de classes en dur non achevé --Insuffisance du personnel enseignant -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de latrines et points d'eau
KENA 2	LYCEE BILINGUE	Publique	1071	1193	2264	58	12	/	70	/	774	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salles de classe en dur
TOKET 2	CES TOKET 2	Publique	87	73	160	1	/	6	7	/	/	-Insuffisance du personnel enseignant -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence des latrines et points d'eau
DJUNANG METE	LYCEE DJUNANG METE	Publique	351	434	785	20	1	4	25	/	260	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salles de classes en dur -insuffisance du personnel enseignant
GOUACHE 2	LYCEE BILINGUE GOUACHE 2		1691	1324	3015	60	5	1	79	/	800	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur
KOABANG 3	LYCEE KOABANG 3		200	300	500	11	/	4	15	/	173	-Salle de classe en dur -Insuffisance du personnel enseignant -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau
KOUOGOUE	COLLEGE ST	CONFESIONN	867	843	1710	/	/	/	68	/	900	-Faible taux d'occupation des places disponibles

VILLAGE 1	THOMAS	EL										-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques
GOUACHE 2	COLLEGE LA MAITRISE	PRI/ L	118	82	200	/	/	/	18	/	814	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur
GOUACHE 4	INSTITUT TCHEUTCHOUA	PRI/ L	128	150	278	/	/	/	15	/	273	- Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques - salle de classe en dur
KAMKOP7	COLLEGE POLYVALENT LA REUSSITE	PRI/L	569	306	875	/	/	/	80	/	591	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur
KAMKOP7	COLLEGE MAAK PAULO	PRI/ L	220	290	510	/	/	/	34	/	280	-Faible taux d'occupation des places disponibles --Insuffisance d'équipements et matériels pédagogique -salle de classe en dur
TOLOUM NDEUDEUH	INSTITUT MBO SO MBE	PRI/ L	65	75	140	/	/	/	22	/	80	-salle de classe en dur -absence de point d'eau et latrines
KENA 1	COLLEGE ITEGE	PRI/ L	18	22	40	/	/	/	14	/	110	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur
LATSIT 1	CETIC DE DOUMELONG	PRI/C	/	/	412	/	/	/	21	/	116	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques
TCOUWONG 1	INSTITUT TECHNIQUE ASSOMPTION	PRI/ C	2	100	102	/	/		10	/	173	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -taux élevé d'occupation des places disponibles
TOKET 2	LYCEE TECHNIQUE	Publique	1252	290	1562	112	3	10	125	/	779	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques

Source : Résultats du diagnostic et consolidation avec le MINESEC

3.4.3-secteur : Tourisme

Le tourisme communautaire est inexistant dans la commune. On note certes l'existence de quelques structures d'accueil en zone urbaine mais les sites touristiques naturels existants ne sont pas aménagés. L'exploitation de ces sites touristiques peut constituer une source de devises pour la commune. Il est question d'inventorier le potentiel existant et de réaliser une étude de faisabilité pour l'aménagement et l'exploitation en collaboration avec les communautés riveraines. Bamougoum urbain offre un cadre décent à ceux qui séjournent sur son territoire de part ses hôtels et autres lieux attrayants qu'on peut visiter. Dans le secteur tourisme, on dénombre dans l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3^e les infrastructures suivantes : le musée en construction de la chefferie supérieure Bamougoum, 04 grottes, 02 chutes, plusieurs lieux sacrés et 09 hôtels pour accueillir d'éventuels touristes.

3.4.4-secteur : Culture

La commune de Bafoussam 3^e est une communauté traditionnelle où la langue parlée est le GUEMBA et le dialecte est le MUGOUM. On dénombre sur son territoire une chefferie supérieure du Groupement Bamougoum, et 57 chefferies de 3^{ème} degré. On a aussi des unités ecclésiastiques réparties comme suit : 14 églises catholiques, 13 églises évangéliques, 02 églises adventistes, 03 missions du plein évangile, 01 salle des témoins de Jéhovah, 02 églises apostoliques, 01 vraie église de dieu, 01 église du réveil, 01 église frontière globale et 01 église communauté missionnaire chrétienne.

3.4.5-secteur : Travaux publics

L'état des routes sur le territoire de la commune laisse apparaître un manque d'entretien, particulièrement sur les routes en terre qui constitue d'ailleurs le principal réseau routier sur le territoire bien que la nationale N°6 traverse l'arrondissement.

A ce manque d'entretien s'ajoute l'absence des ouvrages de franchissement et au cas où ils existent, leur état est piteux et non opérationnel; ce qui oblige les eaux de ruissellement à couler sur la chaussée et engendrer les dégradations observées. Des besoins ont été exprimés dans les villages en termes d'ouverture de routes, d'entretien ou de construction d'ouvrage de franchissement. Ces besoins sont pris en compte dans le PCD mais l'amélioration de la situation passe par une connaissance exacte de l'état des lieux de l'ensemble du réseau par la commune et une programmation de l'entretien, de la construction des ouvrages de franchissement ou de l'ouverture des routes en fonction des moyens dont disposera la commune et de la nécessité dans chaque village. En saison sèche la route est un lit de poussière qui est par conséquent source de nombreuses maladies et se déplacer dans les deux périphéries devient très difficiles. Nous avons dénombrés en termes d'ouvrages de franchissements 75 ponts en mauvais état, 23 ponts en matériaux définitifs et la voirie municipale est estimée à 221,5 km de route

Photo 4 : Etat du pont Reliant King place à Djukou



***Source :** Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD de la commune*

3.4.6-Secteur : Eau et Énergie

Énergie : Dans certains villages de la commune les riverains se livrent à l'usage des câbles électriques qu'ils tirent sur des longues distances à partir des domiciles des personnes qui sont alimentées dans le centre urbain, ce phénomène dit de « toile d'araignée » est récurrent dans les quartiers malgré les risques que cela présente. Par contre dans les zones rurales l'énergie électrique est fournie dans l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Bafoussam 3^e par la société nationale AES SONEL. Le réseau de distribution passe par les principaux axes routiers qui desservent les communautés. Cependant il reste peu étendu et le coût de branchement est très élevé. De même on observe dans certains villages que la puissance de l'énergie fournie (monophasé) ne permet pas de développer certaines activités économiques (usage des moulins). Pour pallier au problème d'énergie électrique, on fait recours à la lampe à pétrole en zone rurale ou au groupe électrogène pour des personnes nanties.

Eau : Les populations sur le territoire de la commune d'arrondissement de Bafoussam 3^e vivent dans l'ensemble un véritable calvaire en matière d'accès à l'eau potable particulièrement en saison sèche. Les besoins en eau exprimés par les populations sont de loin supérieurs à l'offre actuelle. Le réseau d'adduction CDE reste peu étendu sur le territoire communal. Le coût de branchement qui est très élevé fait que les populations fassent recours à d'autres alternatives d'accès à l'eau potable que sont : la construction des puits, l'accès aux sources et cours d'eaux existantes, la construction des forages par endroit. Quand bien même on est approvisionné par le réseau CDE, les coupures d'eau sont tellement fréquentes et parfois l'eau est de qualité douteuse ce qui prédispose à souffrir des maladies hydriques. Dans l'espace communal nous avons dénombrés les infrastructures hydrauliques telles que : 70 cours d'eau, 07 forages, 14 bornes fontaines, 18 marres, 09 sources aménagées, 77 sources non aménagées et 03 captages d'eau.

Une action communale dans l'objectif de faciliter l'accès à l'eau potable doit être envisagée dans l'ensemble des communautés rurales de Bafoussam 3^e en termes de construction de forage et puits ou d'aménagement des sources existantes.

Assainissement : Dans l'ensemble du territoire de Bafoussam 3^e, que ce soit en zone rurale ou en zone urbaine, les axes routiers, piste et servitudes n'ont pas de canalisation aménagée. Les eaux de pluie se frayent le chemin à tout sens et n'importe comment. Ce qui est en grande partie à l'origine du délabrement des sur les voies.

Quand à la gestion des ordures ménagères, si en partie en zone urbaine il y a un système de ramassage, on n'observe nulle part en zone rurale le système mis en place pour collecter et traiter les ordures. C'est ainsi que ces ordures sont versées soit dans des caniveaux soit dans des cours d'eau ou parfois sur la route. Ces déchets qui sont déversés dans la nature sans aucune précaution sont à l'origine de l'obstruction des lits de cours d'eau et des rigoles avec pour effet l'érosion des voies de communication dans tous les sens et les inondations en cas de débordement du cours d'eau.

L'absence d'une véritable politique d'assainissement en zone urbaine de Bafoussam 3^e fait de cette dernière une zone où règne par endroit une insalubrité notoire dans le périmètre urbain.

Il se pose également un problème de site de décharges des déchets de vidange qui sont parfois déversés dans la nature sans aucune mesure de protection de l'environnement.

3.4.7-secteur : Transport

Le territoire de la commune d'arrondissement de Bafoussam 3^e est desservi par un réseau routier en mauvais état dans l'ensemble et nécessitant une réhabilitation pour certains et un entretien permanent pour d'autres.

On note dans certaines communautés l'absence de route pour relier les quartiers environnants. Il y a certes une nécessité d'ouverture mais, une étude préalable des flux migratoires et des intérêts économiques de ces nouvelles voies doit être faite avant toute décision d'ouverture. Nous notons dans l'espace de la commune l'existence de 06 points de stationnement des motos-taxis notamment à Houong 2 (Aéroport), à Toket (carrefour explosif), à Kamkop 5 (Militaire Bar et Entrée Palace), Kamkop 4 (Mairie Rurale), l'aéroport à Houong 4

3.4.8-secteur : Éducation physique et sportive

Il existe au centre urbain de Bafoussam 3^e, un complexe sportif vétuste appartenant au Ministère des Sport et de l'Éducation Physique (stade omnisport). Les infrastructures sportives ne sont pas toujours accessibles pour toute organisation de manifestation sportive ou culturelle. Il est question pour la commune d'envisager la construction d'un complexe sportif sur son territoire ; les aires de jeu rencontrées dans la commune sont celles de quelques écoles et des terrains privés et même du stade du camp militaire.

3.4.9-secteur : Enseignement supérieur

Nous notons l'absence d'aucune structure du genre dans l'espace communal alors que nombreux sont ces jeunes qui arrêtent les études après l'obtention de leur baccalauréat. Cette absence de structure universitaire multiplie le taux de chômage, l'exode rural et l'oisiveté.

3.4.10-secteur : Mines développement industriel

Il existe sur le territoire de la commune un potentiel de ressources naturelles en termes de carrière de sable, de pierres et de latérite, de pouzzolane . Ces carrières pour certaines font l'objet d'une exploitation anarchique par des particuliers. L'exploitation de ces ressources peut constituer une source de revenu pour la commune et les communautés riveraines. Il est question d'envisager :

- Un inventaire de tous les sites des ressources existants,
- Une étude de faisabilité pour l'aménagement et l'exploitation des ressources au profit de toute la population
- Une réglementation de l'exploitation des ressources naturelles sur le territoire,
- La création et l'exploitation des carrières municipales.

Nous avons dénombré dans l'espace communal une multitude de carrières qui sont sources de revenus et qui sont disséminées dans certains villages : 24 carrières de pierres, 15 carrières de sable, 02 carrières de pouzzolane, 02 carrières d'argile, 07 carrières de latérite. Il existe également des industries telles que 02 agroalimentaires (UCCAO et SABC à Tchouwong 1), 03 industries cosmétiques (SOC à Tchouwong 1, CCO à Kamkop 7, SCS à Kamkop 6), la station SCAN-WATER à Tchouwong 1), la centrale thermique AES SONEL à Djunant –Iatsit, 01 usine de torréfaction du café VITAL et usine de traitement poteaux-bois à Kena 1, et 01 boulangerie à Kamkop 5

3.4.11-secteur : Affaires sociales

Les couches vulnérables (personnes âgées, orphelins, handicapés, personnes vulnérables) sont rencontrées dans les villages et subissent très souvent des mauvais traitements, elles sont du moins considérées comme des charges et aucune structure étatique du genre n'est présente dans l'espace de la commune

Il existe néanmoins dans l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3^e un orphelinat Maman Fanny à Kamkop 5, l'Association Communautaire pour le Développement de l'Environnement Sanitaire et Sociale (ACODESS) à Kamkop 7, le centre social du Camp Militaire à Kamkop 1.

3.4.12-secteur : Emploi et formation professionnelle

Il existe dans l'espace communal l'Ecole Normale des Instituteurs de l'Enseignement Général (ENIEG à Gouaché 2) qui forme les jeunes instituteurs.

3.4.13-secteur : Potes télécommunications

Les communautés urbaines et rurales de l'arrondissement de Bafoussam 3^e sont couvertes par des chaînes de radios publiques et privées et l'écoute est au choix en fonction de la qualité des programmes et des émissions diffusées. Toutefois, on note l'absence d'une radio communautaire locale qui peut avoir des tranches de ses émissions en langue locale. La topographie du relief rend parfois l'accès difficile aux images de la télévision nationale mais avec la présence des câbleurs opérateurs privés, les images de télévisions de plusieurs chaînes locales et étrangères sont accessibles moyennant le règlement d'une facture mensuelle au fournisseur d'images.

L'avènement de la téléphonie a transformé les masses d'où la présence des opérateurs téléphoniques dans le département en l'occurrence ORANGE, CAMTEL et MTN, mais en zone rurale l'accès au réseau reste très difficile à cause du relief. Il existe dans l'espace géographique de la commune la station de radio POALA FM à Tchouwong 1.

3.4.14-secteur : Développement urbain et habitat

La terre est la principale ressource naturelle commune à tous dans l'arrondissement de Bafoussam 3^e. L'accès se fait par don, par achat ou par héritage. Elle connaît aujourd'hui une forte pression particulièrement dans la zone urbaine du fait de l'explosion démographique. La zone rurale n'en sera pas du reste d'ici quelques années avec l'avancée de la ville et l'exode urbain. L'occupation du sol en zone urbaine est très anarchique sans respect des normes d'urbanisation. Ceci exige de la commune la réalisation de son plan d'occupation des sols en zones urbaine avec l'appui des services techniques de l'État.

Dans la zone rurale, la terre est le principal support de production. On y pratique une agriculture intensive sans souci de restauration si oui quelques fois avec un apport d'engrais chimiques. Pendant la période culturale de mars, il y a une pratique récurrente de feu de brousse qui constitue un véritable facteur de destruction des micros organismes du sol. Il y a un besoin de sensibilisation et d'éducation des populations par rapport aux dangers de cette pratique.

En zone urbaine, l'absence du réseau d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales favorise l'érosion des sols et en faveur du relief accidenté crée des tranchées et facilite les éboulements de terrain.

Des actions en vue de la protection du sol doivent être envisagées notamment :

- La construction du réseau d'assainissement des eaux usées,
- La stabilisation des sols dans les zones d'éboulement avec des plantes appropriées : cas du Vétiver Grass et eucalyptus

3.4.15-secteur : Recherche scientifique et innovation

Nous notons l'absence d'une structure étatique du genre (IRAD) dans l'espace communal, mais 79 GIC qui regroupent les éleveurs, agriculteurs, pisciculteurs et apiculteurs. Pourtant la commune a pour la plupart des agriculteurs et éleveurs. La commune doit demander la création d'une station de recherche IRAD pour le traitement et la mise sur le marché des semences améliorées et des meilleures races d'animaux. Une des potentialités dans ce secteur reste la proximité de la commune avec les stations IRAD de Foubot et de Dschang dont elle pourrait bénéficier des fruits de recherche.

3.4.16-secteur : Jeunesse

Les jeunes dans la commune d'arrondissement de Bafoussam 3^e peuvent être classés en deux groupes : les jeunes non scolarisés et les jeunes scolarisés (diplômés ou non). Ces jeunes font face à un problème d'accès à l'emploi sur le territoire. Cette difficulté étant due à l'inadéquation entre la formation et l'emploi, au faible développement du tissu économique particulièrement du secteur secondaire.

L'institution communale doit œuvrer pour la création et la construction d'un centre multifonctionnel pour jeune dans le territoire de la commune, de même qu'au renforcement des capacités des jeunes diplômés et des jeunes non scolarisés sans emploi sur la création et la gestion des activités économiques.

3.4.17-secteur : Travail et sécurité sociale

Il existe au niveau de la région de l'Ouest, la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale. Structure de l'État, elle s'occupe de la mobilisation des cotisations des travailleurs pour une redistribution aux concernés en terme de pension vieillesse, d'assurance maladie ou de prise en charge en cas d'accident de travail.

Le constat qui est fait ici c'est que très peu d'employeurs cotisent effectivement pour leur salarié. Au niveau de la commune, il existe une ligne budgétaire pour la prise en charge des cas sociaux (maladie, inhumation en cas de décès, etc.) La protection sociale est embryonnaire et très peu de personnes (déjà assez pauvre) en bénéficie effectivement. Les populations s'appuient plutôt sur les associations d'entraide et d'assistance. Il y a donc une nécessité dans l'organisation et la mise en place d'un système de sécurité sociale qui puisse être au bénéfice d'une plus grande majorité d'indigents autrement dit la création des mutuelles de santé.

3.4.18-secteur : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

Il existe dans l'espace géographique de la commune : la prison centrale à Kouogouo ville B2, le commissariat du 4^e à Kouogouo village 2, 06 centres spéciaux d'état civil, la gendarmerie de Kena 2, le bureau d'arrondissement d'ELECAM de Kena 1, la commune de Bafoussam III à KAMKOP 7, la sous-préfecture de Latsit 1 (Kongso), une population diversifiée (bamiléké, sawa, bulu, éton, foubé, anglophone etc.). On a une population totale de 86500 habitants, 57 sous chefferies de 3^e degré. Quant aux limites géographiques de la commune de Bafoussam 3^e il faut savoir qu'elle est limitée au Nord par la commune de Bafoussam 2 dans le Département de la Mifi, au Sud par les communes de Bamendjou dans le Département des Hauts Plateaux et Bandjoun dans le Koung-Khi, à l'Ouest par la commune de Penka-Michel dans le Département de la Menoua et à l'Est par la commune de Bafoussam I dans le Département de la Mifi

3.4.19-secteur : Agriculture

L'agriculture est la principale activité source génératrice de revenus aux populations de la commune. Les principales spéculations sont par ordre d'importance le maïs, le haricot, l'arachide, la pomme de terre, la banane plantain, le macabo, la patate. Les rendements sont faibles et ne permettent pas toujours aux producteurs de réaliser les plus values. Les principales causes du faible rendement agricole sont :

- Les coûts élevés des intrants agricoles
- Le faible maîtrise des techniques culturales par les producteurs
- L'insuffisance des structures d'encadrement des producteurs

En objectif de développement, il est question pour la commune de contribuer à l'augmentation des rendements agricoles sur le territoire en affectant des AVZ pour le suivi des producteurs. La commune de Bafoussam 3^e a dans son espace communal 05 postes agricoles non construits qu'on retrouve notamment à : Houong 1, Basse, Doumdji, Famkouo 1 et Djunang, le Centre d'Education et d'Action Communautaire (CEAC) qui utilise actuellement les bâtiments de la sous-préfecture à Latsit 1, la Délégation Départementale du MINADER à Tchouwong 1

3.4.20-secteur : élevage, pêche et industries animales

L'élevage traditionnel est pratiqué par la quasi-totalité de la population et celle moderne par une faible tranche de personnes. Ceci est dû aux coûts d'intrants en élevage très élevés et à la faible maîtrise des techniques modernes d'élevage.

En objectif de développement, il est question pour la commune de contribuer à l'augmentation des rendements en élevage sur le territoire. Pour ce faire, la commune doit demander la création dans plusieurs villages des centres de contrôle zootechniques et vétérinaires. Nous avons dans l'espace

communal l'existence de la délégation d'arrondissement du MINEPIA, un Centre de contrôle zootechnique et vétérinaire à KAMKOP 5.

3.4.21-secteur : Commerce

On note sur le territoire un faible développement des activités économiques par l'institution communale pour la mobilisation des recettes communales. La commune doit transformer les marchés périodiques en marchés.

Dans l'espace géographique de la commune nous avons 08 sites où se tiennent les marchés : Kamkop 6 (à la mission Catholique), Kamkop 4 (Marché Casablanca), Toket 1, Bandzé 1, Houong 2, Houong 4, Lafié 1 et Toket 2, Kongso 1. Il est important de souligner que les marchés de Lafié 1, Houong 2 et Houong 4 Kongso 1 sont des marchés périodiques.

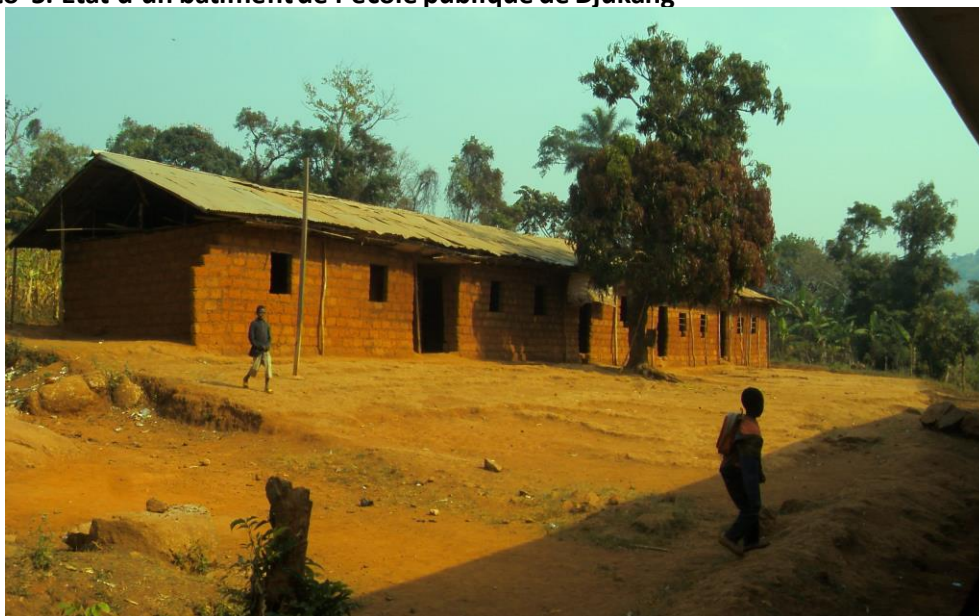
3.4.22-secteur : Petites et Moyennes entreprises, économie et artisanat

Ce secteur se caractérise par la présence de deux sociétés privées de sous-traitance à AES SONEL (ENI-ELECCAM et EROMAT-3I à Kamkop 1). Nous notons également la présence des petites activités économiques génératrices de revenus telles que : la pratique de la culture de rente (café), cultures maraîchères (choux, tomate, légumes, gombo, haricot vert), la pratique des cultures vivrières (maïs, haricot, macabo, igname, banane-plantain, patate), le petit élevage des porcs, poules, chèvres, lapins, pigeons, canards, la pisciculture et l'artisanat : menuiserie, broderie, soudure métallique et autres activités économiques : tailleurs, coiffeurs, call-boxeurs, pousseurs, laveurs, pompistes, peintres, tôliers, maçons, charpentiers, mécaniciens, chargeurs, commerçants, photographes

3.4.23-secteur : Éducation de base

Dans l'espace géographique de la commune, le secteur éducation de base est représenté par : 43 écoles primaires publiques, 20 écoles privées laïques et confessionnelles, 11 écoles maternelles publiques, 13 écoles maternelles privées laïques et confessionnelles.

Photo 5: Etat d'un bâtiment de l'école publique de Djukang



Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD de la commune

Tableau 2 : Situation de référence pour l'éducation de base et besoins exprimés

Village	Non de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
HOUONG 1	EP HOUONG 1	Publique	143	206	349	2	5	/	7	6	125	-Salles de classes en dur --Insuffisance du personnel enseignant -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de latrines et points d'eau
KENA 2	EP KENA 2/ GPE A	Publique	206	295	555	5	/	5	10	6	45	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salles de classe en dur et délabrées
KENA 2	EP KENA 2/ GPE B	Publique	345	353	698	7	2	3	12	6	57	-Insuffisance du personnel enseignant -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur
HOUONG 2	EP HOUONG 2	Publique	151	149	300	1	5	1	7	7	170	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salles de classes en dur -absence des latrines et points d'eau -insuffisance du personnel enseignant
BASSE 1	EP BASSE 1	Publique	115	95	210	2	/	2	4	4	35	-Suffisance du personnel enseignant -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur délabrée
BASSE 2	EP BASSE 2	Publique	82	75	157	1	4	/	5	5	80	-Insuffisance de salles de classe -Salle de classe en dur -Insuffisance du personnel enseignant -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -Faible taux d'occupation des places disponibles
TOLOUM	EP TOLOUM	Publique	145	150	295	2	3	/	5	4	24	-Insuffisance du personnel enseignant

Village	Nom de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
NDEUDEUH	NDEUDEUH											-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -Insuffisance du personnel enseignant -salle de classe en terre battue
FAMKOUO 1	EP FAMKOUO 1	Publique	170	140	310	4	2	/	6	5	100	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur
TCHOU	EP TCHOU	Publique	50	65	115	/	1	2	3	/	/	-Insuffisance de salles de classe -01 salle de classe existante pour les deux niveaux - Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques - salle de classe en terre battue
KEULEU	EP KEULEU/ GPE A	Publique	170	155	325	2	3	/	5	4	67	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -Insuffisance du personnel enseignant -Insuffisance de salles de classe -salle de classe en dur
KEULEU	EP KEULEU GPE B	Publique	168	178	346	2	4	/	6	5	90	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance du personnel enseignant - --Insuffisance d'équipements et matériels pédagogique -salle de classe en dur -absence de latrines et points d'eau -insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques
LATIT 1	EP KING PLACE	Publique	119	144	263	3	3	1	7	6	80	-taux élevé d'occupation des places disponibles -insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de point d'eau
KONGSO 1	EP KONGSO 1	Publique	145	150	295	2	4	/	6	4	25	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques, -salle de classe en dur
KONGSO 2	EP TOTCHAP	Publique	64	83	147	/	3	/	3	/	5	-Faible taux d'occupation des places disponibles

Village	Nom de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
												-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de salle de classe -insuffisance du personnel enseignant -absence de points d'eau et latrines
KONGSO 2	EP KONGSO 2	Publique	/	/	297	1	2	1	4	/	15	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -taux élevé d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de point d'eau ET LATRINES
LATSIT DJUTCHA	EP LATSIT DJUTCHA	Publique	/	/	425	1	4	2	6	7	60	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau et latrines absence de points d'eau et latrines es
TCHOUWONG 2	EP TCHOUWONG 2	Publique	122	103	125	2	6	/	8	6	55	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur et délabrée -absence de points d'eau et latrines
LAFIE 1	EP LAFIE 1	Publique	169	204	373	3	4	/	7	3	9	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau et latrines -salle de classe en dur -insuffisance du personnel enseignant -Faible taux d'occupation des places disponibles
DJUNANG METE	EP DJUNANG GPE A	Publique	133	139	272	2	4	/	6	6	130	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques-absence de points d'eau et latrines -Insuffisance d'équipements et matériels

Village	Non de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
												pédagogiques -salle de classe en dur
DJUNANG METE	EP DJUNANG GPE B	Publique	141	135	276	2	4	/		2	64	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -insuffisance du personnel enseignant -absence de points d'eau et latrines -salle de classe en semi-dur
DJUNANG LATSIT	EP DJUNANG 2	Publique	110	121	231	1	6	/	7	6	180	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau -salle de classe en dur
KOUOGOOU VILLAGE 1	EP KOUOGOOU VILLAGE 1	Publique	407	324	731	2	11	/	13	12	190	-Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de points d'eau
KOUOGOOU VILLAGE 2	EP KOUOGOOU VILLAGE 2	Publique	12	22	34	1	/	/	1	1	17	-absence de salle de classe -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques --insuffisance du personnel enseignant -absence de points d'eau et latrines
GOUACHE 2	EP Application GOUACHE 2	Publique	314	302	316	19	/	/	19	16	254	-salle de classe en dur
GOUACHE 2	EP Application GOUACHE 2		294	268	562	17	/	/	17	16	254	-salle de classe en dur

Village	Non de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
GOUACHE 2	EP Application GOUACHE 2/ GPE 6	Publique	426	373	800	23	/	/	23	15	276	-salle de classe en dur
GOUACHE 2	EP Application GOUACHE 2/ GPE 7	Publique	442	370	812	16	/	/	16	15	276	-salle de classe en dur
TOKET	EP TOKET / GPE 1	Publique	260	282	542	3	7	/	10	9	65	-salles de classe délabrées -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau et latrines
TOKET	EP TOKET / GPE 2	Publique	276	262	538	5	5	2	12	11	80	salles de classe délabrées -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau et latrines
BANDZE	EP DZE 1	Publique	/	/	/	/	/	/	/	/		salles de classe délabrées -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau et latrines
BANDZE	EP DZE 2	Publique	/	/	/	/	/	/	/	/	/	-salles de classe délabrées -Faible taux d'occupation des places disponibles -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -absence de points d'eau et latrines
KAMKOP1	EP GBPS/ CAMP	Publique	151	124	275	6	7	2	15	/	89	-Insuffisance d'équipements et matériels

Village	Non de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
	MILITAIRE											pédagogiques -salle de classe en dur -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur -insuffisance des salles de classe
KAMKOP1	EP GPE 1/ CAMP MILITAIRE	Publique	269	236	505	9	4	1	14	6	175	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur -insuffisance des salles de classe
KAMKOP1	EP GBPS/ CAMP MILITAIRE	Publique	151	124	275	6	6	2	14	2	89	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur -insuffisance des salles de classe
KAMKOP1	EP GPE 2/ CAMP MILITAIRE	Publique	278	302	580	10	1	4	15	7	110	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur -insuffisance des salles de classe
KOABANG 1	EP DJUNANG	Publique	173	199	372	2	5	0	7	6	92	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de points d'eau et latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur -insuffisance des salles de classe
LATSIT LOUMGOUO	EP LATSIT LOUMGOUO	Publique	140	170	310	4	2	0	6	6	100	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles

Village	Nom de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
												-salle de classe en dur -insuffisance du personnel enseignant -insuffisance des salles de classe
MBI 2	EP MBI 2	Publique	/	/	480	1	4	/	5	/	70	Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur -insuffisance du personnel enseignant -insuffisance des salles de classe
KOABANG 3	EP MBI /GPE A	Publique	221	282	503	2	6	2	10	/	100	Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur et délabrée - absence de points d'eau -Faible taux d'occupation des places disponibles -insuffisance du personnel enseignant -insuffisance des salles de classe
KOABANG 3	EP MBI /GPE B	Publique	192	160	352	2	3	1	6	/	102	Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de points d'eau -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur -insuffisance du personnel enseignant -insuffisance des salles de classe
KAMKOP5	EP d'Application 2	Publique	482	527	1009	22	/	/	22	/	420	-salle de classe en dur -Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur
	EP d'Application 2	Publique	408	399	807	14	/	/	14	/	435	-salle de classe en dur

Village	Non de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
KAMKOP5	/ B1											-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
KAMKOP5	EP d'Application 4	Publique				17	/	/	17	/	460	-salle de classe en dur --Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
BASSE 2 EP CEBEC	EP CEBEC	PRIVEE/C	125	103	228	/	/	/	5	4	14	-terre battue -absence de latrines et point d'eau
TOLOUM NDEUDEUH	EP LA COLOMBE	PRI/L	56	42	96	/	/	/	4	3	25	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
METOH 2	EP CATHOLIQUE DE METOH 2	PRI/C	51	46	97	/	/	/	3	3	24	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
LATSIT 1	EP ST ANTOINE DE DOUMELONG	PRI/C	101	81	182	/	/	/	3			-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
DJUNA NG METE	EP CATHOLIQUE DE DJUNANG	PRI/C	94	71	165	/	/	/	3	3	/	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en terre battue - absence de latrines

Village	Non de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
												-Faible taux d'occupation des places disponibles
TCHOUWONG 1	EP B KEMTSA	PRI/L	79	89	168	/	/	/	5	3	37	-salles d-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur e classe en terre battue
TCHOUWONG 1	EP BELOVED CHILDREN	PRI/L	51	46	97	/	/	5	5	5	39	salles d-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur
TCHOUWONG 1	EP ROYALE	PRI/L	29	28	57	/	/	5	5	3	30	-salles d-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques,-salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en semi-dur
KOUOGOUE VILLE B1	EP CEPKA	PRI/C	142	155	297	/	/	/	6	/	32	salles d-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles -salle de classe en dur
KOUOGOUE VILLE B1	EP Ste CECILE	PRI/C	173	164	337	/	/	3	3	3	27	salles de classe en dur-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
KOUOGOUE VILLAGE 2	EP MAREVI	PRI/L	32	28	60	/	/	/	6	/	28	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur - absence de latrines

Village	Nom de l'école	STATUT	Effectif des élèves			État	Enseignants			Nombre de classe	Total Tables bancs	OBSERVATIONS
			G	F	T		C	MP	T			
												-Faible taux d'occupation des places disponibles
KOUOGOUE VILLAGE 1	EP ISLAMIQUE	PRI/C	95	91	186	/	/	/	8	/	28	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
HOUONG 1	EP ST MICHEL	PRI/C	90	83	173	/	/	/	3	/	62	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
KAMKOP6	EP ST MATHIAS	PRI/C	333	317	650	/	/	/	13	10	232	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
KAMKOP7	EP COLIBRI	PRI/L	730	765	1495	/		/	24	/	369	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
GOUACHE 1	EP MAMAN LUCIENNE	PRI/L	145	160	310	/	/	/	10	/	85	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
KAMKOP3	EP MBE SO MBE	PRI/L	/	/	33	/	/	/	3	5	10	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles
KAMKOP2	EP GOUTTE D'EAU	PRI/L	/	/	25	/	/	/	5	4	25	-Insuffisance d'équipements et matériels pédagogiques -salle de classe en dur -absence de latrines -Faible taux d'occupation des places disponibles

Source : Résultats du diagnostic et consolidation avec le MINEBASE

3.4.24-secteur : promotion de la femme et de la famille

Nous avons noté sur le territoire de la commune une faible implication de la femme dans le processus de prise de décision sur les initiatives locales de développement due essentiellement à l'analphabétisme des femmes et à leur faible pouvoir d'achat. On a noté aussi l'existence sur le territoire des centres d'alphabétisation presque non fonctionnels. Il sera question de faire un diagnostic pour rendre fonctionnel ces centres d'alphabétisation qui seront les lieux par excellence du renforcement des capacités des femmes dans la création et la gestion des activités génératrices de revenus.

3.4.25-secteur : Forêt et Faune

Il existe de grandes végétations dans la commune de Bafoussam 3^e. On peut observer par endroit autour des chefferies des forêts dites sacrées. On assiste dans la commune à une coupe anarchique sans souci de régénération des raphias et d'autres essences forestières pour le bois de chauffe ou de construction. Cette coupe anarchique a des répercussions sur le climat et la nappe phréatique.

La commune envisage sur certains flancs de collines en zone rurale la création et la mise en place d'une forêt communale et au niveau du centre urbain la création des espaces verts avec mise en place des plants d'ornements. La réalisation de ces activités va favoriser la mise en place d'une pépinière de plants.

Pour ce qui est de la faune, la disparition de la forêt est à l'origine de la disparition du gros gibier, seuls quelques rongeurs sont traqués ici et là de même que des oiseaux. La population de la commune contribue à l'exploitation des espèces fauniques des autres régions puisque principales acheteurs des produits venus d'ailleurs. Dans l'espace communal nous avons 02 forêts (réserve forestière de Kouabang 2 et la forêt sacrée de King place), des petits bois sacrés et partout ailleurs des grandes surfaces cultivables.

3.4.26-secteur : Domaines et affaires foncières

Le foncier est une des sources de recettes pour la commune. Il est question de mettre à jour le fichier des propriétaires fonciers pour envisager une collecte harmonieuse de la taxe foncière sur l'ensemble du territoire de la commune. La réalisation du Plan d'occupation des sols permettra d'identifier, matérialiser et de sécuriser des espaces pour la réalisation d'infrastructures sociales envisagées dans le plan de développement de la commune. Il existe dans l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3^e la Délégation Régionale des Domaines et des Affaires Foncières à Tchouwong 1.

3.4.27- secteur : Environnement et protection de la nature

Partout dans la zone rurale de la commune on assiste à une coupe effrénée des arbres pour le bois de chauffe sans soucis de les remplacer. Ensuite vient la coupe abusive des raphias qui ne sont pas replantées ce qui constitue l'une des grandes causes de la dégradation de l'environnement.

Les feux de brousse et la pratique de l'écobuage constituent également des facteurs importants de dégradation de l'environnement en zone rurale. L'absence d'un réseau d'assainissement viable provoque dans certains quartiers du centre urbain de Bafoussam 3^e des éboulements de terre (Tchouwong 1). La présence des sociétés et industries sur le territoire communal diminue le taux de chômage mais au revers c'est la pollution effective par la présence des sociétés cosmétiques et brassicoles.

Sur le plan environnemental, l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3^e présente: 01 forêt Sacrée, 20 zones de pente, 07 zones d'éboulement, 01 réserve forestière, 29 zones de marécage et 09 zones inondables

3.5. Principales potentialités et ressources de la Commune ;

Les Potentialités économiques de la commune sont:

3.5.1 Secteur primaire :

L'Agriculture et l'élevage sont les principales sources génératrices des revenus aux populations. L'activité touristique est très embryonnaire : il existe certes des structures d'accueil mais, les sites touristiques identifiés dans la commune ne sont pas aménagés. L'exploitation des ressources naturelles existant (carrière de sable, de pierres et de latérite) est artisanale et anarchique et ne profite qu'à des individus.

3.5.2 Secteur secondaire :

Quelques activités industrielles dans les domaines de la savonnerie, la pâtisserie, la soudure métallique, la menuiserie et quelques unités de transformation et de fabrique sont présentes de part et d'autres sur le territoire de la commune particulièrement dans la zone urbaine. Le tissu industriel dans la commune est encore embryonnaire.

3.5.3 Secteur tertiaire :

Fortement présent dans la zone urbaine avec entre autres :

- Les services (Bureautique, garages (autos et motos), Salon de coiffure, Station service, Cabines téléphoniques, bureaux d'études et d'appui conseil, etc.)
- Les petits commerces
- Les chantiers de construction
- Le transport des biens et services

Les contraintes observées dans le territoire de la commune sont :

- Tissu économique peu développé (présence d'un secteur informel très développé mais pas contrôlé),
- Infrastructures routières et voies de communication en mauvais état,
- Éclairage public peu étendu dans la zone urbaine,
- Réseau d'électrification peu étendu sur le territoire,
- Insuffisance des points d'eau potable,
- Réseau d'assainissement urbain en mauvais état

Encadré N° 2 : Objectifs 143 et 144 du DSCE

143. Convaincu du rôle moteur des infrastructures dans la facilitation des échanges et la promotion d'une croissance forte et durable par la compétitivité que leur bonne qualité génère, le Gouvernement entend investir massivement dans les infrastructures au cours de la période de mise en œuvre de la stratégie. Cette volonté devrait permettre dans des cadres de partenariats judicieusement choisis, d'attirer des financements privés pour les grands projets. L'objectif général poursuivi est de mettre l'infrastructure en adéquation avec la demande économique et sociale. Il s'agira par conséquent de replacer l'infrastructure dans son véritable rôle d'accompagnement des objectifs de développement économique et social.

144. Ainsi, il est question d'améliorer substantiellement le taux d'accès aux infrastructures en générant une offre qui anticipe la demande. De manière spécifique, il s'agira de doubler la fraction du réseau routier bitumé, en faisant passer le nombre de km de routes bitumées pour 1000 habitants de 0,27 à 0,34 à l'horizon de la stratégie. La densité du réseau ferré passera elle de 0,06 km pour 1000 habitants à 0,10. En matière d'énergie, il s'agit de doubler la consommation, soit une évolution par unité de PIB de 27,7 % actuellement à 45 % à l'horizon de la vision, soit une cible de 37 % en 2020. Le nombre de lignes téléphoniques pour 1000 habitants devrait passer de 6,7 pour la période 2000-2003 à 15 à l'horizon de la stratégie. Dans le secteur urbain, au moins 150 km de voiries bitumées seront construites, tandis que l'urbanisation sera maîtrisée avec un ralentissement de sa croissance pour contenir le taux d'urbanisation à moins de 57% à l'horizon de la stratégie. Le taux d'accès à l'eau potable devra être relevé à 75 %. Ceci correspond à d'importants investissements pour résorber les insuffisances qualitatives observées et agrandir les capacités de stockage et de traitement. L'option de base étant désormais la construction des réseaux d'adduction d'eau potable, la construction des puits et des forages viendra, lorsqu'elle s'avérera incontournable, compléter le processus de fourniture par réseaux.

4. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1- Synthèse du DIC

4.1.1-Analyse des capacités de la commune

Forces

- La disponibilité et la volonté de l'exécutif à faire de la commune un véritable acteur de promotion du développement local sur le territoire,
- La volonté plus ou moins de l'ensemble des membres de l'exécutif à mieux faire malgré la vision divergente et la défense des intérêts égoïstes
- La vision claire et précise de ce que peut apporter un PCD
- Le conseil municipal constitué de quelques personnes suffisamment averties et disponibles en cas de besoin malgré l'existence des clivages
- Une population dynamique sur le territoire et qui met tout en œuvre et apporte des contributions financières pour la réalisation des DP dans leur village
- Une élite extérieure à l'écoute, disponible et prête à intervenir dans des actions au profit de la commune
- La capacité du maire à mobiliser les élites autour des problèmes de la commune

Faiblesses

- le fait de ne pas toujours tailler le budget sur mesure
- l'absence d'une stratégie véritable de mobilisation des recettes
- l'absence d'un organigramme fonctionnel et des règles de procédures internes formelles et partagées par tous
- la faible collaboration interne entre les services
- L'absence d'un plan d'action
- l'absence d'une définition claire et précise des objectifs à atteindre pour chaque service au cours d'une année
- la mauvaise circulation des informations au sein du service
- l'insuffisance du personnel qualifié
- la faible collaboration entre les membres de l'exécutif
- la faible collaboration entre l'institution communale et les SDE sur le territoire
- la mauvaise gestion du personnel au sein de l'institution communale
- la mauvaise motivation du personnel
- l'absence de transparence dans la gestion
- l'absence d'un local approprié et le sous équipement des services en matériel, mobilier de bureau
- le faible développement des relations avec les opérateurs économiques sur le territoire

Opportunités

- la présence des élites variées, dynamiques et à l'écoute de l'exécutif
- la présence sur le territoire des SDE qui peuvent être pris à contribution pour la réalisation des actions inscrites dans le PCD
- l'existence des multiples sources ou alternatives des revenus qui peuvent être mobilisé (ressources naturelles à exploitées, sites touristiques à mettre en valeur, etc.)
- la disponibilité de la tutelle

- la présence des programmes d'appui et d'accompagnement au processus de décentralisation
- l'existence des bailleurs de fonds au niveau national et régional auprès de qui des financements de projets peuvent être sollicités
- le foisonnement des opérateurs économiques divers fils du territoire bien qu'opérant à l'extérieur de la commune
- la vision claire du développement qui sera mise en œuvre à travers les DP qu'on va réaliser dans les villages

Craintes

- la persistance de la suspicion et du climat de méfiance entre tous ceux qui travaillent au sein de l'institution communale
- le refus de prendre les responsabilités chez certains membres de l'exécutif malgré la délégation de pouvoir faite par le Maire
- La faible implication active et effective de certains conseillers municipaux dans la mise en œuvre
- L'indisponibilité de certains SDE à s'impliquer véritablement pendant l'élaboration et lors de la mise en œuvre du PDC
- Non prise en compte des actions planifiées dans les PDC pendant l'élaboration du budget
- L'absence des fonds pour le financement des activités qu'on va planifier dans le PIA à l'issue du PDC
- Faible implication des populations dans la mise en œuvre des actions, dans le suivi évaluation et dans la pérennisation des investissements
- Les Recettes communales faibles
- L'attentisme de certains conseillers municipaux et des populations dans les villages (attendre tout de l'institution communale
- la mise en place d'un PDC ambitieux pour faire plaisir aux acteurs alors que l'institution communale n'aura pas les moyens (humains matériels et financiers) pour la mise en œuvre.

4.1.2 Quelques axes de renforcement de capacités de la commune

- La Stratégie de mobilisation des ressources financières (exécutif communal, personnel de la recette, comité de suivi communal et membre du CC)
- Le Suivi évaluation des microprojets à réaliser dans la commune (comité de suivi communal, CC, exécutif communal et service technique de la commune)
- La Technique de Communication au sein de la commune (exécutif communal et tout le personnel de la commune.) cette formation du personnel en technique de communication pourra déboucher sur l'instauration d'une réunion de coordination des activités (mensuelle) au sein de la commune
- La gestion administrative du groupe (exécutif communal et tout le personnel de la commune.)
- Techniques de la tenue des réunions et de rédaction d'un rapport, d'un compte rendu et d'un PV
- Renforcement de capacités sur la gouvernance locale (exécutif communal, tout le personnel de la commune et le comité de suivi communal).
- Renforcement de capacités de l'exécutif communal sur les techniques de recherche et de négociation de partenariat économique.
- Mécanisme de gestion en termes de ressources et compétences transférées
- Adapter l'organigramme à la taille de la commune

4.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Tableau 3: Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
1. Secteur Domaines et affaires foncières	Difficulté à bien gérer le potentiel foncier existant dans l'espace géographique de la commune	Non maîtrise des procédures d'obtention des titres fonciers	Eduquer la population sur les procédures d'obtention du titre foncier à : Bandzé 1, Bandzé 2, Basse, Djunang Latsit, Djunang Mete, Doumdi, Famkouo 1, Famkouo 2, Ngouache 1, Ngouache 2, Ngouache 3, Ngouache 4, Houong 4, Houong 1, Houong 2, Houong 3, Kamkop 1, Kamkop 2, Kamkop 3, Kamkop 4, Kamkop 5, Kamkop 6, Kamkop 7, Keleu, Kena 1, Kena 2, Kessah Tosseu, Kongso 1, Kongso 2, Kouabang 2, Kouabang 3, Kouabang 1, Kouogouo Sud, Kouogouo Village 1, Kouogouo Village 2, Kouogouo Ville A, Kouogouo Ville B1, Kouogouo Ville B2, King Place, Lafie 1, Lafie 2, Latsit 1, Latsit 2, Latsit Djutcha, Latsit Loumgouo, Mbi 1, Mbi 2, Metoh 2, Metoh 1, Tchipou, Tchouo, Tchouwong 1, Tchouwong 2, Tchu, Toket 1, Toloum Ndeudeuh	- Organiser 90 ateliers d'éducation de la population et sensibiliser par voie d'ondes à travers les tranches d'antennes sur les procédures d'obtention du titre foncier d'ici à fin 2016
		-absence d'une carte foncière de l'espace géographique de la commune	Elaborer la carte foncière de l'espace géographique de la commune	Elaborer la carte foncière de l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3ème d'ici fin 2013
		Les limites et la situation des propriétés sont mal connues	Elaborer un Plan d'occupation des sols et matérialiser les zones d'habitats, les zones résidentielles, les zones commerciales, les zones d'agriculture et les espaces verts	Elaborer la carte foncière de l'espace géographique de la commune d'ici fin 2013
		Faible capacité de l'institution communale à se constituer des réserves foncières dans l'espace géographique de la commune	Mettre en place une stratégie d'anticipation pour l'occupation des espaces avant l'arrivée des populations	- Elaborer le Plan d'occupation des sols de l'espace géographique de la commune d'ici à fin 2013
		Faible collaboration entre l'institution communale et le service des domaines et affaires foncières	Mettre en place une plate forme de concertation avec le service de domaine et affaires foncières	Créer une plate forme de concertation entre la commune et le service des domaines et affaires foncières d'ici fin 2012
		Le domaine communal actuel	Sécuriser les 3000m ² encours d'achat et lotir les 47 ha	Sécuriser les 47,5 ha du domaine

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		en cours d'acquisition non viabilisé	du domaine communal et y construire des logements sociaux.	communal de d'ici à fin 2014
2. SECTEUR AGRICULTURE				
2. Agriculture	Difficulté pour les agriculteurs à obtenir des bons rendements dans leurs parcelles de production	Insuffisance d'encadrement technique dans l'espace géographique de la commune	- créer un poste agricole et y affecter un personnel d'encadrement des producteurs a : Kouabang I, Kouabang II, Lafie I, Latsit Djutch, Tchou, Kessa Tosseu - construire le poste agricole de Famkouo 1 (le terrain est disponible	-Créer et rendre fonctionnel 03 nouveaux postes agricoles dans la commune (Djutch, Tchou, Kouabang1) - Construire et rendre opérationnel les 5 postes agricoles créés (Djunang Latsit, Bassé, Doumdi, Kongso, Bakassa à Famkouo I) dans la commune d'ici fin 2016
		Faible maîtrise des techniques de production par les agriculteurs	- Organiser des séances de formation des producteurs sur les techniques agricoles dans tous les villages. - Redynamiser les services d'encadrement des producteurs existants dans la commune.	Organiser 560 ateliers de formation sur les techniques culturales d'ici fin 2026 - Construire et équiper le CEAC (centre d'éducation et d'action communautaire) de Kongso d'ici fin 2016
		Pauvreté du sol	Restaurer la fertilité du sol avec la pratique de l'agro foresterie dans les villages de la zone rurale	Restaurer la fertilité du sol par la pratique de l'agro foresterie dans la zone rurale d'ici à fin 2035
		Rareté de sources de financement pour les activités de production agricole	-subventionner les activités de production agricole en vulgarisant les projets existant au MINADER - créer au sein de la commune un fonds pour le refinancement de l'agriculture	- mettre sur pied un crédit de warrantage pour le financement de l'agriculture.
3. SECTEUR ELEVAGE PECHE ET INDUSTRIE ANIMALE				
	- Difficulté pour les éleveurs à obtenir de bons	-Insuffisance des structures d'encadrement dans l'espace géographique de la commune.	CREATION D'UN POSTE ZOOTECHNIQUE A : Famkouo 2, Kouabang 1, Kouabang 3, Lafié 1, Latsit Djutch, Tchou, Houong 4, Kessa Tosseu, Metoh 2.	Créer et rendre fonctionnel 04 nouveaux centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire (CZCSV) d'ici fin 2017 (Toket, Kongso, Kouogouo, Bassé)

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
3. Elevage Pêche et Industrie Animale	rendements dans les fermes et à accéder à une infrastructure de qualité pour abattage de bétail dans la commune	Non maitrise des techniques d'élevages	Organiser des séances de formation aux éleveurs sur les techniques d'élevage dans tous les villages	Organiser 180 ateliers de formation des éleveurs de la commune sur les techniques d'élevage d'ici fin 2026
		Absence de la subvention pour les activités d'élevage et de pisciculture	subventionner les activités d'élevage et de pisciculture	mettre sur pied un fond pour le financement des activités d'élevages.
		-Zones de pâturage non matérialisées dans certains villages	Délimiter et matérialiser les zones de pâturages dans les villages de Djutcha Latsit, Latsit I,	Délimiter et matérialiser les zones de pâturages dans deux villages de la commune d'ici à fin 2016
		Abattoir inexistant dans la commune	Construire et équiper un abattoir moderne dans la commune ainsi que les services techniques qui y sont rattachés (poste zootechnique et vétérinaire	Construire et équiper un abattoir moderne dans la commune d'ici à fin 2016.
4. SECTEUR ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE				
4. Administration Territoriale, Décentralisation et maintien de l'ordre	Difficulté d'accès à certaines infrastructures sociales de base	Eloignement des services d'état civil de certains villages	Créer et rendre fonctionnel un centre spécial d'état civil à :Kouougouo Ville A ; Houong 3 ; Kamkop 6 ; Kouougouo Sud ; Ngouache 3 ; Ngouache 1 ; Kamkop 1 ; Keuleu ; Kamkop 7 ; Tchipou	Créer et rendre fonctionnel 10 centres spéciaux d'état civil d'ici à fin 2021
		Absence d'un poste de gendarmerie à Djunang Mete et à MBI	Créer et rendre fonctionnel un poste de gendarmerie à Djunang Meté et à MBI	Créer et rendre fonctionnel 02 postes de gendarmerie et construire un logement pour le commandant
5. SECTEUR DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT				
5. Développement Urbain et Habitat	Difficulté à faire développer le	Plan d'urbanisme dépassé	Elaborer le nouveau plan d'urbanisation de la commune de Bafoussam 3 ^e et le vulgariser dans tous les villages	- Elaborer le nouveau plan d'urbanisation de la commune d'ici à fin 2016
		Constructions anarchiques dans les quartiers	Eduquer les populations à l'usage d'un permis de bâtir avant toute construction	- Organiser 100 ateliers d'éducation de la population sur l'usage d'un permis de bâtir avant

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
	centre urbain			toute construction d'ici à fin 2016
		Absence de logements sociaux	Envisager la construction des logements sociaux dans l'espace géographique de la commune	- Construire 1000 logements sociaux d'ici 2031 dans le domaine de la commune.
6. SECTEUR JEUNESSE				
6. Jeunesse	Difficulté d'accès aux structures de formation et d'animation de jeunesse	Absence de centre d'alphabetisation	Créer un centre d'alphabetisation dans tous les villages	-Créer et rendre fonctionnel 56 centres d'alphabetisation dans la commune d'ici à fin 2031
		Absence d'infrastructure d'encadrement, de suivie et d'animation de la jeunesse	Créer deux centres de formations et d'animation pour jeune au centre urbain de la commune	-Créer et rendre fonctionnel 02 centres de formation et d'animation pour jeune dans le centre urbain de la commune d'ici à fin 2016
			Créer un centre multifonctionnel de promotion des jeunes	- Créer un centre multifonctionnel de promotion des jeunes dans la commune d'ici fin 2020
			Créer une délégation d'arrondissement de la jeunesse	- Créer une délégation d'arrondissement du ministère de la jeunesse dans l'espace communal d'ici à fin 2016
			Elaborer le plan stratégique pour la lutte contre la délinquance et le chômage	- Elaborer un plan stratégique pour la lutte contre la délinquance juvénile d'ici à fin 2016
			Renforcer les capacités des membres des	- organiser 168 ateliers de

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
			organisations et associations de jeunesse de la commune, regroupées autour du CNJC (Conseil National de la Jeunesse du Cameroun)	renforcement de capacité des membres des organisations et associations de la jeunesse de la commune d'ici à fin 2021
			Créer un fond d'insertion socio-économique pour le financement des micros projets des jeunes	- Créer un fond d'insertion socioéconomique pour le financement des micros projets des jeunes de la commune d'ici à fin 2021
7. SECTEUR SANTE PUBLIQUE				
7. Santé Publique	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité et à moindre coût	Absence de centre de santé intégré	Créer et rendre fonctionnel un centre de santé intégré à : Basse, Djunang Mete, Ngouache 2, Houong 1, Kamkop 3, Kena 2, Kouogouo Village 1, Kouogouo Ville B1, Latsit Djutcha, Mbi 1, Tchouwong 2, Toket 1, Toloum Ndeudeuh, Bandze 1, Bandze 2, Djunang Latsit, Doumdi, Famkouo 1, Famkouo 2, Ngouache 1, Ngouache 3, Ngouache 4, Houong 4, Houong 2, Houong 3, Kamkop 1, Kamkop 2, Kamkop 4, Kamkop 5, Kamkop 6, Kamkop 7, Kena 1, Kessah Tosseu, Kongso 1, Kongso 2, Kouabang 2, Kouabang 3, Kouabang1, Kouogouo Sud, Kouogouo Village 2, Kouogouo Ville A, Kouogouo Ville B2, Lafie 1, Lafie 2, Latsit 2, Latsit Loumgouo, Mbi 2, Metoh 2, Metoh 1, Tchipou, Tchouo, Tchouwong 1, Tchu	Créer et rendre fonctionnel 14 centres de santé intégrés dans la commune d'ici à fin 2031, : à Basse, Djunang Mete, Ngouache 2, Houong 1, Kamkop 3, Kena 2, Kouogouo Village 1, Kouogouo Ville B1, Latsit Djutcha, Mbi 1, Tchouwong 2, Toket 1, Toloum Ndeudeuh, Doumdi .
		Insuffisance du personnel au	Affecter un médecin généraliste et 4 infirmiers au	- Négocier l'affectation de 01

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		CMA existant	Centre Médical d’Arrondissement de Kongso	médecin généraliste et de 04 infirmiers au Centre Médical d’Arrondissement de Kongso d’ici fin 2013
		Insuffisance d’équipement et de matériel sanitaire au CMA	Equiper le CMA de Kongso en matériel de soins médicaux	équiper en matériel de laboratoire et en matériels de soins médicaux le CMA de Kongso d’ici 2016
		Inexistence d’un hôpital de district dans la commune	Transformer la CMA en hôpital de district	transformer le CMA de Kongso en Hôpital de district d’ici 2020
		Bâtiment non achevé et abandonné au centre de santé de Keuleu	Achever les travaux de construction et équiper le CSI de Keuleu	Achever les travaux de construction et rendre fonctionnel le centre de santé intégré de Keuleu d’ici à fin 2013
8. SECTEUR TRAVAUX PUBLICS				
8. Secteur Travaux publics	Difficulté de déplacement dans la quasi-totalité de la Commune	Impraticabilité des routes existantes	- Bitumer 67,5 km de route dans la commune : à Bandzé 2 ,Kouogouo ville B2 , Houong 4 (4 Km), Latsit 2 (0,5 Km), Kamkop 3 (4km), Kamkop 5 (5km), King Place (3km), Kouogouo Village 2 (8km), Mbi 2 (1km), Ngouache 4 (4km), Houong 2 (3km), Kongso 1 (6,5km) Kouogouo Ville A (4,7km), Kamkop 1 (2km), Kouogouo Village 1 (2 km), Kamkop 5(4,5km)	- Bitumer 67,5 km de route dans la commune d’ici à fin 2035
			Reprofiler 173,5 km de route dans les 56 villages de la commune	- Reprofiller 173,5 km de route dans la commune d’ici à fin 2035
		Absence de routes pour relier les quartiers dans certains villages	- Ouvrir 98,7 km de routes dans la commune : à Bandzé 2, Kouabang 1, Kouabang 3, Kouogouo ville B2, King Place, Ngouache 3, Latsit 2, Kamkop 3 , Kamkop 5, Mbi 2, Ngouache 4, Houong 4, Houong 2, Kongso 1, Kouogouo Ville A , Latsit 1, Ngouache 1, Kamkop 1, Kouogouo	Ouvrir 98,7 km de routes dans la commune d’ici à fin 2026

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
			Ville B 1, Kouabang 2 , Houong 1, Tchouo, Basse, Djunang Mete, Kamkop 2, Kamkop 7, Kessa Toseu , Metoh 2 , Ngouache 2, Ngouache 2, Tchipou , Toket)	
		Absence d’ouvrage de franchissement sur certaines traversées	Construire 163 ponts en matériaux définitifs dans la commune	- Construire 163 ponts en matériaux définitifs dans la commune d’ici à fin 2035commune.
			Construire 64 passages busés dans la commune : Poser les buses à : - Doumdi, Kouogouo ville B 2, Kouabang 3, Kamkop 3, Kamkop 5, Kouogouo Village 2, Tchouwong 1, Ngouache 4, Houong 2, Kongso 1, Kouogouo Ville A, Ngouache.	- Construire 64 passages busés dans la commune d’ici à fin 2021
		Détérioration des routes par les camions de sable dans certains villages	Construire les barrières de pluies à : - Mbi 1 (02 barrières : une à l’entrée venant de Mbi 2 et l’autre sur l’entrée de Toloum Ndeudeuh), Kamkop 3 (01 barrière à la limite kamkop3 avec Kamkop I)	- Construire 03 barrières de pluies dans la commune d’ici à fin 2016
9. SECTEUR SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE				
9. Sport et éducation physique	Difficulté d’accès à aux infrastructures sportives	Absence d’une aire de jeu	Créer une aire pour la pratique des APS (activités physiques et sportives) à : Kouogouo Village 2 ; Mbi 2 ; Tchouwong 1 ; Latsit 2 ; Basse ; Kouogouo Ville A ; Ngouache 1 ; Kamkop 1 ; Djunang Mete ; Ngouache 2	Créer et rendre fonctionnel 10 aires de jeux dans la commune d’ici à fin 2015
		Mauvais état des infrastructures sportives dans certains quartiers de la commune	Construire le stade Fôh Saagon à Ngouache III	Acquérir, construire et rendre fonctionnel le stade FÔH SAAGONG à Gouaché 3
10. SECTEUR POSTES ET TELECOMMUNICATIONS				

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
10. Postes et Télécommunications	Difficulté d'accès aux réseaux téléphoniques de qualité (Orange, MTN, CAMTEL),	Faible signal des réseaux téléphoniques	Étendre le réseau téléphonique à : Famkouo 1, Mbi 2, Métoh 1, Kouabang 3, Doumdi, Lafié1, Houong3, Toloum Ndeudeuh, Tchouwong 2, Latsit 2, Djunang latsit, Tchipou, Bassé, Tchouo, Bandzé	Construire et rendre fonctionnel 15 antennes pour réseau téléphonique dans la commune d'ici à fin 2025
		Difficulté d'accès aux réseaux audio visuel et de communication de qualité	Absence d'une radio communautaire et d'un bureau de courrier postal dans la commune.	Créer une radio communautaire à Bamougoum
	Créer un bureau de courrier postal à Kongso .		-créer, construire et rendre fonctionnel un bureau de courrier postal dans la commune d'ici fin 2012	
	Difficulté d'accès aux réseaux internet à haut débit	Faible qualité de fourniture de la connexion internet dans l'espace communal	Renforcer la qualité de la connexion Internet dans l'espace communal	-créer et rendre fonctionnel un centre multi média à Kongso I.
		Absence du réseau internet dans les villages de la périphérie urbaine et en milieu rurale	créer et construire une télé centre communautaire à Kongso	-Accroître la capacité du débit de connexion à l'internet dans la commune.
11. SECTEUR TRANSPORT				
11. Transport	Difficulté d'accès à une infrastructure adéquat pour le	Absence de gare routière	Créer une gare routière à : Bassé, Houong I (aéroport), Tchouwong I (Socada), Kongso I (ancien marché)	-Créer et rendre fonctionnel 04 gares routières dans la commune d'ici à fin 2015
		Absence de site pour les gares routières de certaines	Trouver un site, créer et aménagés une gare routière Communale	- trouver un site, construire et aménager une gare routière communale d'ici fin 2015

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
	transport inter-village et intra-urbain de qualité	destinations		
		L’amateurisme qui caractérise les conducteurs de taxis et motos taxis	Former les conducteurs de motos taxis à la conduite défensive	- former les conducteurs de moto sur la conduite défensive dans l’espace communale d’ici fin 2015
		Délivrance difficile des titres de transport	Ouvrir un fichier d’identification des propriétaires et conducteurs des taxis et moto taxis	-ouvrir un fichier d’identification des conducteurs et propriétaires de taxis et mototaxis dans l’espace communale d’ici fin 2015
			Organiser des campagnes de recouvrement forcé	- organiser les campagnes de recouvrement forcé au moins cinq fois par an dans l’espace communale
12. SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR				
12. Enseignement supérieur	Difficulté d’accès à une éducation de qualité dans l’enseignement supérieur	Absence d’une université d’État dans la commune	Créer et construire une université à King place	- Créer et rendre fonctionnel 01 université dans la commune à King Place d’ici à fin 2025
13. SECTEUR FORET ET FAUNE				
13. Forêts et Faunes	Difficulté de Protéger le patrimoine forestier et les arbustes parsemés	- Coupure abusive des arbres - Absence d’un personnel	Reboiser la zone forestière de King place et Kouabang 1	- reboiser 02 zones forestières dans la commune d’ici à fin 2015
		Manque de sensibilisation sur l’importance de la forêt	sensibiliser la population sur l’importance de la forêt et les méfaits des feux de brousse	-sensibiliser les populations sur l’importance de la création de 21 espaces verts dans la zone urbaine de la commune d’ici fin

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
	dans l'espace communal			2015
		Aucune mise en valeur de la effectuée sur la réserve forestière de Kouabang II	Mettre en valeur 144 ha de la réserve forestière de Kouabang II	- Mettre en valeur 5ha chaque année sur 144 ha de la réserve forestière de Kouabang II
		Non sécurisation du patrimoine forestier de la commune	Sécuriser le patrimoine forestier	- sécuriser et protéger le patrimoine forestier de la commune d'ici fin 2015
14. SECTEUR MINES ET DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL				
14. Mines et développement industriel	Difficulté pour l'institution communale à mettre en valeur le potentiel minier et industriel existant	Les carrières de pierres, de sables et de latérites existant sont sous exploité ou parfois même non exploité	Réaliser une étude de faisabilité sur l'ensemble des carrières existant et envisager des aménagements et une exploitation rationnelle	- Réaliser une étude de faisabilité pour l'aménagement et l'exploitation de l'ensemble des ressources minières existantes dans la commune d'ici à fin 2012
		Faible collaboration avec le service technique étatique compétent présent dans la commune	Mettre en place une plate forme de collaboration avec le service technique étatique compétent existant	- Mettre en place une plate forme de collaboration entre le service technique étatique compétent et la commune d'ici à fin 2012
		Non régulation de l'exploitation des carrières et surtout avec de exploitations qui sont individuel les et privées.	Réguler la gestion des carrières dans la commune : Dans les carrières de pierre de Kamkop 1, kamkop2, Djunang Latsit, Doumdi, Tchouowong2, kamkop3, Mbi1, Metoh2 ; Toloum-Ndeudeuh, lafié1 et 2, Tchouong1, Kouabang2, Doumdi, Kongso1, Bandzé1, Famkouo1, Lafié1, Gouaché1, Gouache2, Kamkop2, Kamkop7, Kena2, Kessa-Tosseu, Latsit-Loumgouo ; Toket; Tchipou Dans les carrières de sable à : Famkouo 1, Famkouo 2 ;Tchouong 1,Tchouong 2 ;Tchouo ; Lafié	-Réguler la gestion des 22 carrières de pierre, 13 carrières de sable, 04 carrières de latérites 02 carrières de pouzzolane et 01carrière d'argile présentes dans la commune d'ici fin 2016

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
			2 ;Doumndi ;Djunang-Mete ; Lafié 1(2) ;Djunang Latstit, Metoh 2 Doumndi ; Kessa-Tosseu, Bandzé 1 Tchipou, Latsit Loumgouo ; Kamkop 2 ; Kouabang 2 ; Toket, Kongso 1, Kamkop 1.Toloum-Ndeudeuh ; Tchouo; Kamkop 2 Dans les carrières de latérites à : Tchouwong 1, Kamkop 1 ; Doumndi ; Latsit 2 carrière de pouzzolane à : Keuleu ; Metoh 2 carrière d’argile à ; Lafié 1(konkeu)	
		Destruction de l’environnement par les industries SCS et CCO	Créer une nouvelle zone industrielle dans l’espace géographique de la commune, en collaboration avec la MAGZI (Mission d’Aménagement et de la Gestion des Zones Industrielles) et délocaliser les industries cosmétiques (SCS et CCO) vers la zone industrielle	-Créer une zone industrielle avec la collaboration du MAGZI dans la commune
15. SECTEUR TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE				
15. Travail et sécurité sociale	difficulté pour les populations à avoir accès à une couverture pour sécurité sociale	Faible développement des mutuelles communautaires de santé	Vulgariser la nécessité d’adhérer aux réunions et associations de danses folkloriques tels que : Lali Muteu, Kouodjang, Poumedjong, Samali, Djang, etc. - Appartenir à la mutuelle de santé pour les travailleurs	Créer et rendre fonctionnel 10 mutuelles communautaires de santé dans la commune d’ici 2016
		- Absence d’assurance-vie - Absence des syndicats	- Créer des syndicats pour la défense des droits des travailleurs	
		- L’esprit d’une couverture de sécurité sociale formelle n’est pas encore encré dans les habitudes des populations	Renforcer le développement des mutuelles de santé communautaire dans tous les villages de l’espace communal, et sensibiliser les populations sur l’importance de la couverture en sécurité sociale.	
16. SECTEUR EDUCATION DE BASE				

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
16. Education de base	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité dans certaines communautés	Absence d'une école primaire dans certains villages de la commune	créer et construire une EP à : Kamkop 2,Kamkop3, Kamkop4, Kamkop 6, Kouogouo Village 2, Kouogouo Ville A , Ngouache1, Ngouache2, Ngouache3, Houong4 Latsit 2, Doumdi, Kouogouo Ville b1, Kouogouo ville B2, Metoh 1, Metoh2, Mbi 1, Kouabang2, Tchipou, Toket, Kena1, Kouogouo Sud, Lafié2, Toloum - Ndeudeuh	-Créer et construire 24 nouvelles écoles primaires dans la commune d'ici à fin 2026
		Insuffisance des salles de classe dans certaines écoles primaire dans la commune	Construire des bâtiments de 02 salles de classe chacun à l'école primaire publique de : - Mbi2 : 06 salles de classe - Houong 2 : 04 salles de classe - Kongso 2 : 04 salles de classe - Lafié 1 : 06 salles de classe - Bandzé 2 : 06 salles de classe - Koabang 1 : 06 salles de classe - Bassé : 06 salles de classe - Kessa-Tosseu : 06 salles de classe - Latsit Loumgouo : 06 salles de classe - Kouogouo Village 1 : 06 salles de classe - Kamkop 1 EP camp militaire : 06 salles de classe - Kamkop I GBPS - EM et EMB camp militaire : 06 salles de classe - Bandzé 1 : 04 salle de classe	-Construire 66 salles de classe dans certaines écoles de la commune d'ici à fin 2026
		absence de blocs administratifs dans certaines écoles de la commune	Construire 02 blocs administratifs dans les différentes écoles existantes	-Construire 02 blocs administratifs dans certaines écoles de la commune d'ici à fin 2026
		Insuffisance des tables	Equiper en tables bancs les écoles primaires	

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		bancs dans certaines écoles primaires publique de la commune	publiques de : - Houong2 : 100 tables bancs, - Famkouo 1 : 100 tables bancs, - Kongso 1 : 100 tables bancs, - Tchouwong 2: 100 tables bancs, - BANDZE 1 : 100 tables bancs, - Kamkop 1, Groupe 1 et Groupe II : 100 tables bancs	-Doter certaines écoles primaires de la commune de 600 tables-bancs d'ici à fin 2021
		Insuffisance du personnel enseignant dans certaines écoles	Négocier l'affectation de 50 enseignants dans les écoles.	-Affecter 40 nouveaux instituteurs dans les écoles primaires de la commune d'ici à fin 2021
		Absence d'une école maternelle dans certains villages de la commune	Créer et construire des écoles maternelles à : Kamkop3, Kamkop4, Kamkop6, Kouogouo ville A, Kongso 1, latsit2 Doumdi, Lafié 1, Lafié2, Tchou ; Kouogouo ville B1, Kouogouo ville B2 Gouaché 2, Gouaché 3, Métoh1, Metoh2, Tchouwong 2, Mbi2, Kouabang 2, Tchipou, kena1, Kouogouo sud, Toloum-Ndeudeuh, Kamkop 1, kena2, Tchouo, Keuleu	-Créer et construire 27 nouvelles écoles maternelles dans la commune d'ici fin 2026
		Insuffisance des tables et chaises dans certaines écoles Maternelle et publique dans la commune	- Equiper en chaises et tables l'école maternelle bilingue de Kamkop I en 100 chaises et 25 tables - Equiper en chaises et tables l'école maternelle de Kamkop I en 100 chaises et 25 tables	- Equiper en 50 tables et 200 chaises certaines écoles maternelles de la commune d'ici fin 2015
		Absence d'aménagements sociaux dans certains écoles primaires et maternelles de la commune (latrines, points d'eau, bacs à ordures, clôture)	Construire un point d'eau, une latrine et une clôture dans les écoles primaires de : Houong II, Mbi II, Bassé, Famkouo, Kamkop I, Kouogouo village I, Kouabang I, Kessah Tosseu, Bandzé I, Latsit Loumgouo	-Construire un point d'eau dans 18 écoles primaires de la commune d'ici fin 2021
		Absence d'aménagements sociaux dans certains écoles primaires et maternelles de		-Construire des latrines dans 25 écoles primaires de la commune d'ici fin 2021

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		la commune (latrines, points d'eau, bacs à ordures, clôture)	Construire un point d'eau, une latrine et une clôture dans les écoles primaires de : Houong II, Mbi II, Bassé, Famkouo, Kamkop I, Kouogouo village I, Kouabang I, Kessah Tosseu, Bandzé I, Latsit Loumgouo	-Fabriquer des bacs à ordures dans 28 écoles primaires de la commune d'ici fin 2021 -Construire la clôture de 35 écoles primaires et écoles maternelles de la commune d'ici fin 2035
17. SECTEUR ENSEIGNEMENT SECONDAIRE				
17. Enseignement secondaire	Difficulté d'accès à une éducation de qualité pour l'enseignement secondaire dans la commune	Absence d'un établissement d'enseignement secondaire général	Créer et construire un CES à : Doumdi ; Bandzé 1,2 ;Famkouo 1,2 ;Lafié 2 ; Kamkop Kamkop 1, Kamkop 4, Kamkop 5, Kamkop6 Kongso 1 et 2 ; Kouogouo Village 1 ; Kouogou Sud ; Mbi1,2 ;Métoh 1,2 ;Latsit 1,2 ;Kena1;Toloum-Ndeudeuh ; Koabang 2 ;Latsit Lomgouo ; Toket ; Tchipou ; Gouaché 4 ; Tchouwong 1 ; Kouogouo Village 2 ; Kouogouo Ville A ;Houong 3,4	-Créer et construire 25 nouveaux CES dans la commune d'ici à fin 2035
		Absence d'un établissement d'enseignement technique	Créer et construire un CETIC à : Doumdi, Bandzé2 Famkouo 2, KamkopII,IV,V; Kouabang 3 ;Tchu, Gouaché 1, Gouaché 3 ;Houong 1, Houong 2 ;Keuleu ; Lafié1, Latsit Djutcha ; Kouogouo ville B1, Djunang Latsit ; Bassé ; Tchouwong 1, Toke	- Créer et construire 19 nouveaux CETIC dans la commune d'ici à fin 2035
		Insuffisance de salles de classes dans certains établissements existant	Construire et équiper en tables bancs : - 02 bâtiments de 4 salles de classe au lycée de kena2, - 02 bâtiments de 04 salles de classe au CES HOUONG 2 - 04 bâtiments de 02 salles de classe chacun au CES TOKET - 02 bâtiments de 02 salles de classe au lycée bilingue de Ngouache 02 bâtiments de 04 salles de classe au lycée de	- Construire 12 bâtiments de 04 salles de classes chacun dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune d'ici fin 2015

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
			Kouabang	
17. Enseignement secondaire		-Insuffisance tables dans certains établissements existant	équiper certains établissements d’enseignement secondaire en en tables bancs	- Doter les lycées et CES de la commune en 720 tables-bancs d’ici fin 2021
		-Insuffisance du personnel enseignant qualifié	- Solliciter l’affectation de 13 enseignants de différentes disciplines au CES de Toket - Solliciter l’affectation de 09 enseignants de différentes disciplines au CES de Houong II	- Affecter 83 nouveaux enseignants de différentes discipline dans les lycées et CES présents dans la commune d’ici fin 2015 : 20 au Lycée Bilingue de gouache, 21 au lycée bilingue de Bafoussam rural, 19 au lycée technique de Bafoussam, 03 au CES de Houong II, 04 au CES de Toket, 09 au lycée de Kouabang III, 07 au lycée de Djunang.
18. SECTEUR EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE				
18. Emploi et formation professionnelle.	Difficulté d’accès à un emploi dans la commune	Absence de centre de formation professionnelle	Créer un centre de formation professionnelle à : Kamkop 3 ; Kamkop 5 ; Mbi 2 ; Ngouache 4 ; Kouogouo Ville A ; Houong 4 ; Djunang Mete ; Kamkop 2 ; Kena 2 ; Kouabang 2 ; Ngouache 2 ; Toket 1	- Créer 05 centres de formation professionnelle dans la commune d’ici à fin 2035
		Critères de recrutement opaques	- Recruter objectivement	- Faire large diffusion sur les projets et programme de financement des projets existants dans la commune
			- Vulgariser les offres d’emploi	- Rendre transparent le marché de l’emploi dans la commune d’ici fin 2012-

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		Absence de financement des projets	- Financer la création d'entreprise - Financer les lauréats en fin de formation	- Porter à la connaissance des chercheurs d'emploi toutes les informations sur les opportunités d'emploi qui existe dans la commune de façon permanente
		Inadéquation entre la formation et l'emploi	Adapter la formation aux opportunités d'emploi locales, - Organiser le secteur informel	- Développer les référentiels de formation et former les chercheurs d'emploi sur les thèmes qui cadrent avec les opportunités d'emploi existant au niveau local de façon permanente
19. SECTEUR TOURISME				
19. Tourisme	Difficulté à mettre en valeur le potentiel touristique existant dans l'espace communal	Sites touristiques non aménagés	Aménager les sites touristiques de : - Tchouwong 1 (chute de Névé) - Famkouo 1 (chute de Méha), - Bassé (chute et plage de la Métchié) - Kouabang 3 (lieu sacré de Métchehé) - la grotte de Ndeunekan à Lafié I - à la chute de Vava à Djunang Mete	- Aménager les 06 sites touristiques existant dans la commune d'ici à fin 2021
		Gestion anarchique des sites touristiques	Mettre en place un dispositif de gestion des sites touristiques : Le sanctuaire Marial de Ndoumelong La grotte de Ndenekan à la Lafié I, lieu sacré et chute de Mafolong à Hououng II	- Mettre en place un dispositif de gestion des sites touristiques dans la commune d'ici fin 2014
			- Créer un office communal de tourisme regroupant tous les acteurs impliqués dans la gestion des sites touristiques - Recruter et former les guides touristiques	- Créer et rendre fonctionnel un office communal de tourisme regroupant tous les acteurs impliqués dans la gestion des sites touristiques de la commune d'ici à fin 2013
		Absence de point de vente	Créer 06 points de ventes d'objets d'art de	- Créer 06 points de ventes d'objets d'art de souvenir dans la commune

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		des souvenirs	souvenir	d’ici à fin 2016
20. SECTEUR COMMERCE				
20. Commerce	Difficulté d’accès à une infrastructure marchande de qualité	Absence des hangars, de comptoirs et de magasins dans les sites de marchés existant	Construire le marché de : Houong 4 (carrefour tassigne), Houong 2 (feuyou jean-marie), Métoh 1, Kamkop 6 (à la mission Catholique) ; Lafié1, Toket, Keuleu	- Construire 07 marchés existant dans la commune d’ici fin 2026
		Absence de marché dans certains villages de la commune	Créer et construire un marché à : Kamkop 3 (carrefour papa Roger), Kouogouo village 2(carrefour mbé francis), Kongso 1(ancien marché), Kamkop 5 (ja’a mboh soh takoumbeng), Mbi 2, Tchouwong 1(socada), Ngouaché 4 (1 carrefour) ; Latsit 2(bloc 2), Kouogouo ville A(terrain sango), Bandzé 1, Famkouo 1, Houong 3, Kamkop 6, Kongso2, Kouogouo sud, Kouogouo ville1, Lafié 2, Mbi1, Ngouaché 3, Tchu, Tchouwong 2, Bandzé2 , Doumdi, Famkouo 2, Koabang 1, Lafié 1, Kouogouo villeb2, Koabang3, Latsit djutcha, Djunang latsit, Latsit 1, Kena 1, Ngouaché 1, Kamkop 1, Kouogouo ville B1, Houong 1, Toloum Ndeudeuh, Tchouo, Bassé, Kamkop 2, Kamkop 7, Kena 2, Kessa-tosseu, Kouabang 2, Latsit lomgouo, Métoh 2, Ngouaché 2, Tchipou , Djunang mete (kéké), Tchouwong 2 (carrefour deux ponts), Djunang mété	- Créer et construire 49 nouveaux marchés locaux dans chaque village de la commune d’ici fin 2035
21. SECTEUR ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE				
21. Environnement et protection de la nature	Difficulté d’avoir accès à un environnement	Pollution de l’environnement (sol, air, eau) par les eaux usées de la prison, effets ressentis à Kouogouo Sud, Kouogouo ville B2, Kouogouo Ville A	- Faire vidanger régulièrement les fausses de la prison - Mettre un dispositif de biodigesteur à la prison centrale pour la fabrication du biogaz - Traiter les eaux souillées de la prison Interpeller les dirigeants de la prison à plus de	-organiser 03 ateliers de travail avec les responsables de la prison centrale pour les interpeller au respect des normes environnementales et à la responsabilité sociale d’ici fin 2012

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
	sain et sécurisé dans l'espace communal	Pollution de l'environnement (sol, air, eau) par les eaux usées et les déchets de la SCS et CCO, effets ressentis à Kamkop 6 et Kamkop 7 -Pollution de l'environnement (sol, air, eau) par les eaux usées et les déchets de la SOC, effets ressentis à Tchouwong 2, Tchouwong 1, Djunang Met - Nuisance sonore dans l'espace urbain de la commune	responsabilité sociale - Interpeller les responsables de la SCS pour le respect des normes environnementales (traitement des déchets (solide, liquide, gazeux), atténuation des impacts, responsabilité sociale) - Organiser un audit environnemental de la SCS dans le but de concevoir et d'appliquer un PGES (plan de gestion environnemental et social) -Exiger l'étude d'impact environnemental à toutes les industries présentes dans la commune	- Organiser 03 ateliers de travail avec les responsables de la CCO, la SCS et le centre de traitement des poteaux SONEL bois pour les interpeller sur le respect des normes environnementales et la mise en œuvre de leur PGES d'ici à fin 2012
		-Mauvaise occupation de l'espace urbain communal par certains corps de métier	Organiser et installer les corps de métiers par secteur d'activités dans l'espace urbain de la commune	- Organiser 168 ateliers de sensibilisation de la population de la commune au respect des normes élémentaires d'hygiène d'ici à fin 2016
		Déversement des ordures ménagères et eaux souillées sur la route	Poser des bacs à ordures et faire appel à HYSACAM à: Kamkop 3, Kouogouo village 2, Kamkop 5, Tchouwong1, Ngouache 4, Kouogouo ville A, Bandzé1, Bandzé2, Kamkop 6, Kouogouo sud, Kouogouo village 1, Ngouache 3, Kamkop 4, Kouogouo villeB2, Ngouache 1, Kouogouo ville	- Poser 66 nouveaux bacs à ordures dans la commune d'ici à fin 2021

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
			B1, Kena1, Kamkop 2, Kamkop 7, Kena2, Ngouache 2, Toket.	
21. Environnement et protection de la nature	Difficulté d’avoir accès à un environnement sain et sécurisé dans l’espace communal	Absence d’éclairage public	Créer l’éclairage public à : Kamkop 3 ; Kamkop 5; Kouogouo Village 2 (sur l’axe principal) ; Mbi 2 ; Tchouwong 1; Ngouache 4 (dans les grands carrefours); Houong 2; Kongso 1 (dans les servitudes); Latsit 2 (sur l’axe central pont Chouesso’o à Ndeudeu ; second axe et les servitudes); Kouogouo Ville A ; Kamkop 6 (dans 5 grands carrefours et sur les grands axes) ; Kouogouo Sud (sur tout le boulevard Kankeu Naoussi et toutes les 6 rues) ; Kouogouo Village 1 (dans toutes les rues) ; Lafie 2 (tout au long de l’axe principal et dans les rues) ; Ngouache 3 ; Djunang Mete (les voies publics) ; Kamkop 7	- Poser 120 lampadaires pour éclairage public dans la commune d’ici à fin 2031
21. Environnement et protection de la nature	Difficulté d’avoir accès à un environnement sain et sécurisé dans l’espace communal	Espaces verts non aménagés à certains endroits dans la zone urbaine	Aménager les espaces verts dans les 20 villages de la zone urbaine	- Aménager 20 espaces verts d’ici 2015 dans la zone urbaine de la commune.
		Présence des zones de glissement de terrain en zones résidentielles dans l’espace géographique de la commune	Planter les arbres de protection/couverture sur les zones de fortes pentes et les zones d’éboulement -Reboiser les réserves existantes	- Reboiser 30 zones sensibles (zones à fortes pentes et zones d’éboulement) de la commune avec les arbres de protection et de couverture d’ici à fin 2026
22. Secteur Eau, Energie et Assainissement				
			Etendre le réseau de distribution de la CDE à : - Bandzé 2, Doumdi, Famkouo 2, Latsit 1), Kongso 1, Kouogouo Ville B 2, Tchipou, Bassé,	

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
22.1. Eau	Difficulté d'accès à l'eau potable	Réseau CDE peu étendu	Toket 1, Ngouache 1, Bandzé 1, Metoh 1, (sur 2,5 km à partir du goudron de l'aéroport), Kouogouo Ville A, Kamkop3 (3km), Kamkop 5 - Kouogouo Sud, Kouogouo village 2, Mbi 2, Ngouache 2, Tchouwong 2, Kouogouo ville B 1, Ngouache 4, DOUMDI ; Kouogouo Village 1, Houong 4, Djunang Mete, Houong 2, Latsit 2, Kamkop 6, Ngouache 3, King Place, Kongso 2, Toloum Ndeudeuh, Houong 1, Tchouo, Kamkop 2 Kamkop 7 (Kessa Tosseu, Latsit Loumgouo, Metoh 2	-Etendre le réseau de distribution de la Camerounaise Des Eaux sur 83,6 km dans la commune d'ici fin 2025
			CONSTRUIRE DES BORNES FONTAINES A: - Lafié 1 (03 bornes fontaines), Ngouache 4 (04 bornes fontaines), Kamkop 6 (04 bornes), Kouogouo Ville B 1 (05 bornes fontaines Ngouache 4 (04 forages) Kena 1 (06 bornes fontaines), Kamkop 1 (02 bornes fontaines	-Construire 28 nouvelles bornes fontaines dans la commune d'ici fin 2025
		Absence de points d'eau potable	CONSTRUIRE LES FORAGES A : - Famkouo 2 (03 forages), Doumdi (02 forages) Latsit Djutcha (02 forages), Tchouwong 1 (04 forages), Kamkop 2 (03 forages), Tchu (03 forages), Latsit 2 (05forages), Kouabang 2 (03 forages), Kamkop 3 (04 forages), Kamkop 5 (06 forages), Kouogouo village 2 (05 forages), Keuleu (05 forages), Toloum Ndeudeuh (01 forage), Mbi 2 (07 forages), Houong 4 (02 forages), Houong 2 (02 forages), Metoh 2 (02 forages), Kongso 1 (04 forages), Kouogouo Ville A (05 forages), Kouogouo Village 1 (04 forages), Kena 2 (02 forages), Bassé (03 forages), Kamkop 7 (03 forages), Bandzé 1 (03 forages), Famkouo 1 (01 forage) Houong 3 (03 forages) Kongso 2 (05 forages), Kouogouo Sud (05 forages), Lafie 2 (03 forages), Mbi 1	-Construire 115 nouveaux forages dans la commune d'ici fin 2035

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
			(01 forage), Metoh 1 (05 forages) Tchouwong 2 (03 forages), Djunang Latsit (03 forages), Ngouache 1 (02 forages), Kamkop 1 (01 forage), Kouogouo Ville B 1 (01 forage), Houong 1 (01 forage), Kessa Tosseu (02 forages), Latsit Loumgouo (03 forages), Toket 1 (02 forages),	
		Réseau du captage de Kouabang peu étendu	ETENDRE LE RESEAU DE CAPTAGE DE KOUABANG 1 ET CREER DES BORNES FONTAINES A : Kouabang 3 (ja'a nefeu nietchou ; carrefour mbe Téné ; carrefour Tankou ; carrefour Tohcrah)	-Etendre le réseau de captage d'eau de Kouabang I dans 04 villages de la commune d'ici 2021
		Captage non aménagé	CONSTRUIRE UN SYSTEME DE GRAVITATION AU CAPTAGE DE : Lafie 1 (Tchounepié) Lafie 2 (chez Waffo Mba et chez Gunte Emmanuel et Kongso 2	-Construire 03 systèmes de gravitation de captage dans la commune d'ici fin 2016
		Points d'eau existant non fonctionnels	REHABILITER LES 04 FORAGES DE : - Ngouache 1(jia soh kamdoun), Djunang Mete (Janena) , Kessa Tosseu (2 forage : à l'Ecole publique ; chez Soh Kamdem)	- 22 bornes fontaines réhabilitées et 04 forages aussi réhabilités dans la commune d'ici fin 2016.
22. Energie	Faciliter l'accès des populations de la commune de à l'énergie électrique	Réseau électrique AES/SONEL peu étendu	Etendre le réseau électrique AES/SONEL A : - Bandzé 2, Doumdi (2 km), Kamkop 3 (Mete 1 km), Kamkop 4 , Kouabang 1,Kouogouo Ville B 2 , Lafié 1 , Latsit Djutcha, Tchu, Kamkop 3, Kamkop 5, Kouogouo village 2, Mbi 2, Tchouwong 1 , Ngouache 3, Houong 4, Houong 2, Kongso 1, Latsit 2,Kouogouo Ville A,Bandzé 1 , Kamkop 6 ,Kouogouo Sud ,Kouogouo Village 1, Mbi 1, Metoh 1, Ngouache 4, Tchouwong 2, Djunang Latsit, Latsit 1, Kena 1, Ngouache 1, Kouogouo Ville B 1, Toloum Ndeudeuh , Houong 1, Tchouo, Keuleu (de Tchu à Keuleu (3km), Basse, Djunang Mete , Kamkop 2, Kamkop 7, Kena 2, Kessa Tosseu, Kouabang 2, Latsit Loumgouo, Metoh 2, Ngouache 2, Tchipou, Toket 1	- Etendre le réseau de distribution de AES SONEL sur 125 km dans la commune d'ici fin 2035

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		Absence total du réseau AES/SONEL dans certains villages de la commune	Construire la ligne de l'énergie électrique a : - Famkouo 2 (axes Latsit Djutcha – Famkouo 2 ; Goudron Bakassa – Latsit 1) - Kouabang 3 (de Kouabang II à Kouabang III sur 3km) - Famkouo 1 (sur les 5 grands axes du territoire sur 10 km environ à partir de Kongso 1) - Houng 3 (Sur 6 km environ venant de l'aéroport et en passant par la route principale) - Kongso 2 (sur 7 km à partir du centre ville de Kongso 1 et en passant sur les 2 axes) Lafié 2 (en suivant le réseau de poteaux mis en place par la population, sur 5 km à parti de Tchou	Construire un nouveau réseau électrique sur 25 km dans la commune d'ici fin 2020
		faible puissance de l'énergie électrique dans certains villages de la	Renforcer le réseau par la pose des transformateurs électrique dans la commune. - Kamkop 3 (au carrefour Papa Roger) - Kamkop 5 - Mbi 2 (à la sous préfecture de Bafoussam 3) - Tchouwong 1 (au carrefour ma' Chantal) - Ngouache 4 (au 1^{er} carrefour Gouache 4) - Houong 2 (au marché) - Latsit 2 (chez Mâ Cécilia) Kamkop 2	- Poser 83 transformateurs électriques pour renforcer le réseau dans la commune de Bafoussam 3 ^{ème} d'ici 2035 (1transformateur pour 1,5km)
			Renforcer le réseau électrique existant avec une triphasée à : - Ngouache 2 - Kouabang 2 Accroître la capacité du transformateur de : Houong 1 (de monophasé à triphasé), Kamkop 1	
	Difficulté d'accès aux sources alternatives d'énergie	Absence de dispositif pour l'utilisation de l'énergie renouvelable	Installer et vulgariser l'utilisation l'énergie renouvelable à : Djunang Mete ; Doumndi; Famkouo 1; Famkouo 2; Houong 4; Houong 1 ; Houong 2 ; Houong	- Construire le dispositif d'accès à l'énergie solaire dans 38 villages de la commune d'ici fin 2035

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
			3 ; Keleu; Kongso 1 ; Kongso 2 ; King Place; Lafié 1 ; Lafié 2 ; Metoh 2; Metoh 1; Tchipou; Tchouo ; Tchouwong 1; Tchouwong 2 ; Tchu; Toket 1; Toloum Ndeudeuh ; Latsit 1; Latsit 2; Latsit Djutcha; Latsit Loumgouo; Mbi 1; Mbi 2 ; Metoh 2; Metoh 1; Tchipou; Tchouo; Tchouwong 1; Tchouwong 2 ; Tchu; Toket 1; Toloum Ndeudeuh	
22.3 assainissement	Difficulté d’avoir accès à un environnement sain	Absence de voirie municipale	Construire la voirie de la zone urbaine de la commune	Construire la voirie de la zone urbaine de la commune d’ici à fin 2016
		Absence de bacs à ordures pour la collecte des ordures ménagers	Poser de nouveaux bacs à ordures dans la commune	Poser 66 nouveaux bacs à ordures dans la commune de d’ici à fin 2021
		Dépôt anarchique des ordures sur la voie publique	Sensibiliser la population de la commune au respect des normes élémentaires d’hygiène	Organiser 168 ateliers de sensibilisation de la population de la commune au respect des normes élémentaires d’hygiène d’ici à fin 2016
		Pollution de l’environnement (sol, air, eau) par les eaux usées de la prison, effets ressentis à Kouogouo Sud, Kouogouo ville B2, Kouogouo Ville A	- Faire vidanger régulièrement les fausses de la prison - Mettre un dispositif de biodigesteur à la prison centrale pour la fabrication du biogaz - Traiter les eaux souillées de la prison Interpeller les dirigeants de la prison à plus de responsabilité sociale	- Construire un nouveau système de biodigesteur à la prison centrale de Bafoussam d’ici à fin 2025
23. SECTEUR AFFAIRES SOCIALES				
		Absence de structure	Créer un centre d’encadrement et de prise en	- Créer et rendre fonctionnel 02 centres d’encadrement et de prise

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
23. Affaires sociales	Difficulté à prendre en charge les couches vulnérables	d’encadrement et de prise en charge des couches vulnérables (orphelins et enfants vulnérables)	charge des couches vulnérables à Kongso	en charge des personnes vulnérables dans la commune d’ici à fin 2021
		Faible pouvoir économique des couches vulnérables	-Octroyer des aides et secours aux OEV, personnes indigentes et nécessiteuses, personnes handicapées et personnes âgées : aides scolaires, aides alimentaires, aides médicales, aides économiques, aides juridiques	- Octroyer chaque année au moins 15% du budget de la commune aux aides et secours aux couches vulnérables (aides scolaires, aides alimentaires, aides médicales, aides économiques, aides juridiques, appareillage) de la commune.
			-Financer les activités génératrices de revenus mises en place par les associations de personnes handicapées et personnes âgées	- Créer un fonds de financement des activités génératrices de revenus mises en place par les associations des couches vulnérables de la Commune d’ici fin 2016
		Absence d’une organisation locale fiable pour les catégories de couches vulnérables	Aider à la structuration des organisations qui existent	- Organiser 10 ateliers de formation des couches vulnérables pour aider à leur structuration en GIE d’ici à fin 2016
24. SECTEUR PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT				
24. Petites et	Difficulté d’accès aux sources de	Sources de financement existant pas très bien connu des potentiels porteurs de projets	Sensibiliser et informer les porteurs de projets sur les sources de financement existant	-sensibiliser et informer les porteurs de projets sur les sources de financement existant dans la commune d’ici à fin 2020
		Faible capacité des porteurs	Renforcer les capacités des porteurs de projets	- Organiser 30 ateliers de

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
Moyennes Entreprises Economie sociale et Artisanat	financement pour la création ou la consolidation d’une entreprise	de projets dans le montage des projets	dans le montage des projets	renforcement de capacité d’au moins e 50% des porteurs de projets dans le montage des projets dans la commune d’ici fin 2015
		Absence de garantie pour avoir accès aux crédits financements dans les banques classiques	Mettre en place un processus de refinancement des initiatives de création des entreprises	- mettre en place un processus de financement des initiatives de création de projets dans la commune avant 2015
		Tissu industriel peu développé dans l’espace géographique de la commune	Faciliter la création des industries dans l’espace géographique de la commune	- faciliter la création des industries dans l’espace géographique de la commune
25. SECTEUR CULTURE				
25. Culture	Difficulté à valoriser le potentiel culturel existant dans l’espace communal	Absence d’un foyer culturel communautaire	Construire un foyer culturel à : Kouogouo village 2 ; Tchouwong 2 ; Houong 2 ; Houong 4; Kouogouo Ville A ; Famkouo 1 (terrain disponible); Kongso 2 ; Metoh 1 (Terrain offert par Mr Mba Zacharie) ; Kena 1 ; Toket 1 ; Ngouache 1 ; Toloum Ndeudeuh ; Houong 1 ; Ngouache 2 ; Basse	-construire 15 foyers communautaires dans la commune de Bafoussam 3ème d’ici à fin 2020
		Travaux de construction du foyer culturel inachevé	Achever les travaux de construction du foyer communautaire à : Mbi 2 Kouogouo village 1 et Djunang Mete	-achever les travaux de construction des 03 foyers communautaires (Mbi 2, Djunang Mete, Kouogouo village 1) dans la commune avant fin 2017
		Inachèvement des travaux	Achever la construction du musée de la chefferie	- achever la construction du musée

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
		d'aménagement du musée Bamougoum	supérieure avec l'appui de l'UNESCO	royal de chefferie supérieure du groupement Bamougoum avec l'appui de l'UNESCO d'ici fin 2015
		Absence de manifestation culturelle au niveau de la commune	Créer un festival culturel pour promouvoir la culture Bamougoum (danses traditionnelles, art pastique, musique folklorique ...)	- créer un festival culturel pour promouvoir la culturel Bamougoum (danses traditionnelles, art plastique, musiques folklorique etc.) d'ici fin 2013
		L'inorganisation des acteurs culturels dans l'espace communal	Organiser les acteurs dans l'espace communal	-organiser les acteurs culturels dans la commune d'ici fin 2015 -- Adhérer au projet « <i>Route des chefferies</i> » avant fin 2011
		Faible valorisation du potentiel culturel existant dans la l'espace communal	Créer et rendre opérationnel des espaces culturels dans la commune	-créer et rendre opérationnels des 10 espaces culturels dans l'espace communal d'ici fin 2020
26. SECTEUR RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION				
26. Recherche scientifique et innovation	Difficulté pour les producteurs à avoir accès aux semences de bonne qualité et à haut rendement et pour les éleveurs à avoir accès aux souches animales de bonne race et de bonne productivité	-coût élevé des intrants et des semences améliorées sur le marché -non maîtrise des techniques agricoles -absence d'une station de recherche IRAD	-mettre à la disposition des agriculteurs des semences améliorées dans tous les villages -créer une station de recherche IRAD	-Créer et rendre fonctionnel 01 station de recherche IRAD dans la commune d'ici à fin 2017
		Présence de semences de qualité douteuse sur le marché local	Former les producteurs de semence et créer les points de vente agréés	-mettre à la disposition des producteurs des semences sélectionnées et meilleures races d'animaux dans la commune avant

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
				fin 2013
		-coût élevé des intrants et des meilleures races d'animaux sur le marché -non maîtrise des techniques d'élevage -absence d'une station de recherche IRAD	-mettre à la disposition des éleveurs de meilleures races d'animaux dans tous les villages -créer une station de recherche IRAD dans l'espace géographique de la commune	-former les producteurs de semences et créer les points de vente agréés dans la commune d'ici 2013
27. SECTEUR PROMOTION DE LA FEMME ET DE LA FAMILLE				
27. Promotion de la femme et de la famille	Difficulté d'accès aux infrastructures d'accompagnement de la jeune fille et pour les femmes à se voir impliquer véritablement dans les prises de décision pour ce qui concerne les initiatives de développement locale	Absence de centre de promotion de la femme	Créer un centre de promotion de la femme à : Houong 2 ; Kongso 2 ; Djunang-Mete ; Metoh 2	-Créer et rendre fonctionnel 02 centres de promotion de la femme dans la commune de d'ici à fin 2015
			Créer une délégation d'arrondissement de promotion de la femme et de la famille	-créer et rendre fonctionnel une délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille dans l'espace communal d'ici fin 2014
		Le faible niveau de scolarisation de la grande majorité des femmes	Renforcer le niveau de la scolarisation de la grande majorité des femmes	-Organiser 112 ateliers de sensibilisation des conjoints sur les responsabilités familiales dans l'espace communal d'ici fin 2020
		La marginalisation des femmes par certains hommes	Impliquer les femmes dans à tous les niveaux de prise de décision	
		L'abandon de la charge familiale aux femmes par certains hommes	Organiser les journées de sensibilisation des responsables des familles sur les responsabilités qui incombent aux chefs de famille.	

Secteur	Problème central	Causes pertinentes	Besoins identifiés	Besoins consolidés
28. L'INSTITUTION COMMUNALE				
28. L'Institution Communale	Difficulté à rendre opérationnel l'institution communale	Absences des infrastructures adéquates pour abriter les services de la commune	Construire et équiper un bâtiment pour abriter les services de la commune	- Doter l'institution communale d'une infrastructure appropriée pour abriter ces services d'ici fin 2016
		Insuffisance des stratégies à faire augmenter les recettes communales	Elaborer les stratégies pour faire augmenter les recettes municipales	- Faire augmenter de 50 % les recettes communales d'ici fin 2012
		Absence d'une plate forme de concertation entre la commune et les opérateurs privés et les SDE	Créer et rendre opérationnel une plate forme de concertation au niveau de la commune	-Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme de concertation publique privée dans la commune.
		Absence de réunion de coordination au sein de la commune	Instaurer une réunion de coordination avec le personnel de la commune et l'exécutif communal	-Mettre en place une réunion de coordination mensuelle au sein de l'institution communale
		Faible niveau de prestation des services par le service technique de la commune _ Absence d'engin pour les travaux dans la commune	Doter la commune d'un engin lourd pour les travaux techniques	-Faire augmenter de 50 % au moins le niveau de prestation de service au sein de l'institution communale d'ici fin 2012 en dotant la commune d'un engin lourd

5.PLANIFICATION STRATEGIQUE

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1 Vision et objectifs du PCD

5.1.1 Vision du PCD :

Promouvoir le développement économique et social du territoire dans la commune à travers :

- l'amélioration des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire de la commune,
- l'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- la protection de l'environnement et la gestion durable des sols,
- la facilitation du développement économique du territoire (création d'une zone industrielle, développement du partenariat secteur privé et commune, financement des activités de production).

Dans une période de trois ans (2011 à 2013), la commune de Bafoussam 3^{ème} envisage :

- une institution communale qui fonctionne bien et qui joue véritablement son rôle d'acteur au centre de la dynamique du développement local du territoire,
- une institution communale qui dans un partenariat avec le secteur privé, les services déconcentrés de l'Etat sur le territoire et les populations œuvrent ensemble pour l'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants,
- un espace géographique où les ressources naturelles existantes sont mieux gérées pour bénéficier au développement de toute la collectivité dans une perspective durable,
- un territoire dans lequel le principe de participation est le maître mot pour tous les acteurs qui interviennent dans le processus de développement.

Et sur une période à l'horizon 2035

- un espace géographique où de moins en moins les populations ont des difficultés de déplacement, des difficultés d'accès à l'eau potable, des difficultés d'accès à l'énergie électrique, etc.

Cette vision de développement définie par l'ensemble des acteurs sur le territoire de la commune de Bafoussam 3^{ème} est consignée dans une feuille de route qu'est le Plan Communal de développement.

5.1.2 Objectifs du PCD

Objectif global : Doter la Commune d'un document de référence qui définit la vision de développement dans son espace géographique et qui envisage les actions à entreprendre à court moyen et long terme.

Objectifs spécifiques

- Identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnelle l'institution communale,
- Identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs de développement dans l'espace géographique de la commune
- Mettre en place un cadre de concertation public - privé pour la mise en œuvre des activités inscrites dans le document de PCD
- Mettre en place une stratégie marketing en vue de la vulgarisation du document PCD et de la mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la mise en œuvre du document de PCD.

5.2 - Cadre logique par secteur

Tableau 4: Cadres logiques par secteur

5.2.1- Secteur domaines et affaires foncières

Problème central : Difficulté à bien gérer le potentiel foncier existant

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la bonne gestion du potentiel foncier			
Objectifs spécifiques	1- Organiser 90 ateliers d'éducation de la population et sensibiliser par voie d'ondes à travers les tranches d'antennes sur les procédures d'obtention du titre foncier d'ici fin 2016	90 ateliers d'éducation de la population effectivement organisés	- Procès Verbal des ateliers - Rapport des ateliers - Listes de présence - Commune, MINDAF - MINDUH	Disponibilité d'une source de financement
	2- Elaborer la carte foncière de l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3 ^{ème} d'ici fin 2013	Une carte foncière de l'espace géographique de la commune disponible	- commune - MINDAF - MINDUH	Disponibilité d'une source de financement
	3- Elaborer un plan de détaillé de la commune de Bafoussam 3 ^{ème} à partir du plan directeur d'urbanisme de la Mifi d'ici fin 2013	01 plan d'occupation des sols disponible	- Archivage communal, MINDUH, MINDAF	Disponibilité d'une source de financement
	4- Créer une plate forme de concertation entre la commune, Le MINDAF, le MINDUH et le MINADER d'ici fin 2012	Plate forme de concertation effectivement créée	- Textes de base qui régissent le fonctionnement de la plate forme - La décision de création de la plate forme	
	5- Sécuriser les 47,5 ha du domaine communal de d'ici fin 2014	47,5 ha du domaine de la commune effectivement sécurisés	- titre foncier - Numéro d'immatriculation - La décision de sécurisation du domaine de la commune	
Résultats	R1- 90 ateliers d'éducation de la population et de sensibilisation par voie d'onde sont organisés	Les populations de la commune de Bafoussam 3 ^{ème} qui sont éclairées sur les procédures d'obtention du titre foncier	- Procès verbaux des ateliers -	

	R2- La carte foncière de l'espace géographique de la commune est élaborer et disponible	La carte foncière de l'espace géographique de la commune de Bafoussam 3ème disponible			- carte foncière	
	R3- Un Plan d'occupation des sols de l'espace géographique de la Commune est disponible et appliqué	01 Plan d'occupation des sols disponible et effectivement appliqué			- commune - MINDAF - MINDUH	
	R4- Une plate forme de concertation avec le service des domaines et affaires foncières est créée et opérationnelle	La plate forme de concertation avec le service des domaines et affaires foncières opérationnelle			- textes de fonctionnement - Les rapports des activités réalisées dans le cadre de la plate forme	
	R5- 47,5 ha du domaine de la commune sont sécurisés et mis en valeur	47,5 ha du domaine de la commune sécurisés et effectivement mis en valeur			Titre foncier	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- sensibiliser la population sur les procédures d'obtention du titre foncier	x	x	x	4 000 000	Disponibilité d'une source de financement Engouement des populations
	A2- Réaliser la carte foncière avec l'aide des services du MINDAF	x	x	x	5 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A3- Elaborer le Plan détaillé d'occupation des sols de l'espace communal à partir du plan directeur d'urbanisme de la Mifi avec l'appui du MINDUH ET MINDAF	x	x	x	Pour mémoire	Disponibilité d'une source de financement
	A4- Formaliser la plate forme de concertation	x	x	x	500 000	
	A5- obtenir le titre foncier des 47,5 ha du domaine de la commune	x	x	x	2 000 000	
Total					11 500 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.2 -Secteur administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre

Problème central : Difficulté d'accès à certaines infrastructures sociales de base et sécuriser les personnes et les biens

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures sociales de base de l'administration et à la sécurité des personnes et des biens					
Objectifs spécifiques	1- Créer et rendre fonctionnel 10 centres spéciaux d'état civil d'ici à fin 2021	10 centres spéciaux d'état civil opérationnel d'ici 2021			-L'arrêté de création des centres spéciaux d'état civil -Rapports d'activité des centres d'alphabétisation -les registres des centres spéciaux d'état civil - PV de réception	
	2- Créer et rendre fonctionnel 02 postes de gendarmerie et construire un logement pour le commandant	02 postes de gendarmerie opérationnelle			- PV de réception	
	3- Construire et équiper la sous préfecture de l'arrondissement de Bafoussam 3 ^{ème} d'ici fin 2012	01 sous préfecture construite et équiper				
Résultats	R1 : 10 centres spéciaux d'état civil fonctionnel	10 centres spéciaux d'état civil qui fonctionnent			- archivage communal - Liste des officiers d'état civil	
	R2 : 02 postes de gendarmerie sont opérationnelle et un logement pour le commandant est construit	02 postes de gendarmerie qui fonctionnent et un logement pour le commandant disponible			- Liste des postes de gendarmerie - site d'implantation des gendarmeries	
	R3- Sous préfecture construite et équiper d'ici fin 2012	01 sous préfecture construite et équiper				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1- Demander la création de 10 centres spéciaux d'état civil,	x	x	x	600 000	
	A1.2- Construire et équiper 10 centres spéciaux d'état civil dans la commune	x	x	x	120 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2.1- Demander la création de 02 postes de gendarmerie	x	x	x	50 000	
	A2.2- Construire et équiper 02 postes de gendarmerie avec logement astreint pour le commandant	x	x	x	100 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A3- Construction et équipement de la sous préfecture d'ici fin 2012	x	x	x	50.000.000	
Total					270.650 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.3 - Secteur Jeunesse

Problème central : Difficulté d'accès aux structures de formation et d'animation de jeunesse

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux structures de formation et d'animation de jeunesse dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 56 centres d'alphabétisation dans la commune d'ici à fin 2031	56 centres d'alphabétisation fonctionnels	-La décision de création des centres d'alphabétisation -Rapports d'activité des centres d'alphabétisation -Les programmes développés dans les centres d'alphabétisation - PV de réception - Liste des personnes qui fréquentent les centres	
	2-Créer et rendre fonctionnel 02 centres de loisirs pour jeune dans le centre urbain de la commune d'ici à fin 2016	02 Centres loisirs pour jeune fonctionnel	-La décision de création loisirs -Rapports d'activité des centres de formation et d'animation -Les programmes développés dans les centres de formation et d'animation - liste des personnes qui fréquentent le centre - PV de réception	
	3- Créer un centre multifonctionnel de promotion des jeunes dans la commune d'ici fin 2020	Un centre multifonctionnel de promotion des jeunes opérationnel	-Décision de création - Rapports d'activité du centre multifonctionnel -Les programmes développés dans le centre multifonctionnel - PV de réception	
	4- Créer une délégation d'arrondissement du ministère de la jeunesse dans l'espace	Une délégation d'arrondissement du ministère	-Décision de création de la délégation d'arrondissement	

	communal d'ici à fin 2016	de la jeunesse fonctionnel	- Les rapports d'activité de la délégation d'arrondissement - Les projets développés par la délégation d'arrondissement	
	5- organiser 168 ateliers de renforcement de capacité des membres des organisations et associations de la jeunesse de la commune d'ici à fin 2021	168 ateliers de renforcement des capacités des membres des organisations et associations de la jeunesse organisés	- La décision d'organisation des ateliers de renforcement des capacités des jeunes - Procès Verbal des ateliers - Rapport des ateliers - Listes de présence - Modules développés pendant les ateliers	
	6- Elaborer un plan stratégique pour la lutte contre la délinquance juvénile d'ici à fin 2016	Un plan stratégique pour la lutte contre la délinquance disponible	- Plan de lutte contre la délinquance - Rapport des étapes d'élaboration du plan de lutte contre la délinquance - La décision d'élaboration du Plan de lutte contre la délinquance	
	7- Créer un fond d'insertion socioéconomique pour le financement des micros projets des jeunes de la commune d'ici à fin 2021	Un fond d'insertion socioéconomique pour le financement des micros projets des jeunes de la commune disponible.	- Décision de création du fond	
Résultats	R1 : 56 centres d'alphabétisation sont créés et sont fonctionnels dans la commune	Nombre de centres d'alphabétisation opérationnelle	- Liste des centres d'alphabétisation - site d'implantation des centres d'alphabétisation	
	R2 : 02 Centres de formation et d'animation pour jeunes sont créés et sont fonctionnels dans la commune	02 centres de formation et d'animation pour jeune qui fonctionnent	- Archive communale - liste des centres de formation et d'animation des jeunes	
	R3- 01 centre multifonctionnel de promotion des jeunes est créé et est fonctionnel dans la commune	Un centre multifonctionnel disponible	Site d'implantation du centre	Connaitre les domaines de formation des jeunes
	R4- 01 délégation d'arrondissement du	Une délégation	- Site d'implantation du centre	

	ministère de la jeunesse est créée et est fonctionnelle dans l'espace géographique de la commune.	d'arrondissement du ministère de la jeunesse qui fonctionne	-décision d'affectation du personnel - Liste des délégations d'arrondissement dans la région			
	R5- 168 ateliers de renforcement de capacité des membres des organisations et associations de la jeunesse sont organisés	50% des membres des associations et organisation de la jeunesse ont reçu la formation - 168 ateliers de formation réalisés	- projets mis en œuvre par les jeunes de la commune		Enquête pur préciser les domines de la formation	
	R6- 01 plan stratégique pour la lutte contre la délinquance est élaboré et est appliqué dans la commune	Le plan stratégique pour la lutte contre la délinquance est opérationnel	- Plan stratégique pour le lutte contre la délinquance		Savoir les causes de la délinquance	
	R7- Un fond d'insertion socioéconomique pour le financement des micros projets des jeunes de la commune est disponible	Montant du fond d'insertion socioéconomique pour le financement des micros projets des jeunes connus et disponible	- Fond d'insertion socioéconomique			
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1-1 Demander la création de 56 centres d'alphabétisation dans la commune	x	x	x	560 000	
	A1-2 Construire et équiper les centres d'alphabétisation dans la commune	x	x	x	448 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2-1 Demander la création de 02 centres de formation et d'animation	x	x	x	20 000	
	A2.2- Construire et équiper 02 centres de formation et d'animation dans la commune	x	x	x	60 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A3.1- Demander la construction du centre multifonctionnel de promotion des jeunes	x	x	x	10 000	
	A3.2- Construire et équiper le centre multifonctionnel de promotion des jeunes	x	x	x	90 000 000	Disponibilité d'une source de financement

	A4.1- Demander la création d'une délégation d'arrondissement du ministère de la jeunesse	x	x	x	10 000	
	A4.2- Construire la délégation d'arrondissement du ministère de la jeunesse dans la commune	x	x	x	20 000 000	
	A4. 3-Rédiger une demande pour affectation de personnel	x	x	x		
	A5.2- Tenir les ateliers de renforcement des capacités des membres des organisations et associations de la jeunesse	x	x	x	16 800 000	
	A.6- Rédiger le plan stratégique pour la lutte contre la délinquance et appliqué avec les services concernés	x	x	x	1 000 000	
	A7.1- Constituer le fond d'insertion socioéconomique pour le financement des micros projets des jeunes	x	x	x	2 000 000	
	A7.2- Octroyer des bourses scolaires aux élèves méritants	x	x	x	10 000 000	
	A7.3- organiser les œuvres de vacances (colonies de vacances, excursions, centres aérés)	X	x	x	5 000 000	
	A7.4- Organiser les stages de vacances pour 150 enfants par an	X	x	X	3.000.000	
	A7.5- Sensibiliser les populations sur l'importance de l'éducation des adultes	x	x	x	5 000 000	
Total					661 400 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.4 - Secteur santé publique

Problème central : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité et à moindre coût

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité et à moindre coût dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 14 centres de santé intégrés dans la commune d'ici fin 2031	14 centres de santé intégrée opérationnels	-La décision de création des centres de santé intégrée -Rapports d'activité des centres de santé intégrée, - PV de réception	
	2- Achever les travaux de construction et rendre fonctionnel le centre de santé intégré de Keuleu d'ici fin 2013	centre de santé de Keuleu fonctionnel	-Commune ; District de santé ; MINTP -Service du patrimoine MINDAF -La décision de construction du centre de santé ; Rapports d'activité du centre de santé intégré	
	3- Négocier l'affectation de 01 médecin généraliste et de 04 infirmiers au Centre Médical d'Arrondissement de Kongso d'ici fin 2013	01 médecin et 04 infirmiers affectés au CMA de Kongso	- Les décisions d'affectation - les rapports d'activités du personnel	
	4-équiper en matériel de laboratoire et en matériels de soins médicaux le CMA de Kongso d'ici 2016	La qualité de service dans la quasi-totalité des structures de santé publique dans la commune s'améliore de plus en plus	Liste du matériel de laboratoire et de soins médicaux, bon de commande et d'achat du matériel, bordereaux de réception du matériel	
	5- transformer le CMA de Kongso en Hôpital de district d'ici 2020	Le CMA est érigé en Hôpital de District	-décision de la transformation -rapport des activités de HD	
Résultats	R1 : 14 centres de santé intégrée sont créés et sont fonctionnels dans la commune.	14 centres de santé intégrée opérationnels	- Liste des centres de santé intégrée -Site d'implantation des centres de santé intégrée	
	R2 : Centre de santé intégré de Keuleu achevé, équipé et opérationnel d'ici 2013	01 centre de santé intégré fonctionnel à Keuleu	Site d'implantation du centre de santé PV de réception des travaux.	
	R3- 01 médecin généraliste et 04 infirmiers diplômés d'état sont affectés et sont en service au Centre Médical d'Arrondissement de Kongso	01 médecin généraliste et 04 infirmiers sont en activité au Centre Médical d'Arrondissement	- CV du personnel - Note d'affectation du personnel, attestation de présence effective	
	R4- CMA de Kongso équipé en matériels de laboratoire et de soins médicaux de qualité et en quantité suffisante.	Un service de qualité est désormais dans le CMA de Kongso	Enquêtes auprès des bénéficiaires dans les structures publiques de santé	

	R5- Le CMA DE Kongso est transformé en Hôpital de District d'ici fin 2020	Le CMA de Kongso qui est effectivement transformé en HD			Site de transformation	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Demander la création de 14 centres de santé intégrée dans la commune.	x	x	x	530 000	
	A1.2- Construire et équiper 14 centres de santé intégré dans la commune.	x	x	x	840 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2.1- engager les travaux d'Achèvement de la construction du CSI abandonné de Keuleu	x	x	x	50 000 000	
	A2.2- Equiper et affecter un personnel médical au CSI de Keuleu	x	x	x	20 000 000	
	A3- Demander l'affection d'un médecin généraliste et 04 infirmiers au centre Médical d'arrondissement de Kongso	x	x	x	50 000	Disponibilité d'une source de financement
	A4.1- faire un inventaire des besoins en matériels de soins de santé et de laboratoire dans le CMA de Kongso pour savoir quel équipement acheter	x	x	x	Pour mémoire	
	A4.2- Commander et acheter les équipements pour le laboratoire du CMA de Kongso	x	x	x	20 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A4.3- Réhabiliter et sécuriser les bâtiments et les points d'eau existant du CMA de Kongso				85 000 000	
	A5- rédiger et suivre la demande transformation du CMA en hôpital de district	x	x	x	20 000	
Total					1 015 600 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.5 - Secteur Travaux publics

Problème central : Difficulté de déplacement dans la quasi-totalité de la Commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter les déplacements dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-Bitumer 67,5 km de route dans la commune d'ici à fin 2035	67,5 km de route bitumées	- La décision de bitumage des routes, Les rapports d'avancement des travaux, Commune, MINTP	Disponibilité de financement
	2- Reprofiller (compactage) 173,5 km de route dans la commune d'ici à fin 2035	173,5 km de route reprofilées	-La décision de reprofilage des routes - Les rapports d'avancement des travaux	
	3- Ouvrir 98,7 km de routes dans la commune d'ici à fin 2026	98,7 km de routes ouvertes	-La décision d'ouverture des routes - Les rapports d'avancement des travaux	
	4- Construire 163 ponts en matériaux définitifs dans la commune d'ici à fin 2035	163 ponts construits en matériaux définitifs	-La décision de construction de ponts - Les rapports d'avancement des travaux - PV de réception	
	5- Construire et gérer 03 barrières de pluies dans la commune d'ici à fin 2016	03 barrières de pluies fonctionnelles	-La décision de construction des barrières de pluies - Les rapports d'avancement des travaux - PV de réception des travaux	
	6-Construire 64 passages busés dans la commune d'ici à fin 2021	64 passages busés sont opérationnels	- PV de réception des travaux	
Résultats	R1- 67,5 km de route sont bitumés dans la commune	67,5 km de route sont praticables	-kilométrage des routes bitumées, PV de réception des travaux	
	R2- 173,5 km de route sont reprofilées dans la commune	173,5 km de route sont praticables	-kilométrage des routes reprofilées, PV de réception	
	R3- 98,7 km de routes sont ouvertes dans la commune	98,7 km de route qui sont praticables	-kilométrage des routes ouvertes, PV de réception des travaux	
	R4- 163 ponts sont construits en matériaux	163 ponts praticables	-plan de situation, PV de réception	

	définitifs dans la commune.				des travaux	
	R5- 03 barrières de pluies sont construites et opérationnelles dans la commune d'ici 2016	03 barrières de pluies fonctionnelles			-liste des barrières de pluies, PV de réception des travaux	
	R6- 64 passages de buses sont construits dans la commune d'ici 2021	64 passages de buses opérationnels			-Plan de situation, PV de réception des travaux	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1-Effectuer les travaux de Bitumage de 67,5 km de route dans la commune.	x	x	x	16 875 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2- Effectuer les travaux de Reprofilage (compactage) de 173,5 km de route dans la commune.	x	x	x	260 250 000	Disponibilité d'une source de financement
	A3.1 – Identifier les tronçons et faire le piquetage de 98,7 km de route à ouvrir dans la commue	x	x	x	493 500 000	Disponibilité d'une source de financement
	A3.2- ouvrir sur le traçage 98,7km dans la commune	x	x	x		
	A4- Effectuer les travaux de Construction de 163 ponts en matériaux définitifs dans la commune	x	x	x	8 150 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A5- Construire et gérer trois barrières de pluie dans la commune	x	x	x	3 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A6- Effectuer les travaux de Construction de 64 passages de buses dans la commune	X	X	X	96 000 000	Disponibilité d'une source de financement
Total					25 877 750 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

NB : selon les informations reçues du sectoriel, les coûts sont estimés comme suit : Bitumage zone urbaine : 250 000 000 FCFA/Km, Reprofilage route à l'Ouest : 1 500 000F/ Km, Route à ouvrir dans la région de l'Ouest : coût moyen est de 5 000 000 FCFA/km d'ouverture. Un passage busé de 7m linéaire et diamètre 800 coûte 630 000 F sans remblai et M.O Pose.

5.2.6 - Secteur agriculture

Problème : Difficulté pour les Agriculteurs à obtenir des bons rendements agricoles

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Améliorer durablement les rendements agricoles			
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 03 nouveaux postes agricoles dans la commune de Bafoussam 3ème d'ici fin 2016	03 postes agricoles créés et fonctionnels.	- Les décisions administratives de création des postes agricoles - Les rapports d'activités des différents chefs de poste agricole - PV de réception	
	2- Construire et rendre opérationnel les 5 postes agricoles créés (Djunang Latsit, Bassé, Doumdi, Kongso, Bakassa à Famkouo I) dans la commune d'ici fin 2016	05 postes agricoles disposent chacun d'un bâtiment et fonctionnent effectivement	- Procès verbal de réception du chantier - Descente sur le terrain	
	3- Organiser 560 ateliers de formation sur les techniques culturales d'ici fin 2026	560 ateliers de formations des agriculteurs organisés.	-Rapport des ateliers de formation, listes de présence -Programmes développés pendant les ateliers, PV des d'atelier de formation	
	4- Organiser 03 ateliers avec les encadreurs agricoles d'ici à fin 2015 pour les redynamiser.	Les services d'encadrement des producteurs sont redynamisés et font vraiment leur travail sur le terrain.	-Rapport des ateliers de formation, listes de présence -Contenu des discussions pendant les ateliers PV des ateliers de formation	
	5- Restaurer la fertilité du sol par la pratique de l'agro foresterie dans la zone rurale d'ici à fin 2035	L'agro foresterie est pratiquée en zone rurale et les sols sont de plus en plus fertiles	- Descente sur le terrain - Nombre d'arbres et arbustes de légumineuses plantés	
	6- Subventionner l'agriculture en mettant sur pied un système de crédit de warrantage et construire un magasin de stockage à Kongso	Un Fond pour le financement du crédit de warrantage est disponible à la commune	- Document de crédit - Procédure d'octroi du crédit	
	7- Construire et équiper le CEAC (centre d'éducation et d'action communautaire) de Kongso d'ici fin 2016	CEAC construit et fonctionnel	- Descente sur le terrain	
Résultats	R.1 : 03 nouveaux postes agricoles sont créés et opérationnels dans la Commune	03 nouveaux postes agricoles opérationnels	- Listes des postes agricoles - Sites d'implantation des postes agricoles	
	R.2 : 05 postes agricoles construits et opérationnels.	05 bâtiments sont construits et abritent effectivement les différents	-Site d'implantation du poste agricole, certificat de donation du site ou titre	

		postes agricoles.	foncier.			
	R.3 : 560 ateliers de formation sur les techniques culturales sont organisés à l'attention des agriculteurs de la commune.	560 ateliers organisés et les agriculteurs de la commune mieux outillés sur les techniques agricoles.	-Nombre de séances de formations organisées. -Nombre d'agriculteurs formés. -PV d'ateliers ou de réunion de formation			
	R.4 : 03 ateliers de renforcement de capacité des cadres sont organisés avec les chefs des services d'encadrement des producteurs existants dans la commune.	Les services d'encadrement des producteurs sont plus dynamiques.	-Nombre d'activités organisées par an -Rapport d'activités			
	R.5 : La fertilité du sol est restaurée avec la pratique de l'agro foresterie dans la zone rurale de la commune.	Fertilité du sol restauré et de bons rendements obtenus	- listes de légumineuses plantées			
	R.6 : un fond pour le financement de l'agriculture disponible et accessible.	Fond disponible et accessible aux producteurs	Magasin de stockage construit			
	R.7 : Un CEAC est construit et opérationnel	Un C EAC construit et opérationnel	Rapport d'activités			
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 - Demander la création de 03 postes agricoles dans la commune.	x	x	x	30 000	
	A1.2- Construire et équiper 03 nouveaux postes agricoles	x	x	x	60 000 000	
	A2- Construire et équiper les cinq postes agricoles existants.	x	x	x	10 000 000	
	A3- Organiser et tenir 560 ateliers de formations des producteurs agricoles	X	X	X	28 000 000	
	A4- Organiser et tenir 03 ateliers avec les chefs des services d'encadrement des producteurs existants dans la commune	X	X	X	600 000	
	A5-1 Distribuer 100 000 plants de légumineuses aux agriculteurs de la commune pour aider à la restauration de la fertilité du sol	X	X	X	100 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A5-2 Appuyer les producteurs à élaborer au moins 20 dossiers par an des microprojets des demandes d'appui de transfert en capital	x	x	x	10 000 000	
	A6- constituer un fonds pour le crédit de Warrantage à la commune'				15 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A7 - Construire et équiper le CEAC et une délégation d'arrondissement	X	X	X	75 000 000	Disponibilité d'une source de financement
Total					299 630 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.7 - Secteur sport et éducation physique

Problème central : Difficulté d'accès à aux infrastructures sportives

	Logique d'intervention	Indicateur vérifiable	objectivement	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures sportives dans la commune				
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 10 aires de jeux dans la commune d'ici fin 2015	10 aires de jeux praticables		-identifier le site, l'acquérir et le sécurisé Rapports des travaux	
	2- Acquérir, construire et rendre fonctionnel le stade FÔH SAAGONG à Gouaché 3	un stade construit et praticable à gouache 3		Rapports des travaux PV de réception des travaux	
Résultats	R1: 10 aires de jeux sont créées et opérationnelles	10 aires de jeux praticables		Liste et sites de création des aires de jeux	
	R2 : un stade est construit et opérationnel	01 stade construit et praticable		Site de construction du stade	
Activités		Moyens			Coût
		Humain	Matériel	financier	
	A1.1 : Négocier les sites pour la création de 10 aires de jeux dans la commune.	x	x	x	100 000
	A1.2: Construire, équiper et rendre fonctionnel 10 aires de jeux	x	x	x	100 000 000
	A2- Construire et aménager 01 stade à Gouache3 (FÔH SAAGOONG)	x	x	x	5 000 000
Total					105 100 000

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.8 - Secteur postes et télécommunications

Problème central : Difficulté d'accès aux réseaux téléphoniques de qualité (Orange, MTN, CAMTEL), aux réseaux audio visuel et de communication et aux réseaux internet à haut débit dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux réseaux de télécommunication dans la commune			
Objectifs spécifiques	1- Etendre le réseau téléphonique fixe et réduire les zones d'ombre pour la téléphonie mobile dans la commune d'ici fin 2025	- Poteaux et câble téléphoniques présents, - présence du réseau mobile.	Réseaux fixe et mobile accessible dans la commune	
	2-créer et rendre fonctionnel une radio communautaire à King place.	Une radio communautaire fonctionnel	Informations suivies depuis la fréquence de la radio communautaire	
	3-créer et rendre fonctionnel un centre multi média à Kongso I.	Un centre multi média qui est créé et fonctionne effectivement	Disponibilité des machines et accessoires	
	4- Accroître la capacité du débit de connexion à l'internet dans la commune.	La qualité de la connexion à internet renforcé	-Internet accessible -Réseau fluide	
	5- créer, construire et rendre fonctionnel un bureau de courrier postal dans la commune d'ici fin 2012	Un bureau de poste construit et fonctionnel.	-décision de création	
Résultats	R1 : le réseau de téléphonie fixe est étendu et les zones d'ombres de la téléphonie mobile sont réduites.	- Poteaux et câble téléphoniques présents, - présence du réseau mobile.	Réseaux fixe et mobile accessible dans la commune	
	R2 : une radio communautaire est construite et fonctionnelle dans la commune	Une radio communautaire opérationnelle	Site d'implantation de la radio communautaire	
	R3 : un centre multi média est créé et est fonctionnel dans la commune.	Un centre multi média opérationnel	Site de la création du centre multi média	
	R4 : Une connexion internet à haut débit est opérationnelle dans la commune.	Connexion internet à haut débit disponible	Connexion à internet fluide et rapide -présence des centres multimédias	

	R5-Un bureau de poste est construit et est opérationnel dans la commune.	Un bureau de postes fonctionnel			Site d'implantation	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1 Etendre le réseau de la téléphonie fixe et réduire les zones d'ombres pour la téléphonie mobile	x	x	x	Pour mémoire	
	A2.1- Demander la création d'une radio communautaire dans la commune	x	x	x	Pour mémoire	
	A2.2- Construire une radio communautaire et le rendre opérationnel à King place	x	x	X	40 000 000	
	A3- Créer et construire un centre multi fonctionnel y compris un bureau de courrier postal dans la commune	X	x	x	80 000 000	
	A4- Renforcer le réseau internet dans la commune	x	x	x	Pour mémoire	
Total					120 000 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.9 - Secteur transport

Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure adéquat pour le transport inter- village et urbain de qualité

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une infrastructure adéquate pour le transport inter-village et le transport urbain de qualité dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 04 gares routières dans la commune d'ici fin 2015	Les 04 gares routières créées et opérationnelles	Rapports des activités des gares routières	
	2- trouver un site, construire et aménager une gare routière communale d'ici fin 2015	Un site sécurisé, une gare routière communale construite	-titre foncier -certificat de donation	
	3- former les conducteurs de moto sur la conduite défensive dans l'espace communale d'ici fin 2015	nombre de conducteurs de moto taxi formés sur la conduite défensive	Permis de conduire délivré par l'auto- école	
	4-ouvrir un fichier d'identification des conducteurs et propriétaires de taxis et mototaxis dans l'espace communale d'ici fin 2015	Un fichier d'identification ouvert, les conducteurs et propriétaires de moto et taxis enregistrés	Récépissé d'enregistrement	
	5- organiser les campagnes de recouvrement forcé au moins cinq fois par an dans l'espace communale	Au moins 05 réunions tenues par an à la commune avec les transporteurs	-rapports des réunions -Bordereau de versement	
Résultats	R1 : 04 gares routières sont créées et sont fonctionnelles dans la commune	04 gares routières opérationnelles	Liste et sites d'implantation des gares routières	
	R2- un site pour construction de la gare routière communale disponible et sécurisé dans l'espace communal	Un site sécurisé pour la construction de la gare routière communale	-titre foncier -certificat de donation	
	R3- 60 % de Conducteurs formés dans l'espace ont chacun un permis de conduire	60 % Des conducteurs formés réellement sur la conduite défensive	Permis de conduire délivré par l'auto école	
	R4- un fichier d'enregistrement est ouvert dans l'espace communal	Un fichier d'identification ouvert et nombre de conducteurs et	Récépissé d'enregistrement	

		propriétaires des motos et taxis enregistré				
	R5- Au moins 05 réunions de Campagne de recouvrement forcé sont organisées par an dans l'espace communal	05 réunions de campagne de recouvrement forcé sont organisées			-rapport des réunions -bordereau de versement	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1: Construire et aménager 04 gares routières dans la commune	x	x	x	52 000 000	
	A2: Sensibiliser et encourager les conducteurs sur l'importance du permis de conduire dans l'espace communal	x	x	x	250 000	
	A3: Ouverture d'un fichier communal pour identification des conducteurs dans l'espace communal	x	x	X	250 000	
	A4: Programmation et organisation des campagnes de recouvrement dans l'espace communal	X	x	x	1 000 000	
	A5: Formation et renforcement des capacités des conducteurs de moto et taxis	x	x	x	2 000 000	
Total					55 500 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.10 - Secteur Enseignement Supérieur

Problème central : Difficulté d'accès à une éducation de qualité dans l'enseignement supérieur

	Logique d'intervention	Indicateur vérifiable	objectivement			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux structures de l'enseignement supérieur dans la commune						
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 01 université dans la commune d'ici à fin 2025	Une université créée, construite et opérationnel				-La décision de création de l'université, -décision d'ouverture	
Résultats	R1 : 01 université est créée et est fonctionnel dans la commune	01 université créée, construit et qui fonctionne effectivement				Site d'implantation de l'université (King place),	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation	
		Humain	Matériel	financier			
	A1 : Demander la création d'01 université dans la commune.	x	x	x	200.000		
Total					200.000		

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.11- Secteur Forêt Et Faune

Problème central : Difficulté de Protéger le patrimoine forestier et les arbustes parsemés dans l'espace communal

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la protection du patrimoine forestier et des arbustes parsemés dans la commune					
Objectifs spécifiques	1- reboiser 02 zones forestières dans la commune d'ici fin 2015	Les 02 Zones forestières reboisées			Travaux de reboisement	Espace disponible, contrainte de la pression foncière
	2 -sensibiliser les populations sur l'importance de la création de 21 espaces verts dans la zone urbaine de la commune d'ici fin 2015	- 21 Espaces verts créés			Rapports des travaux de d'aménagement	Espace disponible
	3- Mettre en valeur 144 ha de la réserve forestière de Kouabang II d'ici fin 2035	Au moins 5 ha mise en valeur par an			Visite du site	Budget disponible
	4- sécuriser et protéger le patrimoine forestier de la commune d'ici fin 2015	Patrimoine forestier sécurisé et protégé			-certificat de sécurisation -personnel de protection	Délimitation et immatriculation, surveillance des forêts
Résultats	R1 :02 zones forestières sont durablement reboisées dans la commune	02 Zones forestières sécurisées et reboisées			sites des zones de reboisement	
	R2- 21 espaces verts sont créés et sont aménagés dans la zone urbaine de la commune	Les 21 Espaces verts créés, sécurisés et protégés			Liste et sites des espaces verts créés	
	R3 : au moins 5 ha de la réserve forestière sont mise en valeur chaque année	5 ha de la réserve forestière mise en valeur par an			Site mise en valeur	Budget disponible
	R4- le Patrimoine forestier (144 ha) de Kouabang II est sécurisé et protégé.	Titre de sécurisation			-certificat de sécurisation -personnel de protection	Délimitation et immatriculation, surveillance des forêts
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Aménager et reboiser 02 zones forestières dans la commune	x	x	x	45 435 000	
	A2- Aménager 21 espaces verts dans la zone urbaine de la commune	x	x	x	21 000 000	
	A3- Aménager et mettre en valeur 05 ha de la réserve forestière par an pendant 25 ans	x	x	x	250 000 000	
	A4- Matérialiser, délimiter, Sécuriser et sensibiliser la population sur la réserve forestière de Kouabang	x	x	x	1 000 000	
Total					317 435 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.12- Secteur Mines et Développement Industriel

Problème central : Difficulté pour l'institution communale à mettre en valeur le potentiel minier et industriel existant

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la mise en valeur du potentiel minier existant dans la commune			
Objectifs spécifiques	1- Réaliser une étude de faisabilité pour l'aménagement et l'exploitation de l'ensemble des ressources minières existantes dans la commune d'ici fin 2012	Une étude de faisabilité pour l'aménagement et l'exploitation de l'ensemble des ressources minières existantes est réalisée	Rapport de l'étude de faisabilité	
	2- Mettre en place une plate forme de collaboration entre le service technique étatique compétant et la commune d'ici fin 2012	une plate forme de collaboration entre le service technique étatique compétant et la commune créée	-Statut -Règlement intérieur - texte de fonctionnement de la plateforme	
	3-Réguler la gestion des 22 carrières de pierre, 13 carrières de sable, 04 carrières de latérites 02 carrières de pouzzolane et 01carrière d'argile présentes dans la commune d'ici fin 2016	La gestion de 42 carrières régulée selon la réglementation en vigueur	Documents précisant et réglementant le mode de gestion	
	4-Créer une zone industrielle avec la collaboration du MAGZI dans la commune	Une zone industrielle créée et habitée par les industries	- Plan de situation	
Résultats	R1- 01 étude de faisabilité pour l'aménagement et l'exploitation de l'ensemble des ressources minières existantes dans la commune est réalisée	Carrière exploitées	-Rapport de l'étude de faisabilité -documents disponibles	
	R2 - 01 plate forme de collaboration entre le service technique étatique compétant et la commune est mise sur pied et est opérationnelle	une plate forme de collaboration opérationnelle	- Rapport de la plate forme de collaboration - jours de rencontre connus	
	R3- La gestion des 42 carrières minières est régulée	les 42 carrières exploitables	- Liste des carrières exploitées - Sites d'exploitation	
	R4- 01 nouvelle zone industrielle est créée et	Une zone industrielle créée et	Site de la zone industrielle	

	est fonctionnelle dans l'espace communal	fonctionnelle			(localisation)	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Réaliser une étude de faisabilité pour l'exploitation de l'ensemble des carrières existantes dans la commune	X	X	X	1 000 000	Par les services techniques
	A2- organiser une réunion de concertation avec le service des mines pour adopter les textes de fonctionnement de la plate forme	X	X	X	500 000	Aménagement des sites plus rentables
	A3.1- Réguler et formaliser la gestion des ressources minières de la commune	X	X	X	500 000	
	A3.2- acquisition du matériel permettant l'exploitation et le transport (pelle-chargeuse et 02camions bennes)	x	x	x	200 000 000	
	A3.3- aménager un point de dépôt et de vente des produits de carrière	x	x	X	500 000	
	A4- Solliciter la création d'une nouvelle zone industrielle dans l'espace communal	X	X	X	100 000	
Total					202 600 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.13 - Secteur Travail et Sécurité Sociale

Problème central : difficulté pour les populations à avoir accès à une couverture pour sécurité sociale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une couverture sociale de qualité des populations dans la commune					
Objectif spécifique	1- Sensibiliser les populations pour leur immatriculation à la CNPS	Au moins 40% des populations s'affilient à la caisse de prévoyance sociale			-	Accélérer le processus de réflexion du comité de pilotage de la réforme sur la sécurité sociale.
	2- Créer et rendre fonctionnel 10 mutuelles communautaires de santé dans la commune d'ici 2016	10 mutuelles de santé créées et fonctionnelles			- Texte de création - Conditions d'adhésion - Listes des adhérents	
	3-sensibiliser et former les partenaires sociaux sur la nécessité de l'application du code de sécurité sociale	Au moins 50% des partenaires sociaux formés			- PV de formation, - contenu de formation	
Résultats	R1 : Au moins 40% des populations se sont affiliées à la caisse de prévoyance sociale	Nombre de personnes affiliées à la CNPS			- Fiche d'adhésion à la CNPS	
	R2 : 10 mutuelles communautaires de santé sont créées et sont opérationnelles d'ici 2016	Nombre de mutuelles communautaires de santé opérationnelles.			Liste des mutuelles et les membres	
	R3 : Au 50% des partenaires sociaux sont formés sur l'application du code de sécurité sociale.	Nombre de partenaire sociaux formé			Liste de présence, rapport de formation	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1- demander la Création de 10 mutuelles communautaires de santé dans la commune	X	X	X	40 000	
	A1.2- Organiser 112 ateliers de sensibilisation de la population sur la nécessité d'adhérer aux mutuelles de santé.	X	X	X	2 200 000	
	A.2- construire et aménager 10 mutuelles communautaires de santé.				50 000 000	
	A3 : solliciter la création et la construction d'un bureau périodique de la CNPS dans la commune				20 000 000	
Total					72 240 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.14 - Secteur Éducation De Base

Problème central : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité dans certaines communautés

	Logique d'intervention	IOV (indicateur objective vérifiable)	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à une éducation de base de qualité			
Objectifs spécifiques	1-Créer et construire 24 nouvelles écoles primaires dans la commune d'ici fin 2026	24 nouvelles écoles primaires publiques opérationnelles	-La décision de création des EP - la liste du personnel affecté	Indisponibilité fréquente de site -ex : EP TCHU et NGOUE
	2-Construire 66 salles de classe dans certaines écoles de la commune d'ici fin 2026	66 salles de classe construites dans les écoles primaires de la commune.	- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	Insuffisance de 96 salles de classe
	3-Construire 02 blocs administratifs dans certaines écoles de la commune d'ici fin 2026	02 blocs administratifs construits dans certaines écoles de la commune.	- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	Insuffisance de 15 blocs administratifs
	4-Doter certaines écoles primaires de la commune de 600 tables- bancs d'ici fin 2021	600 tables-bancs disponibles dans les écoles primaires de la commune.	- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	5-Affecter 40 nouveaux instituteurs dans les écoles primaires de la commune d'ici fin 2021	40 nouveaux instituteurs affectés dans les écoles primaires de la commune.	- Note d'affectation - Note de prise de service	Affecter 150 personnels enseignants
	6-Créer et construire 27 nouvelles écoles maternelles dans la commune d'ici fin 2026	27 nouvelles écoles maternelles publiques créées dans la commune.	- La décision de création des EP - la liste du personnel affecté	Indisponibilité de site Ex : EM Toket
	7- Équiper en 50 tables et 200 chaises certaines écoles maternelles de la commune d'ici fin 2015	50 tables et 100 chaises disponibles dans certaines écoles maternelles de la commune.	- PV de réception - Listes des écoles maternelles bénéficiaires	
	8-Construire un point d'eau dans 18 écoles primaires de la commune d'ici fin 2021	Les points d'eau construits et fonctionnels dans 18 écoles primaires de la commune	- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	

	9-Construire des latrines dans 25 écoles primaires de la commune d'ici fin 2021	une latrines construite et fonctionnelle dans chacune des 25 écoles primaires de la commune	- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	10-Fabriquer des bacs à ordures dans 28 écoles primaires de la commune d'ici fin 2021	Un bac à ordures posé dans chacune des 28 écoles primaires de la commune	- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	11-Construire la clôture de 35 écoles primaires et écoles maternelles de la commune d'ici fin 2035	Une clôture construite dans chacune des 35 écoles primaires et écoles maternelles de la commune	- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	12- construire et équiper une inspection d'arrondissement d'éducation de base		-	
Résultats	R1 : 24 nouvelles écoles primaires sont créées et fonctionnelles dans la commune	24 nouvelles écoles primaires opérationnelles	- Liste des écoles primaires - Site d'implantation des écoles primaires	Privilégié la construction des salles de classe
	R2 : 66 nouvelles salles de classe sont construites dans certaines écoles primaires de la commune.	66 salles de classes construites et opérationnelles	- Liste des écoles primaires bénéficiaires -	
	R3 : 02 blocs administratifs sont construits dans certaines écoles primaires de la commune.	02 blocs administratifs qui sont construits	- Liste des écoles primaires bénéficiaires -	
	R4- 600 nouveaux tables-bancs sont fabriquées et disponibles dans certaines écoles primaires de la commune	600 tables-bancs fabriquées et utilisées dans les écoles	- Liste des écoles primaires bénéficiaires - Bon commande et de réception	
	R5- 40 nouveaux instituteurs sont affectés et sont en service dans certaines écoles primaires de la commune.	40 nouveaux instituteurs affectés et en service dans les écoles	- Liste des instituteurs affectés dans les EP - Liste des écoles bénéficiaires -	
	R6 : 27 nouvelles écoles maternelles sont créées et	27 nouvelles écoles maternelles	- Liste des écoles	

	sont construites dans la commune	opérationnelles			maternelles - Site d’implantation des écoles primaires	
	R7- 50 tables et 200 chaises sont fabriquées et sont disponibles dans des écoles maternelles de la commune	50 tables et 100 chaises qui sont disponibles			- Liste des écoles primaires bénéficiaires -	
	R8- Un point d’eau est construit dans chacune des 18 écoles primaires.	18 écoles primaires de la commune dotées de point d’eau fonctionnel			- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	R9- Une latrine est construite dans chacune de 25 écoles primaires de la commune.	25 écoles primaires dotées de latrines fonctionnelles			- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	R10- Des bacs à ordures sont fabriqués et sont posés dans chacune de 25 écoles primaires de la commune	25 écoles primaires de la commune dotées des bacs à ordures.			- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	R11- Une clôture est construite dans chacune des 35 écoles primaires et écoles maternelles de la commune.	35 écoles primaires et écoles maternelles dotées d’une clôture chacune.			- PV de réception - Listes des écoles primaires bénéficiaires	
	R12- Une inspection d’arrondissement d’éducation de base construite et équiper				-	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1- Solliciter la création de 24 nouvelles écoles primaires dans la commune	X	X	X	480 000	
	A1.2- Construire et équiper 24 nouvelles écoles primaires dans la commune,	X	X	X	330 000 000	
	A2- Construire 66 salles de classe dans certaines écoles de la commune	X	X	X	768 000 000	
	A3- Construire 02 blocs administratifs dans certaines écoles de la commune.	X	X	X	10 000 000	
	A4- Commander et fabriquer 600 tables- bancs pour des écoles primaires de la commune.	X	X	X	15 000 000	

	A5-Solliciter l'affectation de 40 nouveaux instituteurs dans les écoles primaires de la commune.	X	X	X	50 000	
	A6.1- Solliciter la Création et l'ouverture de 27 nouvelles écoles maternelles dans la commune.	X	X	X	540 000	
	A6.2- Construire et équiper 27 nouvelles écoles maternelles dans la commune	X	X	X	405 000 000	
	A7- Commander et fabriquer 50 tables et 100 chaises pour certaines écoles maternelles de la commune	X	X	X	1 500 000	
	A8-Construire un point d'eau dans chacune des 18 écoles primaires de la commune.	X	X	X	36 000 000	
	A9-Construire une latrine moderne dans 25 écoles primaires de la commune.	X	X	X	12 500 000	
	A10-Fournir des bacs à ordures dans 28 écoles primaires de la commune	X	X	X	560 000	
	A11-Construire la clôture dans 35 écoles primaires et écoles maternelles de la commune.	X	X	X	350 000 000	
	A12- Construction et équipement un bâtiment administratif pour l'inspection d'arrondissement de l'éducation de base				25.000.000	
Total					1 954 630 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.15 - Secteur Enseignement Secondaire

Problème Central : Difficulté d'accès à une éducation de qualité pour l'enseignement secondaire dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations de la commune à un enseignement secondaire de qualité			
Objectifs spécifiques	1-Créer, ouvrir, construire et équiper 15 nouveaux CES dans la commune d'ici fin 2035	25 nouveaux CES construits et opérationnels dans la commune d'ici 2035	-La décret de création des CES - Les programmes d'enseignement dans les CES, décret d'ouverture, - PV de réception	disponibilité du site
	2- Créer ouvrir construire et équiper 15 nouveaux CETIC dans la commune d'ici fin 2035	19 nouveaux CETIC construits et opérationnels dans la commune d'ici 2035	- La décret de création des CETIC - arrêté d'ouverture - PV de réception des travaux	disponibilité du site
	3- Construire 12 bâtiments de 04 salles de classes chacun dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune d'ici fin 2015	12 nouveaux bâtiments construits dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune.	- PV de réception des travaux - Listes des établissements bénéficiaires	
	4- Doter les lycées et CES de la commune en 720 tables-bancs d'ici fin 2021	CES et lycées de la commune équipés de 720 tables - bancs	- PV de réception - Listes des établissements bénéficiaires	
	5- Affecter 83 nouveaux enseignants dans les lycées et CES présents dans la commune d'ici fin 2015	83 nouveaux enseignants affectés et en services dans les lycées et CES	-note d'affectation des enseignants -note de prise de service	
	6-Construire les blocs administratifs pour les établissements à ouvrir	34 nouveau blocs administratif construits dans les nouveaux CES et CTIC	Bâtiments en place	
Résultats	R1- 25 nouveaux CES sont créés, construits et opérationnels dans la commune	25 nouveaux CES fonctionnels dans la commune	-Liste des CES -Sites d'implantation des CES	
	R2- 19 nouveaux CETIC sont créés, construits et opérationnels dans la commune	19 nouveaux CETIC fonctionnels dans la commune	-Liste des CES -Sites d'implantation des CETIC	
	R3- 12 nouveaux bâtiments de 04 salles de classes chacun sont construits et opérationnels dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune	12 nouveaux bâtiments de 3 salles de classes chacun construits et opérationnels	- PV de réception - Listes des établissements bénéficiaires - Sites d'implantation	

	R4- 720 tables-bancs sont fabriquées et disponibles dans les lycées et CES.	720 tables-bancs fabriquées			- PV de réception - Listes des établissements bénéficiaires - Sites d'implantation	
	R5- 44 nouveaux enseignants sont affectés dans la commune	22 nouveaux enseignants en service dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune			-note d'affectation des enseignants -note de prise de service	
	R6- les blocs administratifs pour les établissements à ouvrir construits et équipés					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1- Solliciter la création de 25 CES dans la commune	X	X	X	Pour mémoire	
	A1.2- Construire et équiper 15 CES dans la commune	X	X	X	1 250 000 000	Disponibilité d'une source e financement
	A2.1- Solliciter la création et l'ouverture de 19 CETIC dans la commune	X	X	X	PM	
	A2.2- Construire et équiper 15 CETIC dans la commune	X	X	X	1 425 000 000	Disponibilité d'une source e financement
	A3- Construire et équiper 12 bâtiments de 03 salles de classes chacun dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune	X	X	X	180 000 000	Disponibilité d'une source e financement
	A4- Commander et fabriquer 720 tables-bancs pour les établissements d'enseignement secondaire de la commune.	X	X	X	7 200 000	
	A5- Solliciter l'affectation de 83 nouveaux enseignants dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune.	X	X	X	100 000	
	A6-construire 34 des blocs administratifs des établissements nouvellement créés.	X	X	X	119 000 000	
Total					2 981 775 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.16 -Secteur développement urbain et habitat

Problème central : Difficulté à faire développer le centre urbain

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement du centre urbain de la commune			
Objectifs spécifiques	1- Élaborer un plan détaillé d'urbanisation de la commune d'ici fin 2016 à partir du plan directeur du département de la MIFI	Un plan d'urbanisation détaillé de la commune de Bafoussam 3ème élaboré	- Plan d'urbanisation disponible, MINDAF, MINDUH, Commune	
	2- Organiser 100 ateliers d'éducation de la population sur l'usage d'un permis de bâtir avant toute construction d'ici fin 2016	100 ateliers d'éducation de la population sur l'usage d'un permis de bâtir avant toute construction organisés	- Procès Verbal des ateliers - Rapport des ateliers - Listes de présence - Modules développés pendant les ateliers	
	3- Construire 1000 logements sociaux d'ici 2031 dans le domaine de la commune.	1000 logements sociaux construits et opérationnels dans la commune.	- Plan de construction des logements - Rapport d'avancement des travaux de construction des logements sociaux - Liste des locataires des logements, PV de réception des travaux	Terrain disponible
	4- Créer un espace vert dans le centre urbain de la commune d'ici fin 2016	Un espace vert créé et aménagé dans l'espace urbain de la commune	- La décision de création de l'espace vert - PV de réception des travaux	
	5- réhabiliter la voirie urbaine	Voirie réhabilitée		
Résultats	R1- 01 plan d'urbanisation de la commune de Bafoussam est élaboré et mis en œuvre	Le plan d'urbanisation de la commune disponible et appliqué	- Plan d'urbanisation, MINDAF, MINDUH, Commune.	
	R2- 100 ateliers d'éducation de la population sur l'usage d'un permis de bâtir avant toute construction sont organisés d'ici 2016	Nombre de personnes ayant demandés et obtenus un permis de bâtir avant les constructions.	- Registre des personnes qui ont un permis de bâtir	
	R3- 1000 logements sociaux sont construits et opérationnels dans le domaine de la commune.	1000 logements sociaux mis à la disposition du public dans la commune	- Site d'implantation - liste des locataires des logements	
	R4- Un espace vert est aménagé dans le centre urbain de la commune	Un espace vert aménagé et fréquenté par le public dans le centre urbain de la	- Site d'implantation - PV de réception des travaux et	

		commune			programme d'entretien	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Élaborer un plan détaillé d'urbanisation de Bafoussam 3 ^{ème} en collaboration avec les sectoriels du MINDAF, MINDUH et MINTP	x	x	x	5 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2- Tenir les ateliers d'information sur l'utilisation des matériaux locaux et l'obtention au préalable d'un permis de bâtir avant toute construction	x	x	x	3 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A3- Réaliser les travaux de construction de 1000 logements sociaux avec l'entreprise sélectionnée	x	x	x	8 000 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A4- créer et aménager des espaces verts	x	x	x	10 000 000	
TOTAL					8 063 000 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.17 – Secteur Emploi Et Formation Professionnelle

Problème central : Difficulté d'accès à un emploi dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Réduire le taux de chômage dans la commune			
Objectifs spécifiques	1- Créer 05 centres de formation professionnelle dans la commune d'ici fin 2035	05 centres de formation professionnelle fonctionnels	-La décision de création des centres de formation professionnelle -Rapports d'activité des centres de formation - PV de réception - Liste des apprenants du centre	
	2- Porter à la connaissance des chercheurs d'emploi toutes les informations sur les opportunités d'emploi qui existe dans la commune de façon permanente	Les informations sur les opportunités d'emploi sont accessibles aux chercheurs d'emploi	Plan de communication sur les opportunités d'emploi	
	3- Développer les référentiels de formation et former les chercheurs d'emploi sur les thèmes qui cadrent avec les opportunités d'emploi existant au niveau local de façon permanente	Base de données sur les thématiques de formation disponible	Rapport de formation	
	4- Faire large diffusion sur les projets et programme de financement des projets existants dans la commune	Nombre de personnes auto-employées	Enquête auprès des personnes auto-employées	
	5- Rendre transparent le marché de l'emploi dans la commune d'ici fin 2012	Base des données sur le marché de l'emploi disponible et vulgarisée	Publication d'un journal périodique y relatif (évolution du marché de l'emploi)	
Résultats	R1- 05 centres de formation professionnelle sont créés et sont fonctionnels dans la commune.	05 centres de formation professionnelle fonctionnels	Liste des centres de formation professionnelle PV de réception des travaux	
	R2- Une base de données des opportunités d'emploi est élaborée, est régulièrement actualisée et est communiqué au public	Les informations sur l'emploi au niveau local sont partagées par les chercheurs d'emploi	Base de données	
	R3- Des référentiels sur les thématiques de formation professionnelle sont élaborés et utilisés pour le renforcement des capacités des chercheurs d'emploi dans la commune	Les chercheurs d'emploi ont de la compétence pour accéder à l'emploi au niveau local	Taux de recrutement des personnes formées	
	R4- 01 source de financement et les procédures	Montant disponible et connu		

	d'obtention sont disponibles et maîtrisées par les porteurs de projets					
	R5- opportunités de marchés connues et régulièrement rendues publiques et accessibles aux chercheurs d'emploi dans la commune.					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Construire et équiper 05 centres de formation professionnelle dans la commune	x	x	x	1 200 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2.1- Mettre en place une base de données actualisée sur les opportunités d'emploi dans la commune	x	x	x	3 000 000	
	A2.2- organiser par an 2 sessions de formations en lien avec les opportunités d'emplois à l'intention des jeunes chercheurs d'emploi	x	x	x	2 000 000	
	A3- Organiser un atelier pédagogique sur l'élaboration d'un référentiel de formation professionnelle	x	x	x	5 000 000	
	A4-Organiser les réunions de concertation sur l'emploi et les sources des projets avec les sectoriels et les chercheurs d'emploi				2 000 000	
	A5- Réaliser une étude locale sur les opportunités d'emploi	x	x	x	7 000 000	
Total					1 219 000 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.18 - Secteur Tourisme

Problème central : Difficulté à mettre en valeur le potentiel touristique existant dans l'espace communal

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la mise en valeur du potentiel touristique existant dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-Aménager les 06 sites touristiques existant dans la commune d'ici fin 2021	06 sites touristiques aménagés d'ici 2021	- La décision d'aménagement des sites touristiques - PV de réception	
	2-Mettre en place un dispositif de gestion des sites touristiques dans la commune d'ici fin 2014	Le dispositif de gestion des sites touristiques fonctionnel	-la décision de création du comité de gestion des sites touristiques - les textes de fonctionnement du comité de gestion	
	3- Créer et rendre fonctionnel un office communal de tourisme regroupant tous les acteurs impliqués dans la gestion des sites touristiques de la commune d'ici fin 2013	Un office communal de tourisme créé et opérationnel	-Les textes de fonctionnement de l'office - La décision de création de l'office communal de tourisme - le plan d'action de l'office	
	4- Créer 06 points de ventes d'objets d'art de souvenir dans la commune d'ici fin 2016	06 points de vente d'objets d'art de souvenir créés et fonctionnels sur les sites touristiques	-La décision de création - le répertoire des objets vendus	
Résultats	R1- 06 sites touristiques sont aménagés et fonctionnels dans la commune.	06 sites touristiques sont effectivement aménagés et fonctionnels	- Lieu d'implantation des sites touristiques - Programme d'ouverture des sites touristiques	
	R2- Un dispositif de gestion des sites touristiques dans la commune est mis en place et est fonctionnel	Un dispositif de gestion des sites est effectivement mis en place et fonctionnel	-Rapports d'activités du comité de gestion des sites touristiques	
	R3- Un office communal de tourisme est créé et est fonctionnel dans la commune.	Un office communal opérationnel dans la commune	-Rapport d'activité de l'office Dépliant d'information et de présentation de l'office.	
	R4- 06 points de ventes d'objets d'art de souvenir	06 points de vente des objets d'art de	-lieu d'implantation des points de	

	créés et fonctionnel dans la commune.	souvenir opérationnel sur les sites touristiques			vente, dépliant de présentation des points de vente	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1- Réaliser les études de faisabilité d'aménagement des 06 sites touristiques de la commune.	x	x	x	1 000 000	
	A1.2- Aménager les 06 sites touristiques de la commune.	x	x	x	120 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2.1- Recruter des personnes qualifiées pour composer le comité de gestion des sites touristiques de la commune.	x	x	x	50 000	
	A2.2- Renforcer les capacités du personnel du comité de gestion des sites touristiques.	x	x	x	1 000 000	
	A2.3- Rendre opérationnel le comité de gestion des sites touristiques de la commune.	x	x	x	2 000 000	
	A3- créer l'office communal de tourisme et lui accorder un cadre de travail adéquat (bureau, personnel, textes de fonctionnement...)	x	x	x	15 000 000	
	A4- Créer et équiper 06 points de vente d'objets d'art de souvenir dans la commune	x	x	x	6 000 000	
Total					145 050 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.19 - Secteur Commerce

Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure marchande de qualité

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures marchandes de qualité dans la commune					
Objectifs spécifiques	1. Construire 07 marchés et 07 magasins de stockages dans la commune d'ici fin 2026	07 marchés construits et opérationnels d'ici 2026			-La décision de création - PV de réception des travaux	
	2. Créer et construire 49 nouveaux marchés locaux dans chaque village de la commune d'ici fin 2035	49 nouveaux marchés locaux créés et fonctionnels			-La décision de création - PV de réception	disponibilité du site
Résultats	R1: 07 marchés sont construits et sont effectivement fonctionnels dans la commune d'ici 2026	07 marchés construits et fonctionnels			-le site d'implantation des marchés	
	R2: 49 nouveaux marchés locaux sont créés et sont construits dans chaque village de la commune	49 nouveaux marchés locaux créés, construits et fonctionnels			-le site d'implantation des marchés	disponibilité du site
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A11-Construire 07 marchés dans la commune de d'ici fin 2026	x	x	x	140 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A12-Construire 07 magasins de stockages (soit 1 magasin par marché) dans la commune d'ici fin 2026				105.000.000	
	A2.1- solliciter la création de 49 nouveaux marchés locaux	x	x	x		
	A2.2 - construire 49 nouveaux marchés locaux dans la commune	x	x	x	490 000 000	Disponibilité d'une source de financement
Total					735 000 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.20 - Secteur Environnement et Protection De La Nature

Problème central : Difficulté d'avoir accès à un environnement sain et sécurisé dans l'espace communal

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un environnement sain et sécurisé			
Objectifs spécifiques	1-organiser 03 ateliers de travail avec les responsables de la prison centrale pour les interpellier au respect des normes environnementales et à la responsabilité sociale d'ici fin 2012	03 ateliers de travail organisés avec les responsables de la prison pour les interpellier au respect des normes environnementales et à la responsabilité sociale	- Procès verbaux de réunion de sensibilisation - Rapports d'activités Délégation MINEP, - Rapport des plaintes des chefs de quartiers des villages avoisinant la prison	
	2- Organiser 03 ateliers de travail avec les responsables de CCO , SCS,SOC et le centre de traitement des poteaux SONEL bois pour les interpellier sur le respect des normes environnementales et la mise en œuvre de leur PGES(plan de gestion environnemental et social) d'ici fin 2012	03 ateliers de travail sont effectivement organisés avec les responsables de la CCO et la SCS pour les interpellier au respect des normes environnementales et à la mise en œuvre de leur PGES	- Procès verbaux de réunion de sensibilisation - Rapports d'activités Délégation MINEP, - Rapport des plaintes des chefs de quartiers des villages avoisinant la prison	
	3- Poser 66 nouveaux bacs à ordures dans la commune d'ici fin 2021	66 nouveaux bacs posés dans la commune	- Rapport d'activités de HYSACAM - PV de réception	
	4-Organiser 168 ateliers de sensibilisation de la population de la commune au respect des normes élémentaires d'hygiène d'ici fin 2016	168 ateliers de sensibilisation de la population au respect des normes élémentaires d'hygiène organisés	- Procès verbaux des ateliers - Liste de présence - Modules développés pendant l'atelier	
	5-Poser 120 lampadaires pour éclairage public dans la commune d'ici fin 2031	120 lampadaires posés dans la commune pour éclairage public	- Protocole d'accord entre la commune et AES/SONEL - PV de réception	
	6- Aménager 20 espaces verts d'ici 2015 dans la zone urbaine de la commune.	20 espaces verts créés et aménagés dans la zone urbaine commune.	- Décision de création des espaces verts - Sites d'implantation des espaces verts	

				- PV de réception		
	7- Reboiser 30 zones sensibles (zones à fortes pentes et zones d'éboulement) de la commune avec les arbres de protection et de couverture d'ici fin 2026	Les zones de fortes pentes et d'éboulement sécurisées avec les arbres de protection et de couverture		- Décision administrative d'aménagement des zones sensibles - Liste des essences plantées		
Résultats	R1- 03 ateliers de travail sont organisés avec les responsables de la prison centrale pour les interpellier au respect des normes environnementales et à la responsabilité sociale	La prison centrale de Bafoussam pose des actes responsables		- Sites d'implantation de la prison - Rapport d'activités de la prison		
	R2- 03 ateliers de travail sont organisés avec les responsables de la CCO, la SCS et centre de traitement poteaux SONEL BOIS pour les interpellier sur le respect des normes environnementales et la mise en œuvre de leur PGES d'ici fin 2012	L'impact négatif des actions de SCS et CCO qui sont réduits		- Bilan environnemental et social annuel - Etude d'impact environnemental - Plan de Gestion Environnemental et Social		
	R3- 66 nouveaux bacs à ordures sont posés dans la commune d'ici à fin 2021	66 nouveaux bacs à ordure posés dans la commune		- Site d'implantation - Rapport d'HYSACAM		
	R4- 168 ateliers de sensibilisation sont organisés sur le respect des normes élémentaires d'hygiène par les populations d'ici fin 2016 dans la commune.	Population de la commune sensibilisée		- Rapport des ateliers		
	R5- 120 lampadaires pour éclairage public sont posés dans la commune d'ici fin 2031	L'éclairage public opérationnel dans la commune de		- Site d'implantation des lampadaires - Contrat de charge avec AES-SONEL		
	R6- 20 espaces verts sont créés et sont aménagés d'ici 2015 dans la zone urbaine de la commune	20 espaces verts créés et aménagés		- Sites d'implantation des espaces verts - Rapport d'aménagement et d'entretien		
	R7- 30 zones sensibles (zones à fortes pentes et zones d'éboulement) de la Commune sont reboisées avec des arbres de protection et de couverture d'ici fin 2026	Les arbres sont plantés dans les zones de forte pente et d'éboulement		- Site d'implantation des zones sensibles		
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		

	A1- Organiser et tenir 03 ateliers de travail avec les responsables de la prison centrale	x	x	x	4 650 000	Travailler en collaboration avec le MINEP
	A2- organiser et tenir 03 ateliers de travail avec les responsables de CCO, SCS, SOC et centre de traitement des poteaux SONEL.	x	x	x	4 050 000	Travailler en collaboration avec le MINEP
	A3- Fabriquer et poser 66 bacs à ordures	X	X	X	33 000 000	- Travailler en collaboration avec le MINEP
	A4-organiser et tenir 168 ateliers de sensibilisation de la population sur les mesures élémentaires d'hygiène	X	X	X	109.200.000	Travailler en collaboration avec le MINEP
	A5- acheter et poser 120 lampadaires dans la commune	X	X	X	12 000 000	- Disponibilité d'une source de financement - Faire d'abord appel à AES/SONEL
	A6- Aménager et entretenir 20 espaces verts dans la zone urbaine de la commune.	x	x	x	24 000 000	Travailler en collaboration avec le MINEP
	A7-Reboiser et protéger 30 zones sensibles (zones à fortes pentes et zones d'éboulement) de la commune avec les arbres de protection et de couverture	x	x	x	114 000 000	- Disponibilité d'une source de financement
	A8- Créer et aménager une décharge municipale avec une unité de traitement des ordures ménagers (transformation des ordures ménagers en compost)				PM	
Total					300 900 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.21- Secteur Élevage, Pêche Et Industries Animales

Problème central : Difficulté pour les éleveurs à obtenir de bons rendements dans les fermes et à accéder à une infrastructure de qualité pour abattage de bétail dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectifs globaux	- Faciliter l'obtention de bons rendements dans les fermes des éleveurs - Faciliter l'accès à une infrastructure moderne d'abattage de bétail dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 04 nouveaux centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire (CZCSV) d'ici fin 2017 (Toket, Kongso, Kouogouo, Bassé)	04 nouveaux centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire créés et fonctionnels.	- Les décisions administratives de création des CZCSV -Les rapports d'activités des différents CZCSV -Sites d'implantation des CZCSV -PV de réception	
	2-Organiser 180 ateliers de formation des éleveurs de la commune sur les techniques d'élevage d'ici fin 2026	180 ateliers de formations des éleveurs organisés	-Rapport des ateliers de formation -Listes de présence -Programmes développés pendant les ateliers -Procès verbaux de d'atelier de formation	
	3- Délimiter et matérialiser les zones de pâturages dans deux villages de la commune d'ici fin 2016	Les zones de pâturages délimitées dans deux villages de la commune.	-Décision administrative de délimitation des zones de pâturages -	
	4- Construire et équiper un abattoir moderne dans la commune d'ici fin 2016.	Un abattoir construit et fonctionnel	-Décision administrative de création, PV de réception travaux.	
	5- Mettre à la disposition des éleveurs le matériel animal de bonne souche		-	
Résultats	R.1 : 04 nouveaux centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire sont créés et fonctionnels dans la commune.	04 nouveaux centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire opérationnels	-Liste des postes CZCSV -Sites d'implantation des postes CZCSV	

	R.2 : 180 ateliers de formation des éleveurs sont organisés dans la commune	Les éleveurs des 56 villages formés sur les techniques d'élevages	- Rapport des ateliers de formation - Listes de présence - Module de formation - Nombre d'éleveurs formés			
	R.3 : 02 zones de pâturages sont délimitées et matérialisées dans la commune	Les zones de pâturages sont utilisées par les éleveurs	- Sites d'implantation des zones de pâturages			
	R.4 Un abattoir moderne est construit et est opérationnel dans la commune	Un abattoir disponible et opérationnel	- Listes des abattoirs municipaux - Sites d'implantation - PV de réception			
	R5 : le matériel animal amélioré disponible					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1-Demander la création de 04 centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire dans la commune.	x	x	x		Autorisation du ministre sur demande de la commune
	A12-Construire et équiper 04 centres zootechniques et de contrôle sanitaire et vétérinaire dans la commune.	x	x	x	80 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2-Tenir 180 ateliers de formations des éleveurs sur les techniques pastorales	x	x	x	54 000 000	-Disponibilité d'une source de financement - Esprit de créativité
	A3-Délimiter et matérialiser 02 zones de pâturage dans la commune	x	x	x	10 000 000	
	A4-Construire un abattoir moderne dans la commune	x	x	x	20 000 000	Disponibilité d'une source de financement
		A5- Subventionner et contrôler la production du matériel animal de souche améliorée				
Total					164 000 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.22 - Secteur Eau, Énergie Et Assainissement

Problème central EAU : Difficulté d'accès à l'eau potable

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations de la commune à l'eau potable	- Nombre d'abonnés CDE	CDE, MINEE, Mairie (cellule de gestion des eaux)	
Objectifs spécifiques	1-Etendre le réseau de distribution de la Camerounaise Des Eaux sur 83,6 km dans la commune d'ici fin 2025	Le réseau d'eau CDE qui est effectivement étendu sur 83,6 Km dans la commune	- Décisions d'extension de réseau de distribution d'eau - Accord entre la commune et la CDE - Rapport de la CDE - Liste des abonnés	Etude faisabilité positive
	2-Construire 28 nouvelles bornes fontaines dans la commune d'ici fin 2025	28 nouvelles bornes qui fonctionnent effectivement dans la commune	- Contrats et conventions de cession des bornes fontaines - Etudes réalisées pour la construction des bornes fontaines - PV de réception	Etude faisabilité positive
	3-Construire 115 nouveaux forages dans la commune d'ici fin 2035	115 nouveaux forages qui fonctionnent effectivement dans la commune	- Rapport des études - Décision de construction des forages - PV de réception	Etude faisabilité positive
	4-Etendre le réseau de captage d'eau de Kouabang I dans 04 villages de la commune d'ici 2021	Le réseau de captage de KOUABANG I qui est effectivement étendu dans 04 villages de la commune	- Etudes pour l'extension du réseau de captage de Kouabang - Rapport de réalisation des travaux - Liste des abonnées - Données géo-référentielles	Etude faisabilité positive
	5-Construire 03 systèmes de gravitation de captage dans la commune d'ici fin 2016	03 systèmes de gravitation de captage qui fonctionnent effectivement dans la commune	- Descente sur le terrain - Décision de construction des systèmes de gravitation	
	6- 22 bornes fontaines réhabilitées et 04 forages aussi réhabilités dans la commune d'ici fin 2016.	22 bornes fontaines réhabilitées et opérationnelles, 04 forages réhabilités et opérationnel	- Rapport de réalisation des travaux	
	7 Créer une cellule communale de gestion des eaux avant fin 2011	Une cellule de gestion des eaux est fonctionnelle au sein de la commune	- arrêté de création	
Résultats	R1- Le réseau de distribution de la Camerounaise Des Eaux	Le réseau CDE est étendu et accessible	- Sites d'extension du réseau	

	est étendu sur 83,6 km dans la commune.	dans tous les villages.				
	R2- 28 nouvelles bornes fontaines sont construites dans la commune d'ici 2025	28 nouvelles bornes fontaines qui fonctionnent dans la commune.			- Site d'implantation des bornes fontaines - Listes des bornes fontaines	
	R3- 115 nouveaux forages sont construits et sont fonctionnels dans la commune	119 nouveaux forages qui fonctionnent			- Descente sur le terrain - Site d'implantation des bornes fontaines - Liste des forages	
	R4- 01 Captage d'eau de Kouabang est aménagé et est étendu dans 04 villages de la commune	01 réseau de captage alimente Kouabang I et ses environs			- Sites d'implantation	
	R5- 03 systèmes de gravitation de captage sont construits dans la commune	03 systèmes de gravitation qui fonctionnent			- Liste des systèmes de gravitation - Site d'implantation	
	R6- 22 bornes fontaines et 04 forages sont réhabilités dans la commune.	-22 bornes fontaines réparées et fonctionnelles ainsi que 04 forages dépannés et opérationnels.			- Liste des bornes fontaines réalisées	
	R-7 une cellule communale de gestion des eaux est opérationnelle dans la commune	Une cellule communale de gestion des eaux est chargée du potentiel hydrique de la commune			- Décret de création	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Solliciter l'extension du réseau CDE sur 83,6 Km dans la commune de Bafoussam 3ème	x	x	x	13 000 000	Disponibilité des ressources financières
	A1-Etendre le réseau CDE sur 83,6 Km dans la commune.	x	x	x	1 300 000 000	Disponibilité des ressources financières
	A2-Construire 28 bornes fontaines	x	x	x	56 000 000	
	A3- Construire 115 forages nouveaux forages	x	x	x	952 000 000	
	A4- Réhabiliter et aménager le réseau de captage de Kouabang I et créer 10 bornes fontaines	x	x	x	50 000 000	Disponibilité des ressources financières
	A5- Construire 03 systèmes de gravitation et les étendre dans 04 villages	x	x	x	75 000 000	Disponibilité des ressources financières
	A6- Réhabiliter les 22 bornes fontaines existantes et 04 forages défectueux.	x	x	x	2 000 000	
	A-7 Créer la cellule communale de gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE)	X	- X		-	
Total					2 448 000 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

Problème central ENERGIE : Difficulté d'accès à l'énergie électrique et aux sources alternatives d'énergie

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations de la commune à l'énergie électrique					
Objectifs spécifiques	1- Etendre le réseau de distribution de AES SONEL sur 125 km dans la commune d'ici fin 2035	Le réseau AES/SONEL qui est étendu sur 125km dans la commune de Bafoussam 3ème			- Convention AES - SONEL/ Mairie - Rapport d'avancement des travaux d'extension du réseau électrique	
	2- Poser 83 transformateurs électriques pour renforcer le réseau dans la commune de Bafoussam 3ème d'ici 2035 (1 transformateur pour 1,5km)	83 nouveaux transformateurs électriques qui renforcent effectivement le réseau d'AES SONEL dans la commune de Bafoussam 3ème			- Facture d'achats - Rapport d'activités d'AES/SONEL,	
	3- Etendre le réseau triphasé sur 25 km dans la commune d'ici fin 2020	Le réseau de fil triphasé qui est effectivement étendu sur 25 km dans la commune			- Rapport d'activités annuel AES-SONEL, Commune, Mairie - Descente sur le terrain	
	4- Construire le dispositif d'accès à l'énergie solaire dans 38 villages de la commune d'ici fin 2035	38 villages qui utilisent effectivement l'énergie solaire			- Reçus d'achat des plaques photogéniques - Site d'implantation	
Résultats	R1- Le réseau de distribution électrique AES/SONEL est étendu sur 125 km dans la commune	Le réseau de distribution électrique AES/SONEL qui est étendu sur 125 km.			- Site d'implantation des transformateurs	
	R2- 83 nouveaux transformateurs électriques sont posés pour renforcer le réseau électrique dans la commune	83 nouveaux transformateurs sont posés dans la commune.			- Plan de situation, plan d'exécution	
	R3- Le réseau triphasé est étendu sur 25 km dans la commune	réseau électrique triphasé étendu sur 25 Km dans la commune			- Plan de situation et plan d'exécution, PV de réception.	
	R4- Le dispositif pour l'accès à l'énergie solaire est construit dans 38 villages de la commune	38 villages dans la commune de ont accès à l'énergie solaire.				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1- Solliciter l'extension du réseau électrique AES/SONEL dans la commune sur 125 km	x	x	x	600 000	Disponibilité d'une source de financement
	A1.- Etendre le réseau électrique AES/SONEL sur 125 Km	x	x	x	1 000 000 000	
	A2- Acheter et installer 83 nouveaux transformateurs dans la commune	x	x	x	315 400 000	Disponibilité d'une source de financement
	A3- Créer 25 km de ligne électrique triphasée	x	x	x	250 000 000	
	A4 – Plaider pour la promotion de l'énergie solaire	x	x	x	5 000 000	
Total					1 571 000 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

Problème central ASSAINISSEMENT : Difficulté d'avoir accès à un environnement sain

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations de la commune à un environnement sain			
Objectifs spécifiques	1- Construire la voirie de la zone urbaine de la commune d'ici fin 2016	01 voirie de la zone urbaine de la commune construite	- Plan de construction de la voirie, Rapport d'avancement des travaux de construction de la voirie, PV de réception	
	2- Construire un nouveau système de biodigester à la prison centrale de Bafoussam d'ici fin 2025	Un nouveau système de biodigester t opérationnel à la prison centrale de Bafoussam	- Descente sur le terrain	
	3- Poser 66 nouveaux bacs à ordures dans la commune de d'ici fin 2021	66 nouveaux bacs posés dans la commune	- Rapport d'activités de HYSACAM, PV de réception	
	4-Organiser 168 ateliers de sensibilisation de la population de la commune au respect des normes élémentaires d'hygiène d'ici fin 2016	168 ateliers de sensibilisation de la population au respect des normes élémentaires d'hygiène organisés	- Procès verbaux des ateliers - Liste de présence - Modules développés pendant l'atelier	
	5- Créer des toilettes dans les lieux publics 01blocs sanitaires dans les sept marchés et 03 autres lieux publics	Nombre de toilette publique construit	- Plan de construction, - PV de réception	
	6- Créer des STEP (station d'épurement et de traitements des eaux)	Nombre de STEPS créé	- Plan de construction - PV de réception	
Résultats	R1- 01 voirie de la zone urbaine de la commune est construite et opérationnelle	01 voirie de la Zone urbaine fonctionnelle	- Site d'implantation - Plan de fonctionnement de la voirie - cahier de charge de la voirie - liste du personnel de la voirie	
	R2-01 nouveau biodigester est opérationnel à la prison Centrale de Bafoussam	Un nouveau système de biodigester est opérationnel à la prison centrale de Bafoussam	- Sites d'implantation des biodigesteurs	
	R3- 66 nouveaux bacs à ordures sont posés dans la commune d'ici fin 2021	66 nouveaux bacs à ordures posés dans la commune	- Site d'implantation - Rapport d'HYSACAM	
	R4- 168 ateliers de sensibilisation de la population au respect des normes élémentaires d'hygiène	La population respecte effectivement les normes élémentaires d'hygiène	- Rapport des ateliers - liste des participants	

	sont organisés d'ici fin 2016					
	R5- Des toilettes dans les lieux publiques créées	01blocs par marché sanitaires dans les sept marchés et 03 autres lieux publics				
	R6- des STEP (station d'épurement et de traitements d'eaux Créées) construits.	Nombre de STEP construit				
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Humain	Humain		
	A1- Construire la voirie urbaine de la commune avec l'appui de l'entreprise sélectionnée	x	x	x	20 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A2-Installer un nouveau biodigesteur à la prison centrale	x	x	x	23 000 000	Travailler en partenariat avec le MINEE
	A3- Fabriquer et poser 66 bacs à ordure	X	X	X	33 000 000	Travailler en partenariat avec HYSACAM
	A4- Tenir régulièrement les ateliers de sensibilisation de la population sur les mesures élémentaires d'hygiène et sur la prévention de la pollution des eaux de surface	X	X	X	16 800 000	
	A5- Création des toilettes dans les lieux publiques 01blocs sanitaires dans les sept marchés et 03 autres lieux publics				70.000.000	
	A6- Création des STEP (station d'épurement et de traitements des eaux)				PM	
Total					162 800 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.23 - Secteur Affaires Sociales

Problème central : Difficulté à prendre en charge les couches vulnérables

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la prise en charge des couches vulnérables			
Objectifs spécifiques	1- Créer et rendre fonctionnel 02 centres d'encadrement et de prise en charge des personnes vulnérables dans la commune d'ici fin 2021	02 centres d'encadrement fonctionnels	- Décision de création du centre - Rapport d'activités du centre - Programmes développés par les centres - Liste des pensionnaires du centre PV de réception	
	2- Octroyer chaque année au moins 15% du budget de la commune aux aides et secours aux couches vulnérables (aides scolaires, aides alimentaires, aides médicales, aides économiques, aides juridiques, appareillage) de la commune.	15% du budget de la commune est destiné aux aides aux couches vulnérables	- Nature des aides et secours octroyés - liste des bénéficiaires	
	3- Organiser 10 ateliers de formation des couches vulnérables pour aider à leur structuration en GIE d'ici à fin 2016	Au moins 5 groupes ou associations des personnes appartenant aux couches vulnérables créés et fonctionnent effectivement	- Rapports d'activités - registre des associations de la commune - Etat des bénéficiaires - Fiches de décharges	
	4- Créer un fonds de financement des activités génératrices de revenus mises en place par les associations des couches vulnérables de la Commune d'ici fin 2016	un fonds de financement disponible	- Rapport d'activité - Liste des groupes financés	
	5-Doter la commune d'Arrondissement de Bafoussam 3 ^{ème} d'un centre social d'ici fin 2014	-01 centre social crée et fonctionnel	- Acte de création et PV de réception	
Résultats	R.1 : 02 centres d'encadrement et de prise en charge des couches vulnérables sont créés et sont fonctionnels dans la commune	02 centres d'encadrement opérationnels	- site d'implantation des centres	
	R.2 : Des aides et secours sont octroyés chaque année à 15 % des personnes appartenant aux couches vulnérables de la commune.	Les aides et secours disponibles pour les couches vulnérables de la commune	- liste des bénéficiaires	
	R.3 : 10 ateliers de formation pour aider à la structuration des couches vulnérables de la commune sont organisés	Les couches vulnérables s'organisent effectivement en association	- Liste des associations des couches vulnérables	

	R.4 : Un fonds de financement est disponible à la Commune	Les associations de couches vulnérables bénéficient effectivement de l'appui du fonds de financement pour leurs activités			- Registre de caisse - Relevé de Compte	
	R.5- Un centre social est construit et est opérationnel dans la commune d'ici fin 2015	Un centre social fonctionnel			-Décision de création du centre -Rapport d'activités du centre	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A.1-Demander la création de 02 centres d'encadrement et de prise en charge des couches vulnérables dans la commune.	x	x	x	100 000	
	A.1- Construire et équiper les 02 centres d'encadrement et de prise en charge des couches vulnérables	x	x	x	100 000 000	Disponibilité d'une source de financement
	A.2- Octroyer des aides et secours chaque année aux couches vulnérables de la commune	x	x	x	-	
	A.3- Tenir 10 ateliers de formation pour aider à la structuration des couches vulnérables de la commune	x	x	x	2 000 000	
	A.4- Créer le fonds de financement des activités génératrices de des associations des couches vulnérables.	x	x	x	25 000 000	
	A52-Créer construire et équiper d'un centre social dans la commune de Bafoussam 3 ^{ème}				50 000 000	
Total					177 100 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.24 - Secteur Petites Et Moyennes Entreprises Économie Sociale Et Artisanat

5.2.24 .1 Petites et moyennes entreprises

Problème centrale : Difficulté d'accès aux sources de financement pour la création et la consolidation des entreprises

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux sources de financement pour la création des petites et moyennes entreprises dans la commune			
Objectifs spécifiques	1- vulgariser aux promoteurs des entreprises l'existence des formalités de création des entreprises déjà fonctionnelle	Dépliants du CFCE disponible à la commune	Coûts officiel des prestations pour la création d'une entreprise connus	
	2- Former les promoteurs d'entreprises sur la transformation et la conservation des produits locaux de consommation de masse sur l'existence du PACD/PME	Dépliants et exemplaires du dossier de candidature au PACD/PME disponible à la commune	Connaissance des types de projets éligibles à ce programme	
	3- Vulgariser et informer les porteurs de projets sur les financements disponible à la commune d'ici fin 2024	25 séances de travail de sensibilisation organisées	Rapports de travaux de sensibilisation et de formation dressés	
	4- renforcer les capacités des porteurs de projets dans le montage des projets d'ici fin 2015	30 Ateliers organisés d'ici 2015 sur le renforcement des capacités de montage des projets Au moins 50% des porteurs des projets dans le montage d'ici fin 2015	-Rapports des ateliers de formation dressés - liste de présence tenue -contenu des discussions dans les ateliers connu -Procès verbaux des ateliers de formation dressés	

	5- Mettre en place un processus de financement des initiatives de création de projets dans la commune avant 2015	Mise en place d'une plate forme de concertation entre les partenaires et les promoteurs opérationnels	-Rapport de travaux avec les partenaires dressés -Protocoles signés	
	6- Faciliter la création des unités industrielles dans l'espace géographique de la commune d'ici 2015	Mise sur pied d'une unité industrielle créée et opérationnelle	-Sites de création et noms des unités industrielles connus	
Résultats	R1-Coûts officiel des prestations pour la création d'une entreprise connues et vulgarisées	les promoteurs des entreprises avertis sur le fonctionnement du CFCE	Ouverture en 72 heures d'une entreprise	
	R2- les projets éligibles au programme PACD/PME connus	Connaissance des types de projets éligibles à ce programme PACD/PME	Implantation d'une unité de transformation	
	R3-30 Ateliers de renforcement des capacités en montage des projets des porteurs des projets sont organisés	30 Ateliers organisés de renforcements des capacités 50% des porteurs des projets maîtrisent le montage des projets	-Rapport des ateliers de formation -liste de présence -Contenu des discussions dans les ateliers disponibles -procès verbaux de l'atelier de formation dressés	
	R4-25 séances de travail de sensibilisation sont organisées	25 séances organisées et tenues	-Listes des participants et date de tenus des ateliers disponibles	
	R5-01 processus de financement des promoteurs est mis sur pied et opérationnel	Rencontre avec les partenaires, effective	-Liste des noms et adresses des différents partenaires connus	
	R6-Des unités industrielles industrielle sont créés et opérationnelles	Les unités industrielles qui fonctionnent effectivement	Lieux d'implantation des unités industrielles identifiées et sécurisées, étude d'impacts	

					environnementaux réalisés	
Activités		Moyens			Coûts	Condition préalables de réalisation
		Financier	Humain	Matériel		
	A1- sensibiliser et informer à travers des dépliants sur le CFCE dans la commune de Bafoussam 3	x	x	x	560.000	
	A2- sensibiliser et informer à travers des sur le PACD .PME dans la commune de Bafoussam 3	x	x	x	560.000	
	A3-Étendre la sensibilisation et la formation des porteurs de projets dans la commune de Bafoussam 3	x	x	x	3 000.000	
	A4-Programmer 30 ateliers de renforcement des capacités des monteurs de projets dans la commune	x	x	x	9.000.000	
	A5-Programmer ateliers de mise en place du processus de financement des initiatives de création des unités industrielles dans l'espace communal	x	x	x	1500.000	
	A6-signer les protocoles d'accords avec les monteurs de projets pour créer des unités industrielles dans l'espace communale	x	x	x	1 000.000	
Sous total					15.620.000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.24 .2 Économie Sociale

Problème centrale : Difficulté d'accès des acteurs de l'économie sociale aux biens et services et aux sources de financements

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des acteurs de l'économie sociale aux biens et services et aux sources de financement			
Objectifs spécifiques	1- Sensibiliser tous les acteurs de l'économie sociale de la commune à se regrouper en association ou groupe d'initiatives communes	25 séances de travail de sensibilisation, d'information et de formation tenues	Rapports des travaux dressés	
	2- Mettre sur place un centre agréé de paiement des impôts	01 plate forme de concertation de l'économie sociale, les services des impôts et intermédiaires fonctionnels et opérationnels	Impôts payés à, temps par les acteurs de l'économie sociale (Commerçants, Moto taxi, call box, agriculteurs, éleveurs, artisans)	
	3- Sensibiliser les acteurs organisés de l'économie sociale à adhérer au PAOPES (programme d'appui des organisations paysannes de l'économie sociale) par le bureau d'antenne du COPES de la Mifi	Nombre de personnes membres du bureau du COPES en contact avec les groupes organisés de l'économie sociale	PV de création des organisations paysannes qui adhèrent au COPES	
	4- Mettre sur pied un processus de financement des activités de l'économie sociale dans la commune	Un cadre de concertation acteurs, microfinance, COPES opérationnel et fonctionnel	Rapports dressés, bureau de l'antenne du COPES représenté au niveau de la commune	
	5- Construire dans les grands carrefours des abris pour call boxeurs et pour motos taxis de la commune d'ici 2015	Au moins 5 abris de moto taxi et 200 abris de call box construits	Sites de création des abris connus Acteurs organisés et identifiés	
Résultats	R1- 25 ateliers de renforcement des capacités de 40% d'acteurs de	40% d'acteurs de l'économie sociale regroupés en association	Liste des organisations légalisées disponibles	

	l'économie sociale organisés	ou en groupe d'initiative commune			Organisations légalisées et identifiées	
	R2- 01 centre agréé de paiement des impôts crée	Plateforme des acteurs de l'économie sociale, CDI et autres intervenants opérationnelle.			Fin des tracasseries Impôts payés à temps par les acteurs de l'économie sociale	
	R3-56 organisations paysannes créées et affiliées au COPES	56 organisations maîtrisent le montage des projets et éligibles au PAOPES			Organisations paysannes identifiées	
	R4- 01 Processus de financement mis sur pied et opérationnel	La rencontre entre les acteurs de l'économie sociale, des microfinances et le COPES est effective			Tous les acteurs et les partenaires sont connus	
	R5- des Abris de call box et moto taxi construits aux carrefours des grands axes de la commune	Abris construits et opérationnels			-Call boxeurs identifiés et encadrés -Mototaxi organisés, identifiés et encadrés	
Activités		Moyens			Coûts	Condition préalables de réalisation
		Financier	Humain	Matériel		
	A1- Étendre la sensibilisation des acteurs de l'économie sociale dans tous les villages de la commune	x	x	x	560.000	
	A2- réunir toutes les conditions préalables du centre agréé de paiement des impôts (Plate forme de concertation)	x	x	x	100.000	
	A3- Organiser les structures du COPES et le faire connaître aux acteurs de l'économie sociale	x	x	x	560.000	
	A4-Signer des protocoles d'accords de financements avec les partenaires	x	x	x	15.600.000	
	A5- Construire des abris aux acteurs de l'économie sociale	x	x	x	15.000.000	
Sous total					31820000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.24.3 Artisanat

Problème centrale : difficulté d'accès des artisans aux infrastructures de base et aux financements

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures de base et aux financements des artisans			
Objectifs spécifiques	1- Sensibiliser et organiser tous les artisans en association ou en groupe d'initiative commune	30 séances de travail de sensibilisation et d'information tenues	Listes des artisans de toute la filière tenue	
	2- Sélectionner les meilleurs artisans pour occuper les ateliers dans la commune et des ateliers dans du village artisanal	Regroupement des artisans par filière	Artisans organisés en exposants dans la commune et exposant au village artisanal régional	
	3- Enregistrer les artisans et organiser le salon intercommunal de l'artisanat	01 salon organisé par an	Artisans regroupés et primés La commune est représentée au SIARC (Salon international de l'artisanat du Cameroun)	
	4- Sensibiliser les artisans organisés (GIC ou union des GIC, Association) à adhérer au PAOPES par le canal du bureau d'antenne du COPES MIFI pour monter les projets.	Membre de bureau du COPES en contact avec les organisations paysannes des artisans capables de monter les projets	Plusieurs organisations paysannes qui adhèrent au COPES	
	5-Mettre sur pieds un processus de financement des activités artisanales dans la commune	Un cadre de concertation artisans, micro finance, COPES opérationnel et fonctionnel	Rapports dressés -Bureau d'antenne du COPES représenté au niveau de la commune	
Résultats	R1- 30 ateliers de renforcements des capacités des artisans enregistrés, organisés dans la commune	Plus de 50% des artisans enregistrés	Liste des artisans par filière disponible	
	R2- les artisans de la commune installés par filière dans les ateliers et dans le village artisanal et informé sur les périodes de compétition artisanale	Tous les artisans installés enregistrés prêts à exposer leurs objets d'art	Liste des artisans sélectionnés enregistrés disponible dans la commune et village artisanal	
	R3-Toutes disposition financière et matérielle prise pour la tenue du salon artisanal	Date de salon publié Artisans enregistrés et préparé à la compétition	Exposition tenue Artisans primés	
	R4- une organisation des artisans affiliés au	50% des organisations maîtrisent	Organisations artisanales	

	COPES	le montage des projets et éligibles au PAOPES			identifiés et actives	
	R5- 01 Processus de financement mis sur pied et opérationnel	Les rencontres entre les artisans organisés, les microfinances et les COPES est effective			Tous les artisans et les partenaires connus	
Activités		Moyens			Coûts	Condition préalables de réalisation
		Financier	Humain	Matériel		
	A1- Étendre la sensibilisation des artisans dans tous les villages de la commune	x	x	x	560.000	
	A2- Inventorier les artisans par filière et sélectionner les meilleurs dans le village artisanal	x	x	x	100.000	
	A3-Organiser le salon de l'artisan et primer les meilleurs artisans	x	x	x	450.000	
	A4-Organiser les structures du COPES dans la commune et les vulgariser.	x	x	x	560.000	
	A5- Signer des protocoles d'accords de financement avec les partenaires	x	x	x	20.000.000	
Sous total					21.670.000	
TOTAL GLOBAL					69110000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.25 - Secteur Culture

Problème central : Difficulté à valoriser le potentiel culturel existant dans l'espace communal

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Valoriser le potentiel culturel dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-construire 15 foyers communautaires dans la commune de Bafoussam 3ème d'ici à fin 2020	15 foyers communautaires construits et opérationnel	- Rapports des travaux de construction - PV de réception	
	2-achever les travaux de construction des 03 foyers communautaires (Mbi 2, Djunang Mete, Kouogouo village 1) dans la commune avant fin 2017	03 foyers communautaires fonctionnels	-rapports des travaux -Inauguration des 03 foyers communautaires PV réception des travaux	
	3- achever la construction du musée royal de chefferie supérieure du groupement Bamougoum avec l'appui de l'UNESCO d'ici fin 2015	01 Musée royal opérationnel	-rapporte des travaux -Inauguration du musée royal de la chefferie supérieure Bamougoum Rapport passation de marché, PV de réception	
	4- créer un festival culturel pour promouvoir la culture Bamougoum (danses traditionnelles, art plastique, musiques folklorique etc.) d'ici fin 2013	Tenue du festival une fois en deux ans	- Programmes élaborés - Activités menées - Listes des participants, - Album souvenir du festival	
	5-organiser les acteurs culturels dans la commune d'ici fin 2015	Les acteurs qui sont effectivement organisés	-Liste et adresses des acteurs -rapports du système de l'organisation des acteurs selon les secteurs	
	6-crée et rendre opérationnels des 10 espaces culturels dans l'espace communal d'ici fin 2020	10 espaces culturels créés et opérationnels	Rapports des activités culturelles	
	7- Adhérer au projet « <i>Route des chefferies</i> » avant fin 2011	La chefferie bénéficie effectivement du projet « <i>Route des chefferies</i> »	Attestation d'inscription au fichier des musées	
	8- Doter la commune d'une bibliothèque municipale			
	R1 : 15 foyers communautaires sont construits et fonctionnent effectivement dans la commune	15 foyers communautaires fonctionnent effectivement	Site de construction des foyers communautaires	
	R2 : 03 foyers sont achevés et sont opérationnels dans l'espace communal	03 foyers achevés et fonctionnels	-organisation des soirées culturelles dans les foyers, - PV de réception des travaux.	
	R3 : 01 Musée royal achevé et fonctionnel	Les travaux d'achèvement du	PV de réception des travaux du musée	

Résultats		musée royal sont terminés			royal	
	R4- Une journée de festival culturel annuel est arrêté dans la commune.	- Journée connue - Nom du festival connu			- Programmes élaborés - Activités menées - Listes des participants, Album souvenir du festival	
	R5 : les acteurs culturels sont organisés et ont réellement des activités dans l'espace communal	Au moins 100 groupes de danses traditionnelles identifiés			- Répertoires des danses traditionnelles	
	R6 : 10 espaces culturels dans l'espace communal sont créer et sont opérationnels	10 espaces culturels créés et effectivement opérationnels			Site de création des espaces culturels	
	R7- Le projet « Route des chefferies » soutient effectivement la chefferie supérieure Bamougoum	La chefferie bénéficie effectivement du projet « Route des chefferies »			Attestation d'inscription au fichier des musées	
	R8- Une bibliothèque municipale est construite					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Construire 15 foyers communautaires dans la commune	x	x	x	150 000 000	
	A2- Organiser le festival culturel du peuple Bamougoum	x	x	x	30 000 000	
	A3- Achever la construction et l'équipement de 03 foyers dans trois villages	x	x	x	30 000 000	
	A4- Achever la construction du musée royal de Bamougoum	x	x	X	20 000 000	
	A5- Organiser les acteurs culturels en associations	X	x	X	2 000 000	
	A6- Aménager 10 sites pour des espaces culturels	x	X	x	10 000 000	
	A7- Adhérer au projet « Route des chefferies »	X	x	X	50 000	
	A8- Construire et équiper une bibliothèque municipale				PM	
Total					242 050 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.26 - Secteur Recherche Scientifique Et Innovation

Problème central : Difficulté pour les producteurs à avoir accès aux semences de bonne qualité et à haut rendement et pour les éleveurs à avoir accès aux souches animales de bonne race et de bonne productivité

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux semences améliorées et aux meilleures races d'animaux dans la commune			
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 01 station de recherche IRAD dans la commune d'ici fin 2017	01 station de recherche IRAD opérationnel	Arrêté de création	
	2-mettre à la disposition des producteurs des semences sélectionnées et meilleures races d'animaux dans la commune avant fin 2013	Des Semences améliorées et meilleures races d'animaux présentes et disponibles sur le marché	Disponibilité des semences améliorées et meilleures d'animaux disponibles sur le marché	
	3-former les producteurs de semences et créer les points de vente agréés dans la commune d'ici 2013	Des producteurs de semences formés et les points de vente qui sont ouverts et connus par la population	-rapports des séances de formation des producteurs de semences -boutiques de vente ouvertes	
Résultats	R1 : 01 station de recherche est créée et fonctionne effectivement dans la commune	01 station de recherche IRAD qui est créée et fonctionne effectivement	Site d'implantation de la station recherche IRAD, certificat de donation du site et PV de réception.	
	R2- des semences améliorées et souches animales améliorées sont disponibles sur le marché et accessibles aux producteurs.	Semences améliorées et meilleures souches animales disponibles sur le marché	Cahier de charge de l'IRAD, Contrat de partenariat avec la commune.	
	R3 : des producteurs de semences sont formés et des points de vente agréés sont fonctionnels dans l'espace communal	Des producteurs de semences formés et les points de vente sont ouverts et connus des populations	-List des points de vente agréés -disponibilité des semences sur le marché	
Activités		Moyens	Coût	Conditions

		Humain	Matériel	financier		préalables de réalisation
	A1- Demander la création d'O1 station de recherche IRAD dans la commune de Bafoussam 3ème	x	x	x	10 000	
	A12 construire et équiper une station IRAD demandée					
	A2-1 Demander au MINRESI la mise sur le marché des semences améliorées et meilleures races d'animaux au profit des producteurs dans la commune	x	x	X	50 000	
	A2.2- Créer des points de vente des semences améliorées dans la commune	x	x	x	-	
	A2.3- Faire un plaidoyer pour la subvention de la production des semences et des souches d'élevage améliorées	x	x	x	PM	
	A3- Organiser des ateliers de renforcement de capacités des paysans sur la multiplication des semences (pomme de terre, maïs, haricot, bananiers, et arbres fruitiers)				10 000 000	
Total					10 060 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.27 - Secteur Promotion de La Femme et de La Famille

Problème central : Difficulté d'accès aux infrastructures d'accompagnement de la jeune fille et pour les femmes à se voir impliquer véritablement dans les prises de décision pour ce qui concerne les initiatives de développement locale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures d'accompagnement pour la jeune fille, et l'implication des femmes dans la prise de décisions.					
Objectifs spécifiques	1-Créer et rendre fonctionnel 02 centres de promotion de la femme dans la commune de d'ici fin 2015	02 centres de promotion de la femme créés, construits et fonctionnels			-Décision de la création -décision d'ouverture -procès verbal de réception	
	2-crée et rendre fonctionnel une délégation d'arrondissement de la promotion de la femme et de la famille dans l'espace communal d'ici fin 2014	Une délégation d'arrondissement qui est créée, construite et fonctionne réellement			- Décision de la création	
	3-Organiser 112 ateliers de sensibilisation des conjoints sur les responsabilités familiales dans l'espace communal d'ici fin 2020	112 ateliers de sensibilisation des couples qui sont réellement organisés			- Rapports des journées de sensibilisation - Contenu des discussions	
	4- Renforcer les capacités de 300 familles indigentes				-	
Résultats	R1 : 02 centres de promotion de la femme et de la Famille sont créés et sont opérationnels	02 centres de promotion de la femme qui fonctionnent			-rapport des activités -programmes développés	
	R2 : une délégation d'arrondissement de la promotion de femme et de la famille est créée et est opérationnelle.	Une délégation d'arrondissement fonctionnelle			- PV de réception -	
	R3 : 112 ateliers de sensibilisation des chefs de familles sont tenus dans l'espace communal	112 journées de sensibilisation sont réellement organisées, par affiche			Calendrier des journées de sensibilisation, affichage	
	R4 : Les capacités de 300 familles indigentes sont renforcées					
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1- Solliciter la création de 2 centres de	X	X	X	80 000	

	promotion de la femme dans la commune de Bafoussam 3ème					
	A12- Construire et équiper 02 centres de promotion de la femme dans la commune de Bafoussam 3ème	X	X	X	180 000 000	
	A2.1-Solliciter la création d'une délégation d'arrondissement du MINPROFF dans l'espace communal	X	X	X	20 000	
	A2.2- Construire et équiper la délégation d'arrondissement du MINPROF dans l'espace communal	X	X	X	25 000 000	
	A3.1- Préparer la tenue des 112 ateliers de sensibilisation des chefs de famille	x	x	x	560 000	
	A3.2- Tenir 112 ateliers de sensibilisation des conjoints sur les responsabilités familiale et les thèmes tel que n la santé de reproduction, santé nutritionnelle et environnementale.	x	x	x	11 200 000	
	A4- appuyer 300 familles indigentes pour leur insertion socioéconomique a travers les aides et les formations sur les AGR.				3.000.000	
Total					219 860 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.2.28 - Cadre Logique De L'institution Communale

Problème central : Difficulté à rendre opérationnel l'institution communale

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Rendre plus opérationnel l'institution communale			
Objectifs spécifiques	1- Doter l'institution communale d'une infrastructure appropriée pour abriter ces services d'ici fin 2016	Un bâtiment de l'hôtel de ville construit et opérationnel	Visite du bâtiment	
	2- Faire augmenter de 50 % les recettes communales d'ici fin 2012	Recette communale augmenté à au moins 50%	Compte administratif validé	
	3-Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme de concertation publique privée dans la commune.	Plate forme de concertation fonctionnelle		
	4- Faire augmenter de 50 % au moins le niveau de prestation de service au sein de l'institution communale d'ici fin 2012 en dotant la commune d'un engin lourd	Les tâches sont claires et précises dans chaque service et pour chaque membre du personnel		
Résultats	R1- Un bâtiment approprié est construit et équipé pour abriter les services de la commune	Bâtiment construit	Visite du bâtiment	
	R2-Les recettes communales ont augmenté au moins de 50 %	Le niveau de réalisation du budget de la commune s'est considérablement augmenté	Compte administratif validé	
	R3- Deux plates formes de concertation sont mises en place et sont opérationnelles au sein de	Plates formes fonctionnelles	Texte de base	

	l'institution communale					
	R4-Les services au sein de l'institution communale sont redynamisés et offre une prestation de qualité aux populations de la commune.	Dynamique au sein de l'institution			Rapport d'activités et manuel de procédure	
Activités		Moyens			Coût	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	financier		
	A1.1- Identifier et acquérir un site pour la construction de l'hôtel de ville de Bafoussam 3e à Kongso	x	x	x	15 000 000	
	A1.2-Faire le plan de construction de l'hôtel de ville	x	x	x	2 500 000	
	A1.3- Mobiliser les fonds pour la construction du bâtiment de l'hôtel de ville	x	x	x	1 000 000	
	A1.4 Construire et équiper l'hôtel de ville de Bafoussam 3 ^{ème} (Prévoir les rampes pour les handicapés)	x	x	x	350 000 000	
	A2- Identifier et viabiliser toutes les sources potentielles de richesses répertoriées dans l'espace géographique de la commune				15 000 000	
	A2.2- Elaborer et mettre en application un manuel de procédure de gestion des ressources de la commune	x	x	x	500 000	
	A2.3- Elaborer et mettre en application une politique de gratification des agents de	x	x	x	250 000	

	recouvrement des recettes communales					
	A3.1- Organiser quatre assemblées constitutives pour les plates formes Institution Communale et sectoriels et institution communale et opérateurs économiques	x	x	x	1 000 000	
	A3.2- Organiser les réunions dans les différentes plates formes de concertation	x	x	x	1 000 000	
	A4.1- Elaborer et adapter l'organigramme des services de la commune	x	x	x	250 000	
	A4.2- Nommer les responsables dans les postes définies dans l'organigramme des services	x	x	x	-	
	A4.3- Organiser les réunions de coordination de service	x	x	x	-	
	A4.4- Actualiser en début de chaque année le cahier de charges de chaque service au sein de l'institution communale	x	x	x	-	
	A4.5- Organiser chaque fin d'année une réunion bilan des activités de l'institution communale	x	x	x	-	
Total					386500000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés et consolidés avec le sectoriels en vue de l'élaboration du PCD

5.3 Économie locale

5.3.1 Situation de référence

L'économie locale dans l'espace communal couvre les trois secteurs de l'économie. Le secteur primaire occupe plus de 75% de la population active, le secteur secondaire occupe environ 10% de la population active et enfin le secteur tertiaire 15% de la population active.

5.3.1.1 Situation de référence des secteurs du primaire

Secteur Agriculture

- Existence des espaces cultivables considérables en zone rurale
- Existence de quatre (05) postes agricoles (Latsit 1, Famkouo I (Bakassa), Djunang, Bassé et Doumdi) chargés d'accompagner et d'encadrer les producteurs agricoles. Toutefois, sur les quatre postes agricoles, seul le poste de Latsit 1 dispose d'un bâtiment (siège).
- Les produits agricoles dans la Commune sont essentiellement vivriers. C'est ainsi qu'on a le haricot, macabo, patate, igname, plantain, manioc.
- Produits maraichers (choux, tomate, haricot vert, légume, carotte, gombo, poireau) cultivés dans les zones marécageuses.

Secteur élevage, pêche et industries animales

- Existence de six (06) étangs piscicoles relativement importants : notamment 02 à Kongso I et Mbi II et 04 à Latsit II
- Existence d'un Centre Zootechnique situé à Kamkop
- Existence d'une délégation d'arrondissement à Kamkop
- Existence de 79 organisations de producteurs agropastoraux en GIC.
- Pratique de l'élevage des bovins, des caprins, des volailles et des porcins de façon traditionnelle

Secteur mines et développement industriel et technologique

La commune de Bafoussam 3^{ème} a de grandes potentialités minières : 13 carrières de sable, 22 carrières de pierres, 02 carrières de pouzzolane, 04 carrières de latérite et 01 carrière d'argile.

5.3.1.2 Situation de référence du secteur secondaire

Secteur développement industriel et technologique

La commune de Bafoussam 3^{ème} a une grande partie des industries privées et parapubliques implantées sur son territoire, on dénombre 08 industries : SCS (Société Camerounaise de la savonnerie) à Kamkop 6 ; CC0 (Complexe Cosmétique de l'Ouest) à Kamkop 7 ; La Centrale thermique à Tchouong 2 ; La SABC (Société Anonyme des Brasserie du Cameroun) , la SOC à Tchouong 1, le Centre de traitement poteaux bois de la SONEL à Kena1, 01 boulangerie Prestige à Kamkop 5 et 02 usines de torréfactions de café à Kena1 et Tchouong2.

5.3.1.3 Situation de référence du secteur tertiaire

Secteur commerce

- Existence de 07 marchés
- Plusieurs petits commerces
- 05 marchés sur 07 sont périodiques

Secteur petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

- Une boulangerie (Boulangerie Prestige)

- Une diversité d'activités dans les corps de métier identifiés : coiffure, menuiserie, couture, mécanique, broderie, soudure métallique, call box, pharmacie etc.
- 02 PME sous traitant d'AES-SONEL en l'occurrence ENI-ELECAM et EROMAT- 3I

Secteur culture

- Une chefferie traditionnelle (Chefferie Supérieure Bamougoum, King Place)
- Un Musée de la chefferie non aménagé
- De nombreuses associations culturelles et groupes de danses traditionnelles (au moins un par village)

Secteur transport

- Existence de 221,5 kilomètres de voirie dans la commune de Bafoussam III,
- Présence de transport clandestin

Inexistence d'infrastructures abritant une gare routière

Secteur tourisme

- Une chefferie supérieure - 04 grottes attrayantes
- 02 chutes - Une plage à la Méché
- Plusieurs lieux sacrés - 14 hôtels pour les séjours

Les services

Pour ce qui est des activités économiques dans le secteur privé de la commune, on note la présence de 03 industries chimiques (SCS, CCO, SOC) qui apportent de l'emploi aux habitants. En matière de service, on note plusieurs secrétariats bureautiques localisés en zone urbaine à cause de la disponibilité relativement constante de l'énergie électrique. On a aussi des restaurateurs, des sociétés de distribution d'images, des salons de coiffure, des menuiseries, deux stations d'essence (Total à Kamkop5 et CAMOCO à Kena), etc

5.3.2 Possibilités de création d'emplois et des richesses dans la commune

Tableau 5 : et possibilités de création d'emploi

Secteur	Potentialités	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possible	Emplois probables
Agriculture	-Terres cultivables disponibles - Climat favorable à la pratique de 2 cycles de production agricole - Proximité d'une station de recherche agricole - Existence des voies d'accès - Proximité des grandes métropoles - Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité	- Augmenter les rendements agricoles - Promouvoir la transformation des produits agricoles	- faire le refinancement de l'agriculture à travers le micro finance MC2 -Subventionner les intrants agricoles - Renforcer les capacités des agriculteurs sur les techniques de production, de conservation et de transformation - Faciliter l'accès aux crédits - Construire les magasins de stockage - Organiser les foires agricoles (producteurs, acheteurs, fournisseurs consommateurs) - Ouvrir et entretenir les pistes de collectes dans les bassins de production agricole	- Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés - Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune - Développement des services divers dans les bassins de production	- Auto emploi - Besoin en main d'œuvre dans les unités de production et de transformation
Elevage Pêche et Industrie Animale	- Climat favorable à la pratique des activités d'élevage - Existence des structures étatiques pour l'encadrement des éleveurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité	- Augmenter les rendements en élevage - Promouvoir la transformation des produits d'élevage	- Subventionner l'élevage du gros et petit bétail, de la volaille, la pisciculture et l'apiculture - Faciliter l'accès aux crédits - Renforcer les capacités des éleveurs sur les techniques de production, de conservation et de transformation - Organiser les foires d'élevage	- Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés - Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins - Création d'une centrale d'achat et de vente des produits d'élevage au niveau de la commune - Développement des services divers dans les zones d'élevage	- Auto emploi - Besoin en main d'œuvre dans les unités de production et de transformation

Commerce	-Existence de 07 marchés aucun construits avec 05 marchés périodiques -Fort potentiel des consommateurs -Position stratégique de la ville sur la National N°	Aménager les infrastructures marchandes dans la commune	- Construire les marchés dans les villages - Construire le marché communal à Kèkè dans Djunang - Construire une unité de plumage des poulets de chaires au marché de Casablanca à Kamkop4	-Commerce général -Services divers -Installation des vendeurs grossistes	-Auto emploi -Recrutement des agents communaux -Besoin en services divers
Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	-Existence de plusieurs créneaux porteurs dans divers corps de métiers -Fort potentiel des consommateurs	Promouvoir le développement des PME et PMI	- Créer et rendre opérationnel une plateforme d'échanges et de concertation avec les opérateurs économiques et les jeunes potentiels porteurs des projets - Appuyer à l'éclosion et à la compétitivité des PME/PMI dans la commune - Simplifier les procédures fiscales et administratives pour la création d'entreprise - Faciliter l'accès aux crédits	- Création d'entreprise de fournitures des biens et services divers	- Auto emploi - Offre d'emplois divers - Opportunités d'offre de services divers
Industries, Mines et Développement Technologique	-Présence de plusieurs carrières non exploitées -Besoin en produits de carrières assez important -terrain vierge par rapport au développement de l'industrie	Mettre en valeur le potentiel des ressources naturelles existant dans la commune	-Organiser l'exploitation et la gestion des carrières de sable, des pierres, d'argiles de latérites et de pouzzolane - Passer du stade artisanal d'exploitation des carrières des pierres au stade moderne	-Achat et vente des produits des carrières	- Auto emploi - Main d'œuvre dans les carrières - Opportunités d'offre de services divers
Transport	-Fort potentiel des besoins en transport urbain de masse -Existence de voix d'accès pour atteindre les écoles	Développer le transport inter-villages de masse	- Créer une structure de transport des élèves -Faciliter les procédures d'obtention d'une licence de transport	-Transport par car ou autobus des élèves et autres usagers -Construire la voirie urbaine	- Auto emploi - Opportunités d'emploi - Opportunités d'offres de services divers
Tourisme	-Existence d'un fort potentiel des sites touristiques	Mettre en valeur le potentiel touristique existant dans la commune	- Organiser les acteurs intervenants dans le secteur - Aménager et viabiliser les sites touristiques existant - Tracer les circuits touristiques - Mettre en place une structure de gestion	-Vente des produits de l'artisanat -Divers autres services à offrir	- Auto emploi - Opportunités d'emploi - Opportunités d'offres de services divers

Culture	-Organisation biannuelle d'une manifestation culturelle -Présence de plusieurs artistes de renommées traditionnelles	Mettre en valeur le potentiel culturel existant dans la commune	- Organiser les acteurs intervenants dans le secteur - Créer et aménager un espace culturel - Organiser les spectacles culturels	-Organisation des spectacles -Manager des artistes -Production des tenues d'artistes	-Auto emploi -Opportunités d'emploi -Opportunités d'offres de services divers
Services	-Fort potentiel humain dans le centre urbain demandeurs des services	Développer des services au profit des élèves dans les établissements scolaires dans le centre urbain	- Créer les cantines scolaires - Créer une centrale d'achat et de vente des fournitures scolaires	-Fournisseurs des produits pour les cantines scolaires -Fournisseurs des fournitures et manuels scolaires	-Auto emploi -Opportunités d'emploi -Opportunités d'offres de services divers

5.4 Coût estimatif du PCD

Tableau 6 : Budget prévisionnel du PCD

Secteur	Montant total
Agriculture	299 630 000
Élevage pêche et industrie animale	164 000 000
Eau	2 448 000 000
Énergie	1 571 000 000
Assainissement	162 800 000
Santé	1 015 600 000
Éducation de base	1 954 630 000
Enseignement secondaire	2 981 775 000
Enseignement supérieur	200 000
Transport	55 500 000
Tourisme	145 050 000
Culture	242 050 000
Sport et éducation physique	105 100 000
Mine et Développement technologique	202 600 000
Commerce	735 000 000
Recherche scientifique et innovation	10 060 000
Emploi et formation professionnelle	1 219 000 000
Poste et télécommunication	120 000 000
Travail et sécurité sociale	72 240 000
Petites et moyennes entreprises, Économie sociale et artisanat	69110000
Jeunesse	661 400 000
Travaux publics	25 877 750 000
Promotion de la femme et de la Famille	219 860 000
Domaine et affaires foncières	11 500 000
Développement urbain et Habitat	8 063 000 000
Environnement et protection de la nature	300 900 000
Forêt et Faune	317 435 000
Administration territoriale décentralisation et maintien de l'ordre	270 650 000
Affaires sociales	177 100 000
Institution communale	386500000
Total	48 741 600 000

***Source :** Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD*

5.5 Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Tableau 7 : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Unité de paysage	Problème identifié	Causes pertinentes	Solutions envisagées
Zone d'habitation	Difficulté d'accès à la zone d'habitat en milieu urbain	-Espace réduit en zone urbaine pour la construction des immeubles ou autres infrastructures -Non maîtrise par les populations du plan sommaire d'urbanisation existant -Relief très accidenté par endroit en zone urbaine	-Viabiliser les lotissements dans la périphérie urbaine. -Actualiser, vulgariser et mettre en application le Plan Sommaire d'urbanisation de la commune
Zone de savane	Difficulté à gérer l'espace dans la zone de savane	-Les limites et la situation des propriétés foncières sont mal connues -La réglementation foncière en vigueur est mal connue des populations -Chevauchement entre la loi coutumière et la législation en vigueur pour ce qui concerne le foncier -Absence d'un plan d'occupation des sols -Pauvreté des sols dans les zones de production agricole	-Élaborer et mettre en application un plan d'occupation de sol -Sensibiliser et éduquer les populations sur le mécanisme d'immatriculation de leurs propriétés -Délimiter et matérialiser les zones d'agriculture et les zones de pâturage -Améliorer la fertilité des sols avec la pratique de l'agro foresterie et l'usage du compost dans l'espace géographique
Ressource en eau	Difficulté pour les populations à bien gérer la ressource en eau disponible à certains endroits dans leur environnement	-Dépôt d'ordures ménagères dans les lits de cours d'eaux -Les tuyaux de vidanges des latrines de certains domiciles dans la ville sont orientés dans les cours d'eaux - Pollution de l'environnement par les déchets de certaines industries	-Drainer le lit des cours d'eau -Sensibiliser les populations à ne plus jeter les ordures ménagères dans les cours d'eaux -Identifier et sanctionner tous ceux qui orientent les tuyaux d'évacuation de leur latrine dans les cours d'eaux. - Créer des amendes pour toutes les industries qui déversent les déchets dans les cours d'eau
Bas fonds marécageux	Difficulté à protéger les écosystèmes dans les zones humides	-Destruction des plants de raphias dans les bas fonds -Aménagement non approprié des bas fonds existant	-Mettre en place un plan d'aménagement des bas fonds marécageux -Planter les raphias dans les bas fonds marécageux

Lac	Difficulté à mettre en valeur le lac existant dans l'espace communal	-Lac non aménager et mal entretenu	-Aménager, entretenir et rendre touristique le lac de Kouabang II
Poches d'éboulement de terre	Difficulté à stabiliser les terres dans certaines zones d'habitation	-Existence des fortes pentes en amont -Absence des canaux construits pour l'évacuation des eaux de pluie -Obstruction des rigoles avec les ordures ménagères -Déstabilisation du sol en aval des fortes pentes par les eaux de ruissellement, -Absences d'exutoires aménagés en aval des fortes pentes	-Sensibiliser les populations à évacuer les zones d'éboulement -Construire les canaux d'évacuation des eaux de ruissellement en amont -Construire les exutoires d'eaux de ruissellement dans les zones d'éboulement -Mettre dans les zones d'éboulement les plantes qui stabilisent le sol
Zone de forêt	Difficulté à conserver les parcelles de forêt existant	-Coupe anarchique des arbres à la recherche du bois de chauffe -Pratique récurrente du feu de brousse	-Impliquer les populations dans la création des forêts communautaires dans les villages -Introduire dans les essences à planter les arbres fruitiers et les plantes médicinales -Sensibiliser les populations sur les méfaits du feu de brousse

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD

Par rapport au Plan d'Utilisation et de Gestion Durable des Terres, 13 actions à entreprendre dans la commune

1. Actualiser et mettre en application le plan sommaire d'urbanisation
2. Anticiper sur l'occupation de l'espace dans la périphérie urbaine avant l'installation des populations
3. Limiter et matérialiser les zones d'occupation des sols (zone d'agriculture, zone de pâturage, domaine privé de l'Etat, domaine privé de la commune, propriété privée des particuliers) pour réduire les conflits
4. Engager des actions pour limiter le dépôt d'ordures et d'autres sources de pollution
5. Mettre en place dans la commune un système approprié de gestion des ordures dans le centre urbain
6. Réorganiser l'occupation de l'espace par les corps de métiers dans le centre urbain
7. Améliorer la fertilité du sol dans les zones de production agricole par la pratique de l'agroforesterie et l'utilisation du compost
8. Elaborer et mettre en application un plan d'aménagement des bas fonds marécageux
9. Mettre en place un système concerté de gestion durable des ressources naturelles disponibles
10. Faciliter dans les zones rurales l'accès aux infrastructures sociales de base (éducation, eau, énergie, etc.)
11. Intégrer les aspects genre dans toutes les initiatives locales de développement tant en milieu rural qu'en milieu urbain
12. Faciliter l'accès aux sources de financement pour la promotion du développement économique locale
13. Mettre en place une plate forme de concertation pluri acteur et la rendre opérationnel le

6 . PROGRAMMATION

6. PROGRAMMATION

6.1. Planification stratégique des actions prioritaires

6.1.1 Vision du maire

Dans le Cadre de Dépense à moyens terme, la Vision du maire sur les trois prochaines années:

Sur le plan social

- Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'énergie électrique dans la commune,
- Faciliter le déplacement des biens et des personnes par la construction des routes et des ouvrages de franchissement dans la commune,
- Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité et les soins de santé de qualité et à moindre coût aux populations de la commune

Sur le plan économique

Faciliter l'accès aux infrastructures marchandes par la construction et l'aménagement des marchés.

6.1.2 Planification triennale des projets et actions prioritaires

Tableau 8 : Planification triennale des projets et des actions prioritaires

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
Institution communale												
Problème central : Difficulté à rendre opérationnel l'institution communale												
Objectif global : Rendre plus opérationnel l'institution communale												
Rendre plus opérationnelle l'institution communale	Identifier et acquérir un site pour la construction de l'hôtel de ville de Bafoussam 3e à Kongso	Site identifié et sécurisé				Maire (Exécutif communal)	Elites Sectoriels	X	X	15 000 000	15 000 000	-
	Élaborer un plan de construction de l'hôtel de ville de la commune	Plan de construction disponible				Exécutif communal	Elites	X	X	2 500 000	2 500 000	-
	Mobiliser les fonds pour la construction du bâtiment de	Les fonds sont mobilisés pour la construction du				Exécutif communal	Elites	X	X	1 000 000	1000000	-

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
	l'hôtel de ville de Bafoussam 3e	bâtiment de l'hôtel de ville										
	Identifier et viabiliser toutes les sources potentielles de richesses répertoriées dans l'espace géographique de la commune	Toutes les sources potentielles de richesses de la commune sont connues				Exécutif communal	SDE /RM	X	X	15 000 000	15000000	A rechercher
	Elaborer et mettre en application un manuel de procédure de gestion des ressources de la commune					Exécutif communal	SDE	X	X	500 000	500000	-
	Elaborer et mettre en application une politique de gratification des agents de recouvrement des recettes communales	Les agents de recouvrement qui sont plus motivés pour le travail				Exécutif communal	SDE	X	X	250 000	250000	-
	Organiser quatre assemblées constitutives pour les plates formes Institution Communale et sectoriels et institution	Plate forme opérationnelle				Exécutif communal	PNDP	X	X	1 000 000	1000000	-

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat.	Financière	Commune	Partenaire
	communale et opérateurs économiques											
	Organiser les réunions dans les différentes plates formes de concertation	Etat de lieux				Exécutif communal	PNDP	X	X	1 000 000	1000000	-
	Elaborer et adopter l’organigramme des services de la commune de Bafoussam 3e	Un nouvel organigramme est appliqué au sein de l’institution				Exécutif communal	PNDP MINATD MINEPAT	X	X	25000	25 000	-
	Nommer les responsables dans les postes définies dans l’organigramme des services	Personnel communal renforcé				Exécutif communal		X	X	-	-	-
	Organiser les réunions de coordination de service	Chaque service sait mieux ce qu’il a à faire				Exécutif communal		X	X	-	-	
	Organiser chaque fin d’année une réunion bilan des activités de l’institution communale	Le bilan des activités de l’institution est connu				Exécutif communal		X	X	-	-	
	Total										36275000	36275000
Secteur Agriculture												
Problème central : Difficulté pour les Agriculteurs à obtenir des bons rendements agricoles												
Objectif global : Améliorer durablement les rendements agricoles												
Améliorer durablement	Construire et équiper le CEAC	Le CEAC dispose effectivement d’un				Exécutif communal	MINADER/ FEICOM	X	X	50 000 000	10 000 000	40 000 000

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			201 1	201 2	201 3	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
les rendements agricoles		bâtiment										
	Construire et équiper 01 délégation d'arrondissement de l'agriculture	La DAADER dispose d'un bâtiment et est équipée				commune	MINADER/BIP			25 000 000	-	25 000 000
	Construire et équiper 01 poste agricole sur les cinq existants	Les postes agricoles disposent d'un bâtiment				Exécutif communal	MINADER	X	X	25 000 000	2 500 000	22 500 000
	Construire un magasin de stockage dans la commune	La commune dispose d'un magasin de stockage construit dans les normes et opérationnel				commune	MINADER	X	X	20 000 000	500 000	15 000 000
	Constituer un fonds de crédit de warrantage à la commune	Fonds disponible et opérationnel				commune	MINADER	X	X	15 000 000	500 000	10 000 000
	Former les producteurs agricoles	Les producteurs maîtrisent mieux les techniques agricoles				Exécutif communal	MINADER CEAC PA	X	X	280 000	180 000	100 000
	A5-2 Appuyer les producteurs à élaborer au moins 20 dossiers par an des microprojets des demandes d'appui de transfert en capital	au moins 20 producteurs appuyé financièrement ou matériellement chaque année				Exécutif communal	MINADER DDA ADER	X	X	20 000 000		20 000 000

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
Total										85280000		
Secteur : Élevage, pêche et industries animales												
Problème central : Difficulté pour les éleveurs à obtenir des bons rendements et à accéder à une infrastructure d'abattage de bétail dans la commune												
Faciliter l'obtention de bons rendements dans les fermes des éleveurs	Délimiter et matérialiser 02 zones de pâturage dans la commune	Les animaux qui divaguent moins				Exécutif communal	MINEPIA MINFOF	X	X	100 000	100 000	-
	Construire un abattoir moderne dans la commune							X	X	20 000 000	20 000 000	A rechercher
Total										20100000		
Secteur Eau et énergie												
Problème central Eau: Difficulté d'accès à l'eau potable												
Faciliter l'accès des populations à l'eau potable	Solliciter l'extension du réseau CDE sur 83,6Km dans la commune	Le réseau CDE qui est en voie d'être étendu				Maire	CDE / MINEE	X	X	13 000 000	13 000 000	-
	Construire chaque année 10 points d'eaux soit 30 points d'eaux d'ici 2013	Le pourcentage des populations qui ont accès à l'eau potable des forages				Exécutif communal	MINEE Elites /PNDP/FEICOM	X	X	90 000 000	60 000 000	30 000 000
	Réhabiliter toutes les 22 bornes fontaines et 04 forages	Les points d'eau qui sont à nouveau fonctionnels				Exécutif communal	MINEE CAPLAMI	X	X	20 000 000	20 000 000	-
	Créer la cellule communale de gestion des points d'eaux	la cellule de gestion des eaux qui est opérationnelle à la commune				Exécutif communal	MINEE	X	X	-	-	-
	Renforcer le réseau	Captage renforcé et				Institution	MINEE/MINAD	x	x	15 000 000	-	15 000 000

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			201 1	201 2	201 3	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
	de captage et d'adduction de Nepenet-Kouabang	opérationnel				communale	ER					
	Réhabiliter le réseau du captage de Kongso II	Captage réhabilité et fonctionnel				Maire	MINEE/PNDP	x	x	18 000 000	1 800 000	16 200 000
Total										176000000		
Problème central Énergie : Difficulté d'accès à l'énergie électrique et aux sources alternatives d'énergie												
Objectif global : Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique												
Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique	Réaliser une étude de faisabilité pour l'extension du réseau électrique sur le territoire communal et une étude de renforcement des capacités du réseau existant.	-				Exécutif communal	MINEE AES/SONEL	X	X	1 000 000	1000000	
	Etendre le réseau électrique sur les axes : Mbi I- carrefour Yanté, -Kongso - EP Toloum - Domicile Mr le maire – EP de Djunang II - Mission catholique de Tchu – Ep de Keuleu, - Aéroport –Mission Catholique de Houongl	15 000 000				Maire	PNDP/ FEICOM	X	X	150000 000	15 000 000	135 000000

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
Total										151000000		
Problème central Assainissement : Difficulté d'avoir accès à un environnement sain												
Objectif global : Faciliter l'accès des populations de à un environnement sain												
Faciliter l'accès des populations de à un environnement sain	Tenir les ateliers de sensibilisation de la population sur les mesures élémentaires d'hygiène	La population de la commune qui est plus avisée sur les mesures élémentaires d'hygiène				Exécutif communal	MINEP	X	X	800 000	800 000	-
Total										800 000		
Secteur Santé												
Problème central : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité et à moindre coût												
Objectif global : Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité et à moindre coût												
	Demander l'affection d'un médecin généraliste et 04 infirmiers au centre Médical d'arrondissement de Kongso	Le personnel du CMA de Kongso qui est renforcé				Exécutif communal	MINSANTE	X	X	50 000	50 000	-
	Achever la construction du centre de santé abandonné de Keuleu	Le CSI de Keuleu qui dispose effectivement d'un bâtiment				Exécutif communal	MINSANTE FEICOM Elites	X	X	50 000 000	5 000 000	45 000 000
	Equiper et affecter un personnel médical au CSI de Keuleu	Le CSI de Keuleu qui fonctionne effectivement				Exécutif communal	MINSANTE	X	X	20 000 000	5 000 000	-
Total										70050000		
Secteur Éducation de base												
Problème central : Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité dans certaines communautés												
Objectif global : Faciliter l'accès des populations à une éducation de base de qualité												

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			201 1	201 2	201 3	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
	Fournir des bacs à ordures dans 28 écoles primaires de la commune	Les écoles qui sont dotées de bacs à ordures				Exécutif communal	MINEDUB MINEP	X	X	560 000	Commune	Elites
	Construire 28 latrines dans les écoles primaires communes	Les écoles qui sont dotées de latrines				Exécutif communal	MINEDUB Elites	X	X	28 000 000	20 000 000	8 000 000
	Construire 02 salles de classe à l'EP de Bandzé 1	02 salles de classes construites				Maire	TP/MINEDUB	x	x	16 000 000	-	16 000 000
	Equiper en tables bancs à l'EP de Bandzé I	EP Bandzé équipé en tables bancs				Maire	MINEDUB/ BIP	x	x	1 800 000	-	1 800 00
	Equiper en bureau de maître	Ecole équipée en bureau de maître				Maire	MINEDUB/ BIP	x	x	250 000	-	250 000
	Construire un bâtiment de 02 salles à l'EP de Lafié I	Ecole construite				Maire	FEICOM	x	x	22 250 000	2 225 000	20 000 000
	Construire un bâtiment de 02 salles à l'EP de Kongso II (NGOUEUH)	Ecole construit				Maire	FEICOM	X	X	22 250 000	2 250 000	20 000 000
	Construire un bâtiment de 02 salles à l'EP de Toket	Ecole construit				Maire	FEICOM	X	X	23 250 000	2 325 000	21 000 000
	Construire un bâtiment de 02 salles à l'EP de Houong I	Un bâtiment de 02 salles de classe construit				Maire	FEICOM	X	X	22 250 000	2 250 000	20 000 000
	Doter en tables bancs les écoles					Maire	FEICOM	X	X	5 604 750	-	5 604 750

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			201 1	201 2	201 3	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
	primaires publiques de la commune											
Total										142 214 750		
Secteur Enseignement secondaire												
Problème central : Difficulté d'accès à une éducation de qualité dans l'enseignement secondaire dans la commune												
Objectif : global : Faciliter l'accès des populations à un enseignement secondaire de qualité												
	Fabriquer 720 tables-bancs pour les établissements d'enseignement secondaire de la commune	Les établissements qui sont dotés de tables-banc				Exécutif communal	MINESEC Elites	X	X	7 200 000	7 200 000	-
	Construire 12 bâtiments de 2 salles de classes chacun dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune	Les établissements qui sont dotés de nouveaux bâtiments				Exécutif communal	MINESEC FEICOM Elites	X	X	180 000000	180 000000	A rechercher
	Solliciter la création d'un CETIC dans la commune	Un CETIC est crée dans la commune				Exécutif communal		X	X	50 000	50 000	
Total										187 250 000		
Secteur Transport												
Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure adéquat pour le transport inter- village et intra-urbain de qualité												
Objectif global : Faciliter l'accès à une infrastructure adéquate pour le transport inter-village et le transport inter urbain de qualité												
	Construire et aménager 01 gare routière dans la commune	Une gare routière qui est opérationnelle dans la commune				Exécutif communal	MINT	X	X	13 000 000	30 000000	A rechercher
	Ouvrir un fichier communal pour	Les conducteurs qui sont connus au				Exécutif communal	MINT	X	X	250 000	250 000	-

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
	identifier les conducteurs dans l'espace communal	niveau de la commune										
Total										13250000		
Secteur Tourisme												
Problème central : Difficulté à mettre en valeur le potentiel touristique existant dans l'espace communal												
Objectif global : Faciliter la mise en valeur du potentiel touristique existant dans l'espace communal												
	Aménager et entretenir 01sites touristiques dans la commune	Les sites touristiques de la commune sont aménagés et génèrent des revenus				Exécutif communal	MINTOUR	X	X	20 000 000	20 000 000	A rechercher
	créer un office communal de tourisme et lui accorder un cadre de travail adéquat (bureau, personnel, textes de fonctionnement...)	L'office communal de tourisme est effectivement opérationnel				Exécutif communal	MINTOUR	X	X	15 000 000	15 000000	A rechercher
Total										35000000		
Secteur Culture												
Problème central : Difficulté à valoriser le potentiel culturel existant dans l'espace communal												
Objectif global : Valoriser le potentiel culturel dans la commune												
	Adhérer au projet « Route des chefferies »	Le village Bamougoum est appuyé par le projet « Route des chefferies »				Exécutif communal	MINCULT	X	X	50 000	50 000	
	Achever la construction et l'équipement de 03 foyers communautaires	Les foyers communautaires sont construits dans la commune				Exécutif communal	MINCULT	X	X	30 000 000	30 000 000	A rechercher

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
Total										30050000		
Secteur Sport et éducation physique												
Problème central : Difficulté d'accès à aux infrastructures sportives												
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures sportives dans la commune												
	Entretien des aires de jeux existants	Les aires de jeux présents dans la commune qui sont dans un bon état				Exécutif communal	MINSEP	X	X	10 000 000	10 000 000	A rechercher
Total										10000000		
Secteur Mine et Développement technologique												
Problème central : Difficulté pour l'institution communale à mettre en valeur le potentiel minier et industriel existant												
Objectif global : Faciliter la mise en valeur du potentiel minier existant												
	Réaliser une étude sur les possibilités d'aménagement et d'exploitation des sites des carrières existants sur le territoire communal	Etudes réalisées et décision prise				Exécutif communal	MINIMIDT	X	X	1 000 000	1 000 000	
	Aménager et rendre opérationnelle au moins 05 carrières sur les 22 existantes.	Cinq carrières opérationnelles.				Exécutif communal	MINIMIDT	X	X	200 000000	200 000000	A rechercher
Total										201000000		
Secteur Commerce												
Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure marchande de qualité												
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures marchandes de qualité dans la commune												
	Construire 02 et 02 magasins marchés dans la commune	Marché construit				Maire	PNDP	X	X	70 000 000	30 000 000	40 000 000
Total										70000000		
Secteur : Recherche scientifique et innovation												

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
Problème central : Difficulté pour les producteurs à avoir accès aux semences de bonne qualité et à haut rendement et pour les éleveurs à avoir accès aux souches animales de bonne race et de bonne productivité												
Objectif global : Faciliter l'accès aux semences améliorées et aux meilleures races d'animaux dans la commune												
	Demander la création d'une station de recherche IRAD	Arrêté portant création de la station de recherche IRAD				Exécutif communal	MINRESI	X	X	10 000	10 000	-
Total										10000		
Secteur : Emploi et formation professionnelle												
Problème central : Difficulté d'accès à un emploi dans la commune												
Objectif global : Contribuer à la réduction du taux de chômage												
	Organiser des sessions de formations en lien avec les opportunités d'emplois à l'intention des jeunes chercheurs d'emploi	Nombre de personnes qui ont eu un emploi				Exécutif communal	MINEFOP	X	X	2 000 000	2 000 000	
Total										2 000 000		
Secteur : Poste et télécommunication												
Problème central : Difficulté d'accès aux réseaux téléphoniques de qualité (Orange, MTN, CAMTEL), aux réseaux audio visuel et de communication et au réseau internet à haut débit dans la commune												
Objectif global : Faciliter l'accès aux réseaux de télécommunication dans la commune												
	Négocier la Construction d'un bureau de poste dans l'espace communal	Un bureau de poste qui est construit et fonctionnel dans la commune				Exécutif communal	MINPOSTEL MINCOM	X	X	50 000	50 000	
	Créer et construire un centre multi fonctionnel y	Centre multimédia fonctionnel				Maire	MINPOSTEL	x	x	80 000 000	80 000 000	A rechercher

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			201 1	201 2	201 3	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
	compris un bureau de courrier postal dans la commune											
Total										80 050 000		
Secteur : Travail et sécurité sociale												
Problème central : difficulté pour les populations à avoir accès à une couverture pour sécurité sociale												
Objectif global : Faciliter l'accès à une couverture sociale dans la commune												
	Créer et construire 10 mutuelles communautaires de santé dans l'espace géographique de la communal	Les mutuelles de santé qui sont créées et fonctionnelles				Exécutif communal	MINTSS	X	X	50 000 000	50 000 000	A rechercher
Total										50 000 000		
Secteur : Jeunesse												
Problème central : Difficulté d'accès aux structures de formation et d'animation de jeunesse												
Objectif global : Faciliter l'accès aux structures de formation et d'animation de jeunesse dans la commune												
	Demander la création de la délégation d'arrondissement du MINJEUNE	Arrêté portant création de la délégation d'arrondissement du MINJEUN				Exécutif communal	MINJEUN	X	X	10 000	10 000	-
	Créer un fonds d'insertion socioprofessionnel pour le financement des micros projets des jeunes	Fonds d'insertion socioprofessionnel disponible				Exécutif communal	MINJEUN	X	X	2 000 000	2 000 000	-
	Construire et équiper 10 centres d'alphabétisation dans la commune	10 centres d'alphabétisation fonctionnels				Exécutif communal	MINJEUN	X	X	100 000 000	100 000000	A rechercher
Total										102010000		

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
Secteur : Travaux publics												
Problème central : Difficulté de déplacement dans la Commune												
Objectif global : Faciliter les déplacements dans la commune												
	Faire un état des lieux des routes sur le territoire communal et programmer l'aménagement par ordre d'importance	Réseau routier connu et programmation arrêtée				Exécutif communal	MINTP	X	X	250 000	250 000	-
	Construire 03 barrières de pluies dans la commune	Barrière de pluies construites et fonctionnelles				Maire	MINTP			1 000 000	1 000 000	-
	Construire le pont de Tchipou en matériaux définitif	01 pont construit à Tchipou en matériaux définitif				Maire	MINTP/ FEICOM	X	X	65 508 111	5 508 111	60 000 000
	Ouvrir 2km de route	02 km de routes sont ouvertes				commune	MINTP	X	X	10 000 000	10 000000	A rechercher
	Construire 05 ponts en matériaux définitif	05 ponts sont construit et opérationnel				Commune	MINTP	X	X	75 000 000	50 000000	25000000
Total										151 758 111		
Secteur : Promotion de la femme et de la Famille												
Problème central : Difficulté d'accès aux infrastructures d'accompagnement de la jeune fille et pour les femmes à se voir impliquer véritablement dans les prises de décision pour ce qui concerne les initiatives de développement locale												
Objectif global : Faciliter l'accès aux infrastructures d'accompagnement pour la jeune fille et l'implication des femmes dans la prise de décisions.												
	Solliciter la création d'une délégation d'arrondissement du MINPROFF dans l'espace communal	Arrêté portant création de la délégation d'arrondissement du MINPROFF				Exécutif communal	MINPROFF	X	X	20 000	20 000	
	Solliciter la création d'un centre de	Arrêté portant création du centre de				Exécutif communal	MINPROFF	X	X	40 000	40 000	

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
		promotion de la femme dans la commune	promotion de la femme									
Total										60 000		
Secteur : Domaine et affaires foncières												
Problème central : Difficulté à bien gérer le potentiel foncier existant												
Objectif global : Faciliter la bonne gestion du potentiel foncier												
	Sécuriser les lotissements communaux	Les lotissements communaux sont sécurisés				Exécutif communal	MINDAF Populations	X	X	2 000 000	2 000000	A rechercher
Total										2 000 000		
Secteur : Développement urbain et Habitat												
Problème central : Difficulté à faire développer le centre urbain												
Objectif global : Faciliter le développement du centre urbain de la commune												
	A1- Élaborer un plan d'urbanisation en collaboration des sectoriels du MINDAF, MINDUH et MINTP	La commune applique un nouveau plan d'urbanisme				Exécutif communal	MINDUH MINATD MINDAF MINEPAT Populations	X	X	5 000 000	5 000000	A rechercher
Total										5 000 000		
Secteur : Environnement et protection de la nature												
Problème central : Difficulté d'avoir accès à un environnement sain et sécurisé dans l'espace communal												
Objectif global : Faciliter l'accès à un environnement sain et sécurisé												
	Aménager 20 espaces verts dans les villages de la zone urbaine de la commune	La commune qui est doté des villages verts				Exécutif communal	MINEP MINDUH MINDAF Populations	X	X	24 000 000	24 000 00 0	-
	Reboiser les 05 zones sensibles	Les zones sensibles qui sont sécurisées				Exécutif communal	MINEP MINDUH MINFOF	X	X	15 000 000	15 000000	A rechercher

Objectif global	Activités à entreprendre	Indicateurs de résultat	Période de réalisation			Responsables		Ressources nécessaires			Source de financement	
			2011	2012	2013	Responsable	Partenaire	Hum	Mat	Financière	Commune	Partenaire
							Populations					
Total										39000000		
Secteur : Forêt et Faune												
Problème central : Difficulté de Protéger le patrimoine forestier et les arbustes parsemés dans l'espace communal												
Objectif global : Faciliter la protection du patrimoine forestier et des arbustes parsemés dans la commune												
	Reboiser 05 ha de réserves forestières dans la commune par an	La réserve forestière qui est reboisée				Exécutif communal	MINFOF MINDUH MINEP Populations	X	X	20 000 000	20 000 000	A rechercher
	Sécuriser la réserve forestière de Kouabang	La réserve forestière de Kouabang qui est sécurisée				Exécutif communal	MINFOF MINNEP MINFOF Populations	X	X	10 000 000	10 000 000	A rechercher
Total										30000000		
Secteur : Affaires sociales												
Problème central : Difficulté à prendre en charge les couches vulnérables												
Objectif global : Faciliter la prise en charge des couches vulnérables												
Faciliter la prise en charge des couches vulnérables	Créer, construire et équiper un centre social pour la prise en charge de couches vulnérables	Population qui bénéficie effectivement des services du centre social				Exécutif communal	MINAS	X	X	50 000 000	50 000 000	A rechercher
	Subventionner les œuvres d'encadrement	Œuvres sociales qui bénéficient des subventions de la commune				Exécutif communal	MINAS	X	X	10 000 000	10 000 000	A rechercher
	Acquérir les appareillages pour handicapé	Appareillage acquis				Exécutif communal	BIP	X	X	800 000	800 000	800 000
Total										60800000		
Coût Global										1665677861		

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD

6.2- Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT 2011 - 2013

6.2.1- Impacts environnementaux potentiels et mesures envisageables dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement triennal

Tableau 9 : Impacts environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'atténuation	Mesures environnementales d'optimisation
<u>Micro projet de construction d'infrastructures (bâtiments) :</u> - -Construction de 10 salles de classe dans les écoles primaires publiques -Construction de 24 salles de classe dans les établissements d'enseignement secondaire public -Construction de 1 poste agricole, d'une délégation d'arrondissement d'agriculture et 01 CEAC -Construction de 28 latrines dans les écoles primaires publiques -Construction de 10 centres d'alphabétisation -Construction de 01 centre de santé, - construction de 03 foyers	-Augmentation des revenus dans la zone du microprojet avec la pratique des AGR par les habitants voisins du site	-Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des infrastructures	-Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté	-Obtenir de chaque donateur de site un certificat légalisé de donation
	-Amélioration du cadre de travail dans les institutions concernées avec un effet direct sur les performances et les résultats obtenus	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informers les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	-PV des réunions participatives disponibles -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
	-Consolidation de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets communautaires	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ;	-Nombre et espèces d'arbres replantés ; -Superficie engazonnée

communautaires, - Construction de 01 abattoir municipal - Construction de 01 centre multimédia, - construction de 01 centre social - construction d'une sous préfecture dans l'arrondissement de Bafoussam 3 ^{ème}			Engazonner les zones affectées	
		- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	-Présence des équipements de protection utilisés -Nombre de passages quotidiens de camions d'arrosage
		-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité d site
		Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	-Présence systématique d'une latrine améliorée à fosse ventilée -Distance et position de la latrine par rapport aux points et cours d'eau
				-Réaliser pour chaque microprojet une étude d'impact environnemental -Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque micro projet
<u>Micro projet d'aménagement de terrain :</u> -Création et aménagement de 20 espaces verts dans la zone urbaine de la	-Conservation de la biodiversité; -Diminution de la pression	-Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses	- Education environnementale des populations	-Elaboration de plan simples de gestion des ressources naturelles communautaires ou communales ;

commune	sur les ressources			-Installation des pare-feu
- reboiser 40 ha dans la réserve forestière	Accroissement de la production agricole	- Erosion due à l’exploitation des zones d’emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l’excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d’emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel	-Nombre et espèces d’arbres replantés ;
-			-Reboiser les zones affectées ;	-Superficie engazonnée
-Aménagement de 05 sites d’exploitation de carrières	Amélioration de la qualité des produits de boucheries mises à la disposition des consommateurs	-Risques liés à l’acquisition des terres pour l’implantation des infrastructures	Engazonner les zones affectées	
-Aménagement d’un point de vente des produits de carrières			-Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté	-Obtenir de chaque donateur de site un certificat légalisé de donation
-Construction de 01 gare routière				
-Création et construction de 02 marchés		- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l’utilisation du site	-Informer les personnes touchées;	-PV des réunions participatives disponibles
- construction de 03 barrières pluies			-Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens	-Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
			-Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	
				-Réaliser pour chaque microprojet une étude d’impact environnemental
				-Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque

				micro projet
<u>Microprojets hydrauliques :</u> -Construction de 04 forages munis de pompe à motricité humaine -Construction de 30 points d'eaux modernes -construire 22 bornes fontaines - réhabiliter 02 captages		-Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des infrastructures	-Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté	-Obtenir de chaque donateur de site un certificat légalisé de donation
	Réduction du nombre de cas des maladies liés à l'eau dans les centres de santé	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informer les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	-PV des réunions participatives disponibles -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
	-Consolidation de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets communautaires			-Réaliser pour chaque microprojet une étude d'impact environnemental -Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque micro projet
<u>Microprojets d'extension réseau :</u> -Extension du réseau CDE sur 83,6 km -Extension du réseau électrique sur 125 km	Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	Elagage des branches d'arbres sur l'itinéraire	Choix d'un itinéraire qui ne va pas demander assez de destruction	PV de l'assemblée participative du choix de l'itinéraire
	Développement des activités économique	Décaper le sol pour faire passer les tuyaux ou implanter	Effectuer aussitôt les remblais et s'assurer de la mise en place d'un	

		les poteaux	couvert végétal approprié	
	-Consolidation de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets communautaires	Ouvertures des bars et autres débit de boisson avec risque de prostitution et transmission maladie sexuellement transmissible	Sensibiliser les populations aux risques des IST et VIH SIDA	PV de réunion de sensibilisation- Réaliser pour chaque microprojet une étude d'impact environnemental -Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque micro projet
<u>Microprojets construction ouvrages de franchissement :</u> -Réfection de 12 ponts -Construction de 10 dalots	Mouvements des personnes et transports des biens facilités	-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité d site
			Porter les terres d'ailleurs pour faire des remblais sur les angles du pont	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD

6.2.2- Impacts sociaux potentiels et mesures envisageables dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement triennal

Tableau 10 : Impacts sociaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation envisageables

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'atténuation	Mesures environnementales d'optimisation
<u>Micro projet de construction d'infrastructures (bâtiments) :</u> -Construction de 10 salles de classe dans les écoles primaires publiques -Construction de 24 salles de classe dans les établissements d'enseignement secondaire public -Construction de 01 poste agricole et 01 CEAC -Construction de 28 latrines dans les écoles primaires publiques -Construction de 10 centres d'alphabétisation -Construction de 10 centres d'alphabétisation -Construction de 01 centre de	-Augmentation des revenus dans la zone du microprojet avec la pratique des AGR par les habitants voisins du site	-Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des infrastructures	-Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté	-Obtenir de chaque donateur de site un certificat légalisé de donation
	-Amélioration du cadre de travail dans les institutions concernées avec un effet direct sur les performances et les résultats obtenus	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informers les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	-PV des réunions participatives disponibles -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
	-Consolidation de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets communautaires	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées	-Nombre et espèces d'arbres replantés ; -Superficie engazonnée
		- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques,	-Présence des équipements de

santé, - construction de 03 foyers communautaires, -Construction de 01 abattoir municipal - Construction de 01 centre multimédia, - construction de 01 centre social		matériaux et circulation des engins	bottes,) -Arroser au droit des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	protection utilisés -Nombre de passages quotidiens de camions d'arrosage
		-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité d site
		Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	-Présence systématique d'une latrine améliorée à fosse ventilée -Distance et position de la latrine par rapport aux points et cours d'eau
				-Réaliser pour chaque microprojet une étude d'impact environnemental -Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque micro projet
<u>Micro projet d'aménagement de terrain :</u> - Création et aménagement de 20 espaces verts dans la zone urbaine de la commune - reboiser 40 ha dans la réserve	-Conservation de la biodiversité ; -Diminution de la pression sur les ressources	-Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses	- Education environnementale des populations	-Elaboration de plan simples de gestion des ressources naturelles communautaires ou communales ; -Installation des pare-feu
	Accroissement de la production	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les	-Nombre et espèces d'arbres

forestière - -Aménagement de 05 sites d'exploitation de carrières -Aménagement d'un point de vente des produits de carrières -Construction de 01 gare routière -Création et construction de 02 marchés - construction de 03 barrières pluies	agricole	graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées	replantés ; -Superficie engazonnée
	Amélioration de la qualité des produits de boucheries mises à la disposition des consommateurs	-Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des infrastructures	-Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet dans la communauté	-Obtenir de chaque donateur de site un certificat légalisé de donation
		- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informer les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	-PV des réunions participatives disponibles -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
				-Réaliser pour chaque microprojet une étude d'impact environnemental -Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque micro projet
<u>Microprojets hydrauliques :</u> -Construction de 04 forages		-Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation des	-Négocier auprès des propriétaires des sites et leur expliquer le bien fondé du projet	-Obtenir de chaque donateur de site un certificat légalisé de

munis de pompe à motricité humaine		infrastructures	dans la communauté	donation
-Construction de 30 points d'eaux modernes	Réduction du nombre de cas des maladies liés à l'eau dans les centres de santé	- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informer les personnes touchées; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	-PV des réunions participatives disponibles -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
-construire 22 bornes fontaines				
- réhabiliter 02 captages	-Consolidation de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets communautaires			-Réaliser pour chaque microprojet une étude d'impact environnemental -Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque micro projet
<u>Microprojets d'extension réseau :</u>	Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	Elagage des branches d'arbres sur l'itinéraire	Choix d'un itinéraire qui ne va pas demander assez de destruction	PV de l'assemblée participative du choix de l'itinéraire
--Extension du réseau CDE sur 83,6 km	Développement des activités économique	Décaper le sol pour faire passer les tuyaux ou implanter les poteaux	Effectuer aussitôt les remblais et s'assurer de la mise en place d'un couvert végétal approprié	
-Extension du réseau électrique sur 125 km	-Consolidation de l'approche participative dans la mise en œuvre des projets	Ouvertures des bars et autres débit de boisson avec risque de prostitution et transmission	Sensibiliser les populations aux risques des IST et VIH SIDA	PV de réunion de sensibilisation Réaliser pour chaque microprojet une étude d'impact

	communautaires	maladie sexuellement transmissible		environnemental -Remplir le formulaire de gestion environnementale pour chaque micro projet
<u>Microprojets construction ouvrages de franchissements :</u> -ouverture de 2km de route -Construction de 06 ponts	Mouvements des personnes et transports des biens facilités	-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité d site
			Porter les terres d'ailleurs pour faire des remblais sur les angles du pont	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD

6.3 -Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau 11 : - Plan de gestion sommaire de l'environnement dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'investissement triennal

Activités	Indicateur de résultat	Période de réalisation			Responsable et collaborateur	Coût estimatif (FCFA)	Source de financement
		2011	2012	2013			
Créer un bureau de l'environnement au sein de l'institution communal					-Maire -SG		Budget communal
Redynamiser les comités d'hygiène et salubrité dans les villages	Nombre de réunion de sensibilisation organisé				-Exécutif communal -Service d'hygiène		Budget communal
Réaliser les études d'impacts environnementaux avant l'exécution de tout micro projet communal	Dossier d'étude d'impact				-Institution communale -DDEPN/Mifi	PM	Budget communal
Créer les espaces verts et autres jardins publics dans le centre urbain	Espace vert aménagé dans la ville				-Institution communale -DDEPN/ Mifi		Budget communal
Sensibiliser les populations sur les méfaits de la pratique de feux de brousse sur l'environnement	Nombre de réunion de sensibilisation				-Institution communale -DDEPN/ Mifi -DAADR/Bafoussam III -DDEPIA/ Mifi -Préfet de la Mifi		-Budget communal
Gérer de manière appropriée les ordures ménagères dans le centre urbain.	Système de collecte et de traitement des ordures mis en place				-Institution Communale -DDDUH/ Mifi -Habitant zone urbaine		-Budget communal -Autres partenaires
Mettre les plaques de signalisation à l'approche des zones d'éboulement de terres	Plaques installées				Institution communale		Budget communal
Déguerpier les populations dans les zones d'éboulement de terrains	Populations recasées ailleurs				-Institution communale -Préfet, DDDAF/ Mifi -DDEPN/ Mifi ,DDDUH/ Mifi		-Budget communal -Autres partenaires
Planter les arbres dans l'espace urbain et sensibiliser les populations sur la nécessité d'en faire autant autour des habitations	Arbres disséminés partout dans l'espace urbain				-Institution communale -DDEPN/ Mifi -DDFOF/ Mifi		-Budget communal -Autres partenaires
Total							

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisé en vue de l'élaboration du PCD

6.4- Plan d'investissement annuel (PIA)

6.4.1 -Ressources mobilisables et échéances

Tableau 12 : Ressources mobilisables par la commune

Source de financement	Montant en FCFA	Observation
BIP	58 850 000	Encours d'exécution
Budget communal	50 000 000	En prévision
FEICOM	281 112 861	programmé
PNDP	98 906 700	disponible
Total	488 869 561	

***Source** : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD*

6.4.2- Programmation annuelle des projets prioritaires

Tableau 13 : Budget opérationnel du PIA

Intitulé microprojet	Montant du financement
1-BUDGET DE LA COMMUNE POUR 2011	
Ouvrages de franchissement	25 000 000
Electrification	14 500 000
forages	500 000
Points d'eau	10 000 000
SOUS TOTAL 1	50 000 000
2-BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC POUR 2011	
MINEBASE	18 050 000
Construction de 02 salles de classe à l'EP de Bandzé I	16 000 000
Equipement en bureau de maître à l'EP de Bandzé I	250 000
Equipement en tables bancs à l'EP de Bandzé I	1 800 000
MINADER	15 000 000
Renforcement du captage et réseau d'adduction : Nepenet- Kouabang	15 000 000
Construction Délégation d'Arrondissement de l'Agriculture et Développement Rural	25 000 000
MINAS	800 000
Acquisition appareil pour handicapés	800 000
SOUS TOTAL 2	33 850 000
3-FEICOM	
Construction du pont de Tchitou	65 508 111
Construction EP Lafié I	22 250 000
Construction EP Kongso II (NGOUEUH)	22 250 000
Construction EP de Toket	23 250 000
Construction de l'EP de Houong I	22 250 000
Equipements en tables Bancs	5 604 750
Electrification Rurale en monophasé : - Axe Mbi I - Carrefour Yanté - Axe Kongso – EP Toloum - Axe Domicile Mr le Maire – E P de Djunang II - Axe Mission Catholique de Tchou – EP de Keuleu	120 000 000
Sous total 3	281 112 861
4- Autres partenaires d'appui au développement	
PNDP	98 906 700
Allocation pour financement microprojets : - infrastructures marchandes - électrification rurale - points d'eau	98 906 700
Sous total 4	106 906 700
TOTAL GENERAL	488 869 561

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD

6.4.2- Programmation des investissements annuel (Plan opérationnel des microprojets prioritaires)

Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Période de réalisation										Porteur du projet	Coût	Source de financement
			A	M	J	J	A	S	O	N	D				
Construction de 02 salles de classe à l'EP de Bandzé I	EP Bandzé I	Salles de classe construites										Institution communale	16 000 000	BIP	
Equipement en bureau de maître à l'EP de Bandzé I	EP Bandzé I	Ecole équipée en matériel de bureau										Institution communale	250 000	BIP	
Equipement en tables bancs à l'EP de Bandzé I	EP Bandzé I	École dotée de nouveau tables bancs										Institution communale	180 000	BIP	
Renforcement du captage et réseau d'adduction : Nepenet-Kouabang	Kouabang I	Captage renforcée et fonctionnel										Institution communale	15 000 000	BIP	
Acquisition des appareils pour handicapés	Commune Baf 3	Handicapés dotés d'appareil de locomotion										Institution communale	800 000	BIP	
Construction de la DAADER de Bafoussam 3 ^{ème}	Kongso I	DAADER construit											25 000 000	BIP	
Construction du pont de Tchitou	Tchitou	Pont construit										Institution communale	65 508 111	FEICOM	
Construction EP Lafié I	EP Lafié I	École construite										Institution communale	22 250 000	FEICOM	
Construction EP Kongso II (NGOUEUH)	EP de Ngoueuh	École construite										Institution communale	22 250 000	FEICOM	
Construction EP de Toket	EP Toket	École construite										Institution communale	23 250 000	FEICOM	
Construction de l'EP de Houong I	Houong I	École construite										Institution communale	22 250 000	FEICOM	
Equipements en tables Bancs	Commune Baf 3	Écoles dotées en table bancs										Institution communale	5 604 750	FEICOM	
Electrification Rurale en	Mbi I, Kongso I,														

monophasé : - Axe Mbi I - Carrefour Yanté - Axe Kongso – EP Toloum - Axe Domicile Mr le Maire – E P de Djunang II	Toloum, EP de Djunang II												Institution communale	120 000 000	FEICOM
- Axe Latsit 2 (Djukuo Mafolon) ou axe aéroport – Bassé - Houong 3	Latsit 2	Zone électrifiée											Institution communale	30 000 000	PNDP
Construction du marché de Kéké	Djunang Mete à Kéké	Marché construit											Institution communale	20 000 000	PNDP
Captage de Kongso II : Transformation de prise d'eau en rivière par captage de source à Kongso II	Kongso II												Institution communale	16 000 000	PNDP
Hydraulique (points d'eau) Construction de 10 points d'eaux	Djunang Mete, Djuitcha latsit, Tchipou, Bassé, Houong 3, Houong 4, Kessa Tosseu, Kampkop 3, gouache4 et Metho2	10 Points d'eau construit											Institution communale	32 906 700	PNDP
Construction des ouvrages de franchissements (02)	Pont qui relie Bassé et Houong3, Kamkop3 et Toloum Ndeudeuh												Institution communale	50 000 000	Budget prévisionnel de la commune
Total														488 869 561	

6.4.3- Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Tableau 14 : Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Activités	Indicateurs de résultats	Période (année 2012)												Responsable et collaborateurs	Coût estimatif	Source de financement
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			
Recensement des personnes vulnérables dans l'espace géographique de la commune	Liste actualisée des personnes vulnérables (handicapées, vieillards, orphelins et enfants vulnérables)													-DDAS/Mifi -Commune Baf 3 ^e -Organisations locales d'encadrement	2 000 000	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Diagnostic et renforcement des capacités des organisations locales d'encadrement des personnes vulnérables	Organisations d'encadrement plus opérationnelles													-DDAS/Mifi -exécutif communal	3 000 000	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Organisation d'un atelier de réflexion sur la mise en place d'une stratégie d'appui/ soutien aux personnes vulnérables dans la commune	Plan d'action arrêté													-DDAS/Mifi -Commune Baf 3 ^e	500 000	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Construction d'un centre social	Centre social construit													-IAEB/Mifi -Commune de Baf 3 ^e	40 000 000	-BIP -Budget communal -Autres partenaires
Total															45 500 000	

Source : Résultat des diagnostics participatifs réalisés en vue de l'élaboration du PCD

6.4.4- Plan de Passation des marchés du PIA

Tableau 15 : programmation des marchés

N°	Désignation du projet	Financement	Imputations budgétaires	Coût prévisionnel	Procédures et compétences	Responsables DAO	Observation ou état d'avancement de la procédure
01	Construction de 02 salles de classe à l'EP NDZE	BIP	2011	16 000 000	Appel d'Offres	Travaux publics	En cours
02	Extension d'eau à Nepenet	BIP	2011	15 000 000	Appel d'Offres	MINEE MINADER	En cours
03	Paquet minimum	BIP	2011			MINEDUB	
04	Divers projets PNDP						
	Construction de 10 points d'eau	PNDP	2011	32 906 700	Appel d'Offres	MINEE	
	Extension du captage de kongso 2	PNDP	2011	16 000 000	Appel d'Offres	MINEE MINADER	
	Construction du marché de Kêkê	PNDP	2011	20 000 000	Appel d'Offres	MINTP MINDUH	
	Electrification rurale	PNDP	2011	30 000 000	Appel d'Offres	MINEE	

Source : Commune de Bafoussam 3^{ème}

Tableau 16: Plan de passation des marchés

N°	Désignation	Financem ent	Coût prévisionnel	Responsa bles DAO	Saisine CCPM	Examen DAO	Lancement	Dépouille ment des offres	Analyse des offres	Proposition d'attributio n	Publicatio n des résultats	Examen projets marchés	Signature marché	Notificatio ns marchés	Date de démarrag e exécution	Date prévisionnel le réception	Date prévisionnel le réception définitive
1	Construction des salles de classe à l'EP NDZE	BIP	16000000	Travaux publics	10/03/2011	14/03/2011	23/03/2011	22/04/2011	22/04/2011	25/04/2011	03/05/2011	05/05/2011	06/05/2011	06/05/2011	16/05/2011	16/08/2011	16/08/2011
2	Extension d'eau	BIP	15000000	MINEE MINADER	10/03/2011	14/03/2011	23/03/2011	21/04/2011	22/04/2011	25/04/2011	03/05/2011	05/05/2011	06/05/2011	06/05/2011	16/05/2011	16/08/2011	16/08/2011
3	Paquet minimum	BIP		MINEDUB	10/08/2011	12/08/2011	23/08/2011	12/09/2011	12/09/2011	12/09/2011	20/09/2011	21/09/2011	22/09/2011	22/09/2011	26/09/2011	29/09/2011	
4	Divers projets PNDP																
	Hydraulique																
	1- Construction de 10 points d'eau	PNDP	32906700	MINEE	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011	10/05/2011
	2-Extension du captage de kongso 2	PNDP	16000000	MINEE MINADER	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011	11/05/2011
	Electrification	PNDP	30000000	MINTP MINDUH	10/05/2011	14/05/2011	23/05/2011	22/06/2011	22/06/2011	25/06/2011	03/07/2011	05/07/2011	06/07/2011	06/07/2011	16/07/2011	16/10/2011	16/10/2011
	Construction du marché de Kéké	PNDP	20000000	MINEE	10/05/2011	14/05/2011	23/05/2011	22/06/2011	22/06/2011	25/06/2011	03/07/2011	05/07/2011	06/07/2011	06/07/2011	16/07/2011	16/10/2011	16/10/2011
	TOTAL		129 906700														

Source : Commune de Bafoussam 3^{ème}

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

6. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

7.1- Composition et attributions du Comité de suivi du PCD

Après la validation du PCD, deux organes vont être mis en place au sein de la commune pour coordonner la mise en œuvre, suivre et évaluer le niveau de réalisation des actions envisagées dans le PCD : il s'agira de la plate forme de concertation pluri acteurs dans une position de Comité de pilotage et du comité communal de suivi évaluation (structure interne à l'institution communale).

7.1.1- Plate Forme de Concertation Pluri Acteurs

C'est le comité de pilotage de la mise en œuvre du PCD. Elle a comme membre :

- L'institution communale,
- La tutelle de la commune,
- Le député à l'Assemblée Nationale
- Les conseillers municipaux,
- Chaque responsable des secteurs pris en compte dans le PCD,
- Les représentants des opérateurs économiques,
- Les représentants des OSC dans la commune,
- L'autorité traditionnelle.

La plate forme pluri acteurs donne les orientations sur la mise en œuvre des actions de développement dans l'espace géographique de la commune en prenant appui sur les axes stratégiques par secteurs et les actions inscrites dans le PCD. Elle valide les projets et programme les actions dans le Plan d'Investissement annuel, suit et évalue la mise en œuvre dans l'espace géographique de la commune.

La plate forme pluri acteurs a comme organes de gestion :

- Un comité de pilotage composé de tous les membres de la plate forme
- Une cellule de coordination comprenant un président, un vice président, un secrétaire général et un secrétaire général adjoint,
- Dix commissions techniques d'analyse

Les commissions techniques d'analyse sont composées ainsi qu'il suit :

- **Groupe 1** : Institution communale (exécutif et personnel communal)
- **Groupe 2** : Agriculture, Elevage, Environnement, Forêt et Faune, service environnement de la commune et recherche scientifique et de l'innovation
- **Groupe 3** : Travail et Sécurité Social, Affaires Sociales, Promotion de la Femme et de la Famille
- **Groupe 4** : Culture, Tourisme, Poste et Télécommunication
- **Groupe 5** : Commerce, Industrie, Mine et Développement Technologique, Petite et Moyenne Entreprise, Economie Sociale et Artisanat, Emploi et Formation Professionnelle
- **Groupe 6** : Education de Base, Enseignement Secondaire,
- **Groupe 7** : Administration Territoriale Décentralisation et maintien de l'ordre, Domaine et Affaire Foncière, Développement Urbain et Habitat, Service technique de la commune
- **Groupe 8** : Eau, Energie, Assainissement et Santé
- **Groupe 9** : Jeunesse, Sport et Education Physique
- **Groupe 10** : Travaux Publics, Transport, Service technique de la Commune

Dans chaque commission technique d'analyse on doit ajouter : les conseillers municipaux, les opérateurs économiques, les OSC et l'autorité traditionnelle.

La plate forme de concertation pluri acteurs doit se réunir une fois par trimestre pour évaluer le niveau de mise en œuvre des actions inscrites dans le PIA pour l'année en cours, et en fin d'année en réunion de coordination pour une évaluation générale et la programmation des actions dans le PIA de l'année suivante. Elle doit s'appuyer sur le document de PCD et sur les ressources mobilisables dans tous les secteurs.

Chaque commission technique d'analyse suit la mise en œuvre des activités de leur commission, prépare les rapports pour son intervention pendant les réunions trimestrielles et la réunion de coordination annuelle.

Les réunions de la plate forme pluri acteurs doivent être initiées par le maire de la commune et convoquées par le préfet. Les frais de fonctionnement de la plate forme doivent pour un début être pris en charge par l'institution communale et puis progressivement, un mécanisme doit être mis en place pour une contribution effective par tous les membres au budget de fonctionnement de la plate forme.

7.1.2- Le Comité Communal de Suivi Evaluation

C'est un comité interne à l'institution communale ; il aura pour tâches de :

- Suivre de près la mise en œuvre du PCD
- Interpeller régulièrement l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Jouer le rôle d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et la plate forme pluri acteurs,
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD
- Présenter à l'exécutif communal le rapport d'activités tous les trimestres
- Suivre au jour le jour l'exécution des travaux inscrits dans le PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux dans les dits projets.

Composition du comité communal de suivi

Pour être membre du comité communal de suivi évaluation du PCD, il faut :

- Avoir suivi de bout en bout la mise en œuvre du processus de planification locale dans la commune en vue de l'élaboration du PCD
- Etre conseiller municipal ou acteur de développement intervenant sur le territoire de la commune
- Etre disponible et accepter de travailler sans rémunération
- Savoir lire et écrire.

L'institution communale met à la disposition du comité communal de suivi évaluation du PCD des moyens matériels et financiers nécessaires à l'accomplissement des tâches assignées au comité.

Le bureau est constitué de (voir arrêté municipal portant nomination des membres du comité du suivi du PCD de la commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème})

- Un président
- Un secrétaire général (cadre chargé du développement local recruté par la commune et le PNDP)
- 04 membres

7.2- Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

7.2.1- Le suivi du PCD

La coordination du suivi de la mise en œuvre du PIA est assurée par le maire de la commune. De façon opérationnelle, le comité communal de suivi évaluation suit au quotidien la mise en œuvre des actions programmées dans le Plan d'Investissement annuel et rend compte au maire.

Au niveau de chaque village, le comité de concertation va suivre la mise en œuvre des actions dans la communauté et rendre compte au maire.

Le comité communal de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD doit se réunir au moins une fois tous les trimestres pour évaluer le niveau d'atteinte des résultats et de réalisation des activités. Au terme de la mission il doit produire un rapport de suivi. De manière globale, le comité doit exécuter les tâches qui lui sont confiées.

7.2.2- L'évaluation du PIA

Le comité communal de suivi va assurer le suivi évaluation. Il pourra se faire assister d'un expert du domaine ou d'un sectoriel pour l'appréciation des résultats et du niveau d'atteinte des objectifs escomptés. En cas d'écart, une réorientation ou une préconisation des mesures correctives à prendre doit être proposée au maire pour décision.

Comme la mise en œuvre du PCD va se faire sur la base du plan d'Investissement annuel, à la fin de chaque année, une rencontre d'évaluation de l'année achevée doit être faite pour apprécier le niveau global des résultats obtenus et une programmation des activités pour l'année suivante tout en s'appuyant sur le plan stratégique.

Il est à signaler que dans le PIA, le comité de suivi devra faire le suivi de tous les projets programmés dans la commune même les projets du Budget d'investissement public.

L'évaluation doit être continue durant la mise en œuvre du PIA, une évaluation globale doit être faite en fin d'année pour permettre d'envisager les actions pour l'année prochaine.

La commune peut si les moyens lui permettent faire appel à un consultant externe pour faire l'évaluation globale et elle devra associer tous les acteurs à la validation des résultats de l'évaluation et à la programmation des actions futures programmées dans la commune même les projets du Budget d'investissement public.

L'évaluation doit être continue durant la mise en œuvre du PIA, une évaluation globale doit être faite en fin d'année pour permettre d'envisager les actions pour l'année suivante.

7.3- Dispositif, outils et fréquence du reporting

7.3.1. Dispositif

Dans le cadre de la mise en œuvre du PCD dans la Commune, on a un dispositif à deux niveaux qui est mis en place à savoir :

- La plate forme de concertation pluri acteurs qui coordonne la mise en œuvre et le suivi évaluation du PCD, et
- Le comité communal de suivi évaluation.

La plate forme de concertation pluri acteurs se réunit une fois par trimestre et tient sa réunion de programmation pour l'année suivante en fin d'année avant l'élaboration du budget de la commune.

- Qu'est ce qu'on pourra suivre dans le PCD

Celle ou celui qui va faire l'activité de suivi dans le PCD va au préalable définir ce qu'il va suivre. Les éléments à suivre dans un projet varient en fonction du type de projet et de l'objectif de suivi. On peut par exemple suivre :

- L'exécution des tâches, La réalisation des activités prévues, le respect du chronogramme ou calendrier d'exécution, Les changements intervenus, la réalisation des résultats, l'utilisation des finances, la gestion des ressources humaines, le respect des procédures, la comptabilité des finances, les approvisionnements, les fournisseurs, la participation des bénéficiaires, etc.

A l'issu d'une mission de suivi, les résultats de la mission sont capitalisés dans un document qui peut être présenté sous forme de Rapport de suivi, de PV de mission, de Compte rendu, de Tableau ou de Fiche. Une description détaillée de ces formes de présentation est en annexe du présent rapport de formation.

Un rapport de suivi doit faire mention :

- De la personne en charge du suivi,
- Des objectifs de suivi
- De la période ou de la date de suivi,
- Des activités prévues qu'on va suivre,
- Des activités réalisées (niveau de réalisation)
- Des écarts constatés
- De l'analyse de ces écarts
- Des observations/commentaires ou suggestions

Le suivi est une activité très importante dans la mise en œuvre du projet ; il permet de s'assurer que tout se passe comme effectivement prévu et au cas contraire qu'on y apporte aussitôt des corrections afin de garantir l'atteinte des résultats attendus. Il faut, lors du montage du projet, bien définir les indicateurs qui permettront de faire le suivi. Le suivi doit être régulier et à intervalle de temps rapproché pour éviter de connaître des surprises désagréables au cours de la mise en œuvre du projet.

7.3.2- Les Outils

Tableau 17 : grille de suivi des activités

Activités prévues	Période de réalisation	Résultats attendus (IOV)	Activités réalisés	Résultats obtenus	Ecart	Observations

Tableau 18: grille de mise en œuvre (Comment va –t- on faire ?)

Eléments	Contenus
On va suivre quoi ? on va évaluer quoi ? dans la mise en œuvre du PCD	
Qui le fait ?	
Quand ?	
A quelle fréquence ?	
Avec qui ?	
On va s'appuyer sur quoi pour faire le suivi ?	
On va s'appuyer sur quoi pour évaluer ?	

Tableau 19 : Contenu d'un rapport de suivi

Eléments du rapport	Contenus
Qui a fait le suivi ?	
Date du suivi	
A quoi voulait-on aboutir en faisant ce suivi (objectif) ?	
Qu'est ce qu'on a suivi ?	
Quel a été le niveau de réalisation de ce qu'on a suivi ?	
Ya t il eu des écarts entre les prévisions et les réalisations ?	
Quelles sont les raisons des écarts constatés ?	
Commentaire et suggestion	

Tableau 20 : Contenu d'un rapport d'évaluation

Eléments du rapport	Contenu
Date ou période à laquelle la mission a été effectuée	
Présentation de l'auteur, c'est-à-dire sa position vis-à-vis du projet	
Durée de la mission	
Quel problème voulait-on résoudre avec le projet ?	
Objectifs du projet ?	
Quels sont les résultats attendus ?	
Quels sont les résultats obtenus ?	
Qu'est ce que vous avez constaté ?	
Quelle est votre conclusion par rapport au projet ?	

7.4. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

L'institution communale qui est porteur du PCD va mettre en place un cadre de concertation avec les sectoriels qui sont présents sur le territoire de la commune, les partenaires techniques et financiers sur le territoire, les opérateurs économiques présents dans le territoire communal, les ONG et autres structures d'appui au développement intervenant sur le territoire pour l'impulsion d'une dynamique qui va favoriser l'implication de tous les acteurs dans tout le processus de mise en œuvre des actions de développement sur le territoire.

C'est cette implication effective des acteurs à tous les niveaux qui va contribuer à la mise en place des actions de développement durable.

- Chaque année au cours de la session d'élaboration du budget avec le conseil Municipal, le maire va identifier les sources de financements pour les investissements, et choisir dans son PCD en collaboration avec les sectoriels les projets prioritaires pour l'année qui suit pour élaborer son PIA.
- chaque année, faire une évaluation des projets exécutés et les capitaliser dans un rapport d'activité annuel en terme de résultats obtenus ou de réalisations dans la commune, ceci permettra d'évaluer le niveau de mise en œuvre du PCD.
- Il faudra élaborer en collaboration avec l'exécutif communal un plan de passation de marché pour les projets à exécuter sur les fonds disponibles de la commune
- Pour la Réalisation des études de faisabilité techniques des projets, Il faudra faire recours aux sectoriels et aux bureaux d'études pour la réalisation des études de faisabilités techniques et du montage des dossiers projets.
- L'exécution des projets et suivi évaluation des réalisations se fera en fonction de la disponibilité des financements, les marchés seront passés aux entrepreneurs conformément à la réglementation en vigueur et les projets seront progressivement exécutés et le suivi de la mise en œuvre sera assuré par le comité communal de suivi évaluation.
- A la fin des travaux, la réception du chantier sera organisée et pour assurer une gestion durable de l'ouvrage, un comité de gestion sera mis en place

8. PLAN DE COMMUNICATION

8. PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

8.1. Plan d'information

L'approche utilisée pour élaborer le PCD a permis d'impliquer divers acteurs de développement sur le territoire et dont de les en informer au maximum sur ce que c'est et à quoi ça sert.

Un atelier de validation est prévu par un conseil municipal élargie aux sectoriels ce sera une fois de plus une autre occasion pour faire large écho sur le document de PCD.

Après la validation du PCD, le mécanisme de mise en œuvre prévoit la mise en place de deux organes à savoir la plate forme de concertation pluri acteurs et le comité communal de suivi évaluation. Ces organes seront chacun à travers ses membres la structure de relais des informations sur le PCD auprès de son entourage. Les organes vont régulièrement tenir leurs réunions au cours desquelles ils communiqueront encore plus sur le PCD et sa mise en œuvre.

Après la validation du PCD, il ya une nécessité que soit organisée à l'intention des membres du conseil municipal une réunion de restitution du PCD pour permettre aux membres du conseil de s'en approprier afin que chacun d'eux en fasse large écho dans les villages qu'il représente.

Le document de PCD doit être multiplié pour que chaque membre de l'exécutif s'en approprie de même que chaque chef de service au sein de l'institution communale. La cellule de communication de la commune doit faire des extraits pour publier afin d'éclairer l'opinion publique sur sa mise en œuvre.

Le Maire dans ses missions va se munir du document qu'il fera parvenir à tous ces partenaires dans le cadre de la coopération décentralisée.

Dans la mesure du possible, une réunion peut être organisée au niveau local avec les opérateurs économiques et les ONG de développement qui interviennent sur le territoire pour leur présenter le document afin que chacun se l'approprie pour voir qu'est ce qui cadre avec ses activités sur le terrain et mettre en place une stratégie pour apporter une contribution effective à la mise en œuvre.

Le PCD de Bafoussam 3^{ème} met en évidence un ensemble d'actions/activités planifiées à mettre en œuvre par secteur de développement. La réalisation de ce vaste chantier de développement, nécessite de la part de l'institution communale, la disposition des moyens matériels, financiers et humains assez importants et dont elle ne serait en mesure de mobiliser toute seule pour concrétiser le rêve. Cette situation incite à faire recours à d'autres partenaires à travers une vulgarisation du Plan Communal de Développement élaboré.

- L'institution communale doit dans sa stratégie marketing procéder à une diffusion ou une vulgarisation de son document PDC à l'intention de tous les acteurs de développement identifiés sur le territoire communal, régional, national et même international (ONG, bailleurs de fonds, SDE, et autres partenaires au développement existant sur le territoire national).
- Les conseillers municipaux doivent maîtriser le contenu du PDC pour en faire large écho auprès de la population dont ils représentent afin de susciter et d'inciter une plus grande adhésion de la population à sa mise en œuvre,
- L'exécutif municipal doit mobiliser et informer les élites locales (intérieures et extérieures), les CDV, des axes d'orientation qu'il se donne pour susciter leur implication effective dans la mise en œuvre des actions planifiées,

- L'institution communale doit identifier les programmes étatiques ou de coopération et autres projets existants pour voir comment y rechercher un accompagnement technique ou un financement des projets qui sont inscrits dans son PCD (PADDL, PNDP, PADC, PPTE, etc.),
- L'institution communale doit faire recours aux bailleurs de fonds existants (FEICOM, KFW, autres institutions bancaires, etc.),
- Elle devra prendre contact avec tous les SDE pour rechercher un appui technique dans la réalisation des études de faisabilité techniques et le montage des dossiers projets.

8.2 - Plan Marketing

Le PCD met en évidence un ensemble d'actions/activités planifiées sur une période d'abord d'un an selon les ressources disponibles dans la commune pour 2011, ensuite sur une période de trois ans dans les 27 secteurs de développement avec comme priorités l'opérationnalité des services de l'institution communale.

- L'institution communale doit dans sa stratégie de communication procéder à une diffusion ou une vulgarisation de son document PCD à l'intention de tous les acteurs de développement identifiés sur le territoire communal, régional, national et même international (ONG, bailleurs de fonds, SDE, et autres partenaires au développement existant sur le territoire national).
- L'exécutif communal doit mobiliser et informer les élites locales (intérieures et extérieures), les CDV, des axes d'orientations qu'il se donne pour susciter leur implication effective dans la mise en œuvre des actions planifiées,
- L'institution communale doit identifier les programmes étatiques ou de coopération et autres projets existants pour voir comment y rechercher un accompagnement technique ou un financement des projets qui sont inscrits dans son PCD (PADDL/GIZ, PNDP, PACA, MINEPAT, PIASSI, AGROPOLES, etc.),
- L'institution communale doit faire recours aux bailleurs de fonds existants (FEICOM, KFW, autres institutions bancaires, etc.),
- Elle devra aussi sceller un partenariat avec tous les SDE pour rechercher un appui technique dans la réalisation des études de faisabilité techniques et le montage des requêtes de financement.
- Sachant que le PCD élaboré jette une vision sur le développement de la commune pour la contribution à l'atteinte des objectifs fixés par le chef de l'Etat pour un Cameroun pays émergent à l'horizon 2035.

Les acteurs

L'institution communale porteuse du PCD étant le premier acteur de développement, doit créer une plateforme de concertation avec les autres acteurs à savoir : les sectoriels, les partenaires techniques et financiers, les ONG et autres structures d'appui au développement intervenant sur le territoire, les opérateurs économiques et les populations.

Il sera question pour l'institution communale d'impulser une dynamique qui va favoriser l'implication de tous les acteurs identifiés sur le territoire dans tout le processus de mise en œuvre des actions de développement sur le territoire (de l'identification des projets à l'évaluation en passant par le suivi de la mise en œuvre).

C'est cette implication effective des acteurs à tous les niveaux qui va contribuer à la mise en place des actions de développement durable.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La mise en œuvre du processus de planification locale dans la commune de Bafoussam 3^{ème} a permis avec la participation de divers acteurs de développement dans l'espace géographique de la commune à élaborer le plan communal de développement.

Ce document de plan communal de développement va servir pour les prochaines années, de socle autour duquel, l'Etat et ses services déconcentrés, l'institution communale, les populations locales, les élites, les élus, les organisations de la société civile et tous autres acteurs de développement intervenant dans l'espace géographique de la commune, se référeront désormais pour enclencher et réaliser toute initiative locale de développement sur le territoire de la commune.

Le processus d'élaboration du PCD a permis à terme de :

- Mettre à jour la situation de référence dans 27 secteurs de développement dans l'espace géographique de la commune,
- Identifier les potentialités et les contraintes dans 27 secteurs de développement dans l'espace géographique de la commune et envisager pour chaque secteur les axes stratégiques pour la création de l'emploi et des richesses,
- Identifier et analyser les problèmes de développement dans 27 secteurs dans l'espace géographique de la commune,
- Envisager et mettre sous un plan stratégique puis sous une programmation triennale et sous un plan d'investissement annuel un ensemble de solutions aux problèmes identifiés par secteur
- Mettre en place une stratégie de mise en œuvre avec plan marketing, mécanisme de mobilisation des fonds, de suivi évaluation et d'actualisation du document de PCD.

Cet outil qu'est le PCD et dont l'importance n'est plus à démontrer dans la mise en œuvre du processus de développement dans une collectivité territoriale, sert de guide pour la concrétisation de la vision de développement exprimée par les différents acteurs locaux dans l'espace géographique de la commune.

La mise en œuvre du PCD exige un travail en synergie par tous les acteurs sous l'impulsion de l'institution communale à travers la plate forme de concertation pluri acteurs mis en place à cet effet.

L'institution communale doit désormais lors de l'élaboration de son budget s'y référer pour éviter de se mettre en marge d'un document qu'elle a elle-même œuvré pour l'élaboration.

Pour ce qui est de la mobilisation des sources de financement pour la concrétisation du PCD, l'institution communale doit :

- Mobiliser et informer les élites locales (intérieures et extérieures), les comités villageois, des axes d'orientation qu'elle se donne pour susciter leur implication effective dans la mise en œuvre des actions planifiées,
- Identifier les programmes étatiques ou de coopération et autres projets existants pour voir comment y rechercher un accompagnement technique ou un financement des projets qui sont inscrits dans son PCD (PADDL/GTZ, PNDP, PADG, PPTE, PACA, etc.),
- Faire recours aux bailleurs de fonds existants (FEICOM, KFW, autres institutions bancaires, etc.).

En guise de recommandations :

- Relancer aussitôt la dynamique et l'enthousiasme déclenchés durant l'élaboration du PCD chez les acteurs sur le territoire à travers l'appui conseil accompagnement et le renforcement des capacités. Car si rien n'est fait de si tôt, il y a risque de découragement.
- Rendre opérationnelle le plutôt possible la plate forme de concertation pluri acteurs et le comité communal de suivi évaluation
- le renforcement des capacités des membres de l'exécutif communal et des conseillers municipaux s'avère être une urgence pour doter les personnes des capacités à mieux assumer les tâches et fonctions qui sont les leurs. On devra éviter de faire de la formation pour la formation, mais de faire de la formation pour répondre à un besoin réellement exprimé et constaté.
- Engager aussitôt avec les études de faisabilité des projets identifiés qui permettraient de disposer des bases claires pour mobiliser ou de rechercher des financements pour la réalisation des projets.
- l'exécutif communal doit se servir du document PCD comme étant un guide flexible qui balise un ensemble d'actions à faire de façon simultanée et développer les stratégies de mise en œuvre sans toutefois se faire prisonnier ou encore minimiser d'autres activités qui rentrent dans les compétences de la commune.
- Le Maire doit durant ses missions à l'intérieur ou à l'extérieur du pays se munir du document qu'il fera parvenir à tous ces partenaires dans le cadre de la coopération décentralisée.

BIBLIOGRAPHIE

- Supports pédagogiques donné par le PNDP lors de l'atelier de formation des OAL sur la démarche méthodologique de mise en œuvre du processus local de planification à MBO Bandjoun en Août 2010
- Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
- Document de budget de la commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème} pour les années 2008, 2009, 2010 et 2011
- Document du 3^{ème} Recensement Général de la population et de l'habitat
- Journal du BIP 2011
- Rapports d'activités DDADER/Mifi
- Rapports d'activités DAADER/Bamougoum

ANNEXES

ANNEXE I : FICHES PROJETS

1- fiche signalétique du micro projet en hydraulique

1.1. Construction des points d'eau

	Date : Juin 2011
N° de référence	Désignation du micro projet : Projet de construction de 10 puits équipés de pompe à motricité humaine dans la commune de Bafoussam 3 ^{ème}
Région : Ouest	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise
Département : Mifi	
Commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème}	
Village :	
Maître d'ouvrage : Commune d'Arrondissement de Bafoussam 3 ^{ème}	
Maître d'ouvrage délégué : CC de	
Maître d'œuvre : A désigner	
Objectifs du micro projet - faciliter l'accès à l'eau potable dans la Commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème} - réduire les longues distances à parcourir pour la recherche de l'eau potable - réduire les risques d'être atteints par les maladies hydriques	
Coût total estimé du micro projet : 32.906 700 FCFA	Contribution de la communauté :
	Espèce : 3.290.670 FCFA
	Nature :
	Subvention sollicitée du PNDP : 29.000 000 FCFA
Description du micro projet Le projet consiste à construire et à équiper de pompe à motricité humaine 10 points d'eau potable dans la commune de Bafoussam 3 ^{ème} . Les sites d'implantation des points d'eau sont : La maîtrise d'ouvrage déléguée sera assurée par le comité de concertation des différents villages qui seront bénéficiaires et qui suivront l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la commune et les techniciens de la délégation départementale de l'eau et de l'Energie de la Mifi.	
Prise en compte des aspects protection de l'environnement dans la réalisation et la gestion du micro projet - les études techniques vont prendre en compte l'aspect protection de l'environnement notamment dans le choix des sites d'implantation et la révision des exutoires d'eaux usées - un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et se trouvera en annexe du dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 3 mois	Date de démarrage : Dès la signature du contrat par le maître d'ouvrage et la notification de l'ordre de service de commencer par le maître d'œuvre

1- fiche signalétique du micro projet en hydraulique

1.2- renforcement des captages et réseau d'adduction

	Date : Juin 2011
N° de référence	Désignation du micro projet : Projet de renforcement de 02 captages et du réseau d'adduction de Nepenet à Kouabang et à Kongso II dans la commune de Bafoussam 3 ^{ème}
Région : Ouest	Domaine d'intervention : Hydraulique villageoise
Département : Mifi	
Commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème}	
Village : Kouabang I et Kongso II	
Maître d'ouvrage : Commune d'Arrondissement de Bafoussam 3 ^{ème}	
Maître d'ouvrage délégué : CC de	
Maître d'œuvre : A désigner	
Objectifs du micro projet • faciliter l'accès à l'eau potable dans la Commune d'Arrondissement de Bafoussam 3^{ème} • réduire les longues distances à parcourir pour la recherche de l'eau potable • réduire les risques d'être atteints par les maladies hydriques	
Coût total estimé du micro projet : 31 000 000	Contribution de la communauté : Espèce : 1.600 000 FCFA Nature : Subvention du PNDP : 16 000 000 FCFA Subvention du BIP : 15 000 000 FCFA
Description du micro projet Le projet consiste à réhabiliter le captage existant et à renforcer le réseau d'adduction existant pour mieux desservir les populations des communautés environnantes en eau potable. Les sites d'implantation des points d'eau sont : Nepenet à Kouabang I et Kongso II La maîtrise d'ouvrage délégué sera assurée par le comité de concertation des différents villages qui seront bénéficiaires et qui suivront l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la commune et les techniciens de la délégation départementale de l'eau et de l'Energie de la Mifi, ainsi que le service du génie rural de la DDADER Mifi.	
Prise en compte des aspects protection de l'environnement dans la réalisation et la gestion du micro projet • les études techniques vont pris en compte l'aspect protection de l'environnement notamment dans le choix des sites d'implantation et la révision des exutoires d'eaux usées • un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et se trouvera en annexe du dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 3 mois	Date de démarrage : Dès la signature du contrat par le maître d'ouvrage et la notification de l'ordre de service de commencer par le maître d'œuvre

2- Fiche signalétique du micro projet Electrification Rurale

	Date : Juin 2011
N° de référence	Désignation du micro projet : Projet d'extension du réseau électrique rurale en monophasé sur : -Axe Mbi I - Carrefour Yanté - Axe Kongso – EP Toloum - Axe Domicile Mr le Maire – E P de Djunang II - Axe Mission Catholique de Tchou – EP de Keuleu -Latsit 2 , aéroport- Bassé- Houong 3
Région : Ouest	Domaine d'intervention : Electrification rurale
Département : Mifi	
Commune d'arrondissement de Bafoussam 3 ^{ème}	
Villages : Mbi 1, Kongso1, Toloum Ndeudeuh, Djunang Mete, Basse, Houong I, Latsit II	
Maître d'ouvrage : Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Maître d'ouvrage délégué : CC des différents villages et comité de suivi communal	
Maître d'œuvre : A désigner	
Objectifs du micro projet • faciliter l'accès à l'énergie électrique aux populations des communautés de Mbi 1, Kongso1, Toloum Ndeudeuh, Djunang Mete, Tchou, Keuleu et Basse • rendre attrayant et confortable la vie dans ces communautés, contribuant ainsi à stabiliser les jeunes et la main d'œuvre agricole • faciliter le développement des activités économiques nécessitant les sources d'énergie électrique • contribuer la réduction de la pauvreté en milieu rural	
Coût total estimé du micro projet :	Contribution de la communauté :
150 000 000 FCFA	Espèce : 3 000 000
	Nature :
	Subvention sollicitée du PNDP et FEICOM : 147 000 000 FCFA
Description du micro projet Le projet consiste à étendre le réseau électrique dans la commune de Bafoussam 3 ^{ème} par prolongement du raccordement basse tension sur les axes -Axe Mbi I - Carrefour Yanté - Axe Kongso – EP Toloum - Axe Domicile Mr le Maire – E P de Djunang II - Axe Mission Catholique de Tchou – EP de Keuleu - Bassé Il sera question dans le parcours identifié de construire une ligne MT, une ligne BT et poser un transformateur. La maîtrise d'ouvrage délégué sera assurée par le comité de suivi de la commune qui va suivre l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la commune et les techniciens de la délégation départementale de l'eau et de l'Energie de la Mifi	
Prise en compte des aspects protection de l'environnement dans la réalisation et la gestion du micro projet • les études techniques vont prendre en compte l'aspect protection de l'environnement notamment dans le choix de l'itinéraire de raccordement et de la nature des équipements à utiliser • un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et se trouvera en annexe du dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux :	Date de démarrage :
3 mois	Dès la signature du contrat par le maître d'ouvrage et la notification de l'ordre de service de commencer par le maître d'œuvre

3-Fiche de signalétique du micro projet des Infrastructure scolaires

	Date : Juin 2011
N° de référence	Désignation du micro projet : Projet de construction de deux salles de classe dans chacune des 'écoles publique suivantes : Bandzé I, Lafié I, Toket et Houong I
Région : Ouest	Domaine d'intervention : Infrastructures scolaires
Département : Mifi	
Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Communautés : Bandzé I, Lafié I, Toket, Houong I	
Maître d'ouvrage : Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de suivi communal et Maire	
Maître d'œuvre : A désigner	
Objectifs du micro projet • faciliter l'accès aux infrastructures éducatives adéquates dans les communautés • réduire les longues distances à parcourir par les enfants pour se rendre à l'école • offrir aux enfants et enseignants de l'école un cadre de travail adéquat et confortable • contribuer à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural	
Coût total estimé du micro projet : 108 050 000 FCFA	Contribution de la communauté :
	Espèce :
	Nature :
	Subvention sollicitée du FEICOM: 90 000 000 FCFA
	Subvention du BIP MINEBASE : 18 050 000 FCFA
Description du micro projet Le projet consiste à construire et à équiper deux salles de classe à l'école publique de Bandzé I, Lafié I, Toket et de Houong I en matériaux définitifs. Les sites d'implantation des différents projets sont les sites actuels des différentes EP. La maîtrise d'ouvrage délégué sera assurée par le comité de suivi communal qui devra suivre l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la commune et les techniciens de la délégation départementale des travaux publics et le sectoriel de l'éducation de Base de la Mifi.	
Prise en compte des aspects protection de l'environnement dans la réalisation et la gestion du micro projet • les études techniques prendront en compte l'aspect protection de l'environnement notamment dans le choix des sites d'implantation, la construction des latrines et la mise en place des arbres de protection et d'un point d'eau • un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et se trouvera en annexe du dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux : 3 mois	Date de démarrage : Dès la signature du contrat par le maître d'ouvrage et la notification de l'ordre de service de commencer par le maître d'œuvre

4-Fiche de signalétique du micro projet des Infrastructures marchandes

	Date : Juin 2011
N° de référence	Désignation du micro projet : Projet de construction d'un marché à Kéké dans le village Djunang Mete
Région : Ouest	Domaine d'intervention : Infrastructures marchandes
Département : Mifi	
Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Communautés : Djunang Mete	
Maître d'ouvrage : Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de suivi communal et Maire	
Maître d'œuvre : A désigner	
Objectifs du micro projet • faciliter l'accès aux infrastructures marchandes dans la commune • réduire les longues distances à parcourir par les producteurs pour écouler leurs produits et les commerçants pour vendre leur marchandise • offrir aux commerçants et aux producteurs un cadre adéquat et confortable pour l'écoulement de leurs produits • contribuer à l'amélioration des recettes municipales	
Coût total estimé du micro projet :	Contribution de la communauté :
20 000 000 FCFA	Espèce :
	Nature :
	Subvention du PNDP: 20 000 000 FCFA
Description du micro projet Le projet consiste à construire des boutiques, des comptoirs et des hangars en matériaux définitifs sur le site de Kéké à Djunang Mete. Les sites d'implantation du projet est déjà identifié et disponible. La maîtrise d'ouvrage délégué sera assurée par le comité de suivi communal qui devra suivre l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la commune et les techniciens de la délégation départementale des travaux publics et le sectoriel du Commerce dans la Mifi.	
Prise en compte des aspects protection de l'environnement dans la réalisation et la gestion du micro projet • les études techniques prendront en compte l'aspect protection de l'environnement notamment dans le choix des sites d'implantation, la construction des latrines et la mise en place des arbres de protection et d'un point d'eau • les études prendront aussi en compte la construction des fausses de collecte des ordures et des eaux usées, ou encore la pose des bacs à ordures dans les différents coins du marché pour la collecte des ordures. • un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et se trouvera en annexe du dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux :	Date de démarrage :
3 mois	Dès la signature du contrat par le maître d'ouvrage et la notification de l'ordre de service de commencer par le maître d'œuvre

5-Fiche de signalétique du micro projet des Ouvrages de franchissements

	Date : Juin 2011
N° de référence	Désignation du micro projet : Projet de construction d'un pont en matériaux définitif sur le cours d'eau de Tchipo
Région : Ouest	Domaine d'intervention : ouvrages de franchissement
Département : Mifi	
Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Communautés : Djunang Mete	
Maître d'ouvrage : Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de suivi communal et Maire	
Maître d'œuvre : A désigner	
Objectifs du micro projet • faciliter déplacement des biens et des personnes dans la commune • réduire les longues distances à parcourir pour les déplacements inter- villages • faciliter l'écoulement des produits agricoles vers les grandes métropoles. • Réduire le taux de pertes après récoltes des produits agricoles • contribuer à l'amélioration de conditions de vie des populations dans la commune	
Coût total estimé du micro projet :	Contribution de la communauté :
65 508 111 FCFA	Espèce :
	Nature :
	Subvention du FEICOM: 65 508 111 FCFA
Description du micro projet Le projet consiste à construire un pont en matériaux définitifs sur le cours d'eaux de Tchipo (Pont de Tchipo). Le pont actuel est construit en matériaux provisoire. Pendant la période de crue, la traversée est impossible en auto comme à moto ou même à pied à cause de l'inondation qui parfois emporte le pont. La maîtrise d'ouvrage déléguée sera assurée par le comité de suivi communal qui devra suivre l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la commune et les techniciens de la délégation départementale des travaux publics et le FEICOM qui a mis à disposition le financement à la commune.	
Prise en compte des aspects protection de l'environnement dans la réalisation et la gestion du micro projet • les études techniques prendront en compte l'aspect protection de l'environnement notamment porter la terre d'ailleurs pour les remblais, prévoir un réseau simplifié d'évacuation des eaux de pluies et surtout éviter la stagnation des eaux autour de l'ouvrage. • un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et se trouvera en annexe du dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux :	Date de démarrage :
3 mois	Dès la signature du contrat par le maître d'ouvrage et la notification de l'ordre de service de commencer par le maître d'œuvre

5.2-Fiche de signalétique du micro projet des Ouvrages de franchissements

	Date : Juin 2011
N° de référence	Désignation du micro projet : Projet de construction d'un pont en matériaux définitif à Kamkop 3 - Toloum Ndeudeuh et Bassé – Houong 3
Région : Ouest	Domaine d'intervention : ouvrages de franchissement
Département : Mifi	
Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Communautés : Kamkop3, Toloum Ndeudeuh, Bassé et Houong 3	
Maître d'ouvrage : Commune de Bafoussam 3 ^{ème}	
Maître d'ouvrage délégué : Comité de suivi communal et Maire	
Maître d'œuvre : A désigner	
Objectifs du micro projet • faciliter déplacement des biens et des personnes dans la commune • réduire les longues distances à parcourir pour les déplacements inter- villages • faciliter l'écoulement des produits agricoles vers les grandes métropoles. • Réduire le taux de pertes après récoltes des produits agricoles • contribuer à l'amélioration de conditions de vie des populations dans la commune	
Coût total estimé du micro projet :	Contribution de la communauté :
50 000 000 FCFA	Espèce :
	Nature :
	Budget communal 2011 : 50 000 000
Description du micro projet Le projet consiste à construire un pont en matériaux définitifs sur le cours d'eaux qui sépare Kamkop 3 et Toloum Ndeudeuh, un deuxième pont à la limite Houong 3- Bassé. Les ponts actuels sont défectueux et impraticable en auto. Pendant la période de crue, la traversée est impossible à pied à cause de l'inondation qui parfois emporte les micros ponts existants. La maîtrise d'ouvrage délégué sera assurée par le comité de suivi communal qui devra suivre l'exécution des travaux en collaboration avec les services techniques de la commune et les techniciens de la délégation départementale des travaux publics.	
Prise en compte des aspects protection de l'environnement dans la réalisation et la gestion du micro projet • les études techniques prendront en compte l'aspect protection de l'environnement notamment porter la terre d'ailleurs pour les remblais, prévoir un réseau simplifié d'évacuation des eaux de pluies et surtout éviter la stagnation des eaux autour de l'ouvrage. • un formulaire d'examen environnemental du micro projet sera rempli et se trouvera en annexe du dossier projet	
Durée prévisionnelle des travaux :	Date de démarrage :
3 mois	Dès la signature du contrat par le maître d'ouvrage et la notification de l'ordre de service de commencer par le maître d'œuvre

ANNEXE2: ALBUM PHOTO DES DIFFÉRENTS ATELIERS DIAGNOSTIC PARTICIPATIF DANS LES VILLAGES



Atelier de planification communale



ANNEXE 3 : ARRETE MUNICIPAL PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU COMITE DE SUIVI DU PCD